

## CUBA SOUS LE RÈGNE DE FIDEL

*Qu'a donné cette  
fameuse révolution  
qui devait  
réussir?*

PAR CAROLE JEROME



**Kim Richard Nossal**  
Il n'y a rien à débattre au sujet de la politique canadienne de défense.

**Yves Bélanger et Pierre Fournier**  
L'utilité des investissements dans le secteur militaire est douteuse.

**Nancy Gordon**  
Les Soviétiques commencent à prendre le travail de l'ONU au sérieux.

**Bernard Wood**  
Des groupes antagonistes pourraient trouver des terrains d'entente pour définir la notion de sécurité.

**Stephen Handelman**  
L'Ouzbékistan fonctionne suivant des impératifs politiques bien plus anciens que ceux de Lénine.

*Dans le présent numéro :*

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

4. **De Lénine à Gorbatchev : l'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest**, par Paul Marantz, mai 1988, 100 pages.

5. **Le débat sur les essais d'armes nucléaires**, par Jozef Goldblat et David Cox, août 1988, 94 pages.

6. **La réinsertion du Vietnam dans le système international**, par Gérard Hervouet, décembre 1988, 87 pages.

LE GUIDE

**Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1987-1988**, 295 pages.

EXPOSÉS

16. **Limiter les risques d'une guerre nucléaire accidentelle** par Dianne DeMille, janvier 1988.

17. **Le désarmement chimique : de l'interdiction d'employer des armes chimiques à l'interdiction d'en posséder** par Jozef Goldblat, février 1988.

18. **Le Traité ABM a-t-il encore un avenir?** par Ronald G. Purver, février 1988.

19. **La guerre du Golfe** par Francine Lecours, mai 1988.

20. **La déstabilisation des États de la «ligne de front» en Afrique australe 1980-1987** par Dan O'Meara, juin 1988.

21. **L'équilibre des forces classiques en Europe** par Roger Hill, juillet 1988.

22. **Le Groupe des plans nucléaires de l'OTAN** par Jocelyn Coulon, août 1988.

23. **Établir et maintenir la paix à Chypre** par Robert Mitchell, octobre 1988.

24. **Les missiles de croisière et la limitation des armes stratégiques** par Jane Boulden, janvier 1989.

25. **La défense non-offensive ou comment assurer la sécurité collective de l'Europe** par Robert Neild, janvier 1989.

OPINIONS

6. **Les nouvelles dimensions des relations canado-soviétiques au sujet de l'Arctique** par John Hannigan, novembre 1988.

7. **Doit-on se soucier de la défense du Canada?** par Geoffrey Pearson, novembre 1988.

RAPPORTS DE CONFÉRENCE

5. **Vers l'instauration de la paix en Amérique centrale**, 8 et 9 mai 1987, par Liisa North, décembre 1987, 83 pages.

6. **Le commerce international des armes : problèmes et perspectives**, par Keith Krause, mars 1988, 53 pages.

NOTE DE LA RÉDACTION

■ Trente ans déjà depuis la prise du pouvoir par Fidel Castro à Cuba ! Le pays a beaucoup évolué depuis sur le plan social (écoles, hôpitaux), mais les habitants sont aux prises avec de sérieuses difficultés économiques, et le mécontentement s'exprime avec de plus en plus de vigueur depuis le début des années 1980.

Pour beaucoup d'entre nous, Cuba évoque les visages patriotiques de Fidel et de Che, ou encore les plages sablonneuses où se baladent les touristes. Mais connaît-on l'état de répression qui y existe ?

**Carole Jerome** brosse un tableau de la situation en se fondant sur des entrevues très intéressantes qu'elle a réalisées là-bas.

Une fois de plus, les questions de sécurité nationale n'ont pas retenu l'attention pendant de la récente campagne électorale. Qu'est-ce à dire ? Les Canadiens et Canadiennes ne se soucieraient-ils pas de leur sécurité ? Selon **Kim Richard Nossal**, la question est tout autre. Il n'existe aucune discussion sur ces questions au Canada, parce qu'il n'y a rien à débattre. On observe plutôt un consensus, ce qui empêche tout débat de naître.

**Yves Bélanger** et **Pierre Fournier** expliquent pourquoi et comment lutter contre la proliféra-

tion des armements. Comme la rentabilité des investissements militaires est de plus en plus mise en doute, il est bon de s'intéresser à des stratégies visant la réduction des programmes militaires. Les auteurs passent en revue les options les mieux reçues actuellement.

Après un séjour d'étude en Union soviétique, **Nancy Gordon** décrit comment la *perestroïka* et la *glasnost* ont influé sur l'attitude de l'URSS envers les Nations-Unies. L'ONU a totalement été ignorée par le géant soviétique il y a quelques années, mais elle est maintenant considérée par Moscou comme une tribune de choix où peuvent se poursuivre des négociations sérieuses.

Évoquant la réaction perplexe d'un groupe d'Australiens face au mandat ambivalent de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, le nouveau Directeur général de l'ICPSI, **Bernard Wood**, souligne qu'il n'y a pas nécessairement antagonisme entre les groupes pour la paix et les groupes pour la sécurité au Canada. La réalisation conjointe de ces deux objectifs est possible.

Une nouvelle chronique s'ajoute à *Paix et Sécurité*, et cela pour une période de deux ans, durée du mandat du Canada comme membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. **Trevor Rowe** est chargé de

la rubrique intitulée *À l'ordre du jour du Conseil de sécurité*. Il suivra de près les actions du Canada et il analysera les positions adoptées par notre pays.

**David Cox** a rédigé un complément à la *Chronique de défense*, lequel porte sur les essais des missiles de croisière perfectionnés. On trouve réponse aux questions suivantes : quelle est la différence entre le nouveau missile de croisière et l'ancien ? Qu'est-ce que le Programme canado-américain d'essai et d'évaluation ? Pourquoi les États-Unis veulent-ils mettre les missiles de croisière à l'essai au Canada ? Comment le public a-t-il réagi à la décision prise en 1983 de permettre les essais ? De plus, selon l'accord sur le Programme canado-américain d'essai et d'évaluation (CANAM), des systèmes autres que les missiles de croisière ont été mis à l'essai au Canada, mais il semble difficile d'obtenir, auprès de la Défense nationale, une liste de ces engins.

Finalement, **Stephen Handelman** nous fait découvrir le côté musulman de l'Union soviétique qui est rarement présenté par les médias ou dans les documents publiés.

— Hélène Samson

Institut  
canadien pour  
la paix et  
la sécurité  
internationales

**Directeur général:**  
Bernard Wood  
**Membres du conseil  
d'administration:**  
William Barton, *Président*  
Lise Bissonnette  
David Braide  
Orest Cochkanoff  
Gisèle Côté-Harper  
Ann Gertler  
Edward Greene  
John Halstead  
Kal Holsti  
Jacques Lévesque  
Richard Mercier  
Judith Padua  
Harry A. Porter  
Mary Simon  
Brian Urquhart  
Jean-Guy Vaillancourt  
Bernard Wood

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

PAIX ET SÉCURITÉ

360, rue Albert, bureau 900  
Ottawa (Ontario) K1R 7X7  
(613) 990-1593

© L'Institut canadien  
pour la paix et la sécurité  
internationales, 1989.

**Bureau de rédaction :**  
Nancy Gordon, *Présidente*  
David Cox  
Roger Hill

Hilary Mackenzie  
Madeleine Poulin

**Rédacteur en chef :**  
Michael Bryans

**Rédactrices en chef adjointes :**  
Hélène Samson  
Eva Bild

**Rédacteur de la chronique  
des livres français :**  
Jocelyn Coulon

**Production et production**  
The Spencer Francey Group,  
Ottawa/Toronto

**Version française :**  
Sogestran Inc., Denis Bastien  
Courrier de la deuxième  
classe - Enregistrement  
N° 7944  
Port payé à Smiths Falls  
ISSN 0831-1846

*Paix et Sécurité* paraît tous les trois mois. Ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

*Paix et Sécurité* est membre du *Canadian Periodical Publishers' Association*.

Le magazine *Paix et Sécurité* est produit par des moyens électroniques de conception et d'assemblage.

Il est interdit de reproduire des extraits du magazine sans l'autorisation expresse de l'Institut.

## TABLE DES MATIÈRES



- 
- 2 **CUBA SOUS LE RÈGNE DE FIDEL** PAR CAROLE JEROME  
*Qu'a donné cette fameuse révolution qui devait réussir ?*
- 
- 4 **TOUS POUR UN, UN POUR TOUS!** PAR KIM RICHARD NOSSAL  
*Il n'existe aucune discussion sur les questions de sécurité nationale au Canada, parce qu'il n'y a rien à débattre.*
- 
- 6 **POURQUOI ET COMMENT LUTTER CONTRE LES ARMES**  
PAR YVES BÉLANGER ET PIERRE FOURNIER  
*Quelles sont les stratégies permettant de réduire les programmes militaires ?*
- 
- 8 **L'ONU TROUVE GRÂCE DEVANT L'URSS** PAR NANCY GORDON  
*Les Soviétiques s'intéressent maintenant avec sérieux à l'organisation qu'ils ont aidé à créer.*
- 
- 10 **PAIX ET SÉCURITÉ : DEUX CONCEPTS ANTAGONISTES ?**  
PAR BERNARD WOOD *Au Canada, des groupes antagonistes pourraient trouver des terrains d'entente pour définir la notion de sécurité.*
- 
- 22 **LETTRE DE L'OUBÉKISTAN SOVIÉTIQUE** PAR STEPHEN HANDELMAN  
*Cette partie de l'empire soviétique fonctionne suivant des impératifs politiques bien plus anciens que ceux de Lénine.*
- 

■ **Carole Jerome** est journaliste auteur de documentaires pour l'émission *Sunday Morning* diffusée au réseau radiophonique anglais de Radio-Canada; elle est l'auteur de *The Man in the Mirror*, qui raconte la révolution iranienne, vue de l'intérieur; **Kim Richard Nossal** est professeur associé de sciences politiques à l'Université McMaster; **Yves Bélanger** et **Pierre Fournier** font partie du département des sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal; **Nancy Gordon** est Directrice des programmes publics à l'Institut; **Bernard Wood**, ancien directeur fondateur de l'Institut Nord-Sud, est le nouveau Directeur général de l'Institut; **Stephen Handelman** est chef du bureau du *The Toronto Star* à Moscou.

- 
- |   |  |
|---|--|
| 11 À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE SÉCURITÉ           | 17 EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE |
| 12 CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS           | 18 LIVRES                                |
| 14 CHRONIQUE DE LA DÉFENSE                            | 20 TRIBUNE                               |
| 16 LES ESSAIS DES MISSILES DE CROISIÈRE PERFECTIONNÉS | 21 NOUVELLES DE L'INSTITUT               |
-

**N**OMBREUX SONT CEUX POUR QUI LA RÉVOLUTION CUBAINE ÉVOQUE le portrait follement romantique de «Che» Guevara, les cheveux noirs, ébouriffés sous son béret de guérillero, le regard dur tourné vers les lendemains brillants d'un monde marxiste. Ah, «Che» ! Symbole de la contre-culture des années 1960. Les choses n'ont pas changé à Cuba; d'immenses panneaux à l'enseigne de «Che» marquent encore le pays, avec comme légende : «*El Hombre Modelo*» ou «L'homme modèle. Suivez son exemple.»

Quand, à l'âge de trente-trois ans, Fidel Castro a finalement réussi, le 1<sup>er</sup> janvier 1959, à renverser Fulgencio Batista et à prendre le pouvoir, il avait à ses côtés «Che» Guevara, ce docteur argentin, marxiste et révolutionnaire. Une anecdote souvent rebattue veut qu'au moment de choisir les membres de son cabinet et ne sachant pas trop à qui confier la gestion de l'économie, Fidel aurait demandé à ses fidèles réunis : «Y-a-t-il un économiste dans la salle ?» C'est alors que «Che» s'est levé en disant :

«Moi», croyant avoir compris que Fidel cherchait un communiste. Voilà comment «Che» est devenu ministre de l'Économie.

Il n'y a pas dans cette histoire que malice ou idiotie. En effet, Fidel jure qu'à l'époque, il n'était lui-même ni communiste ni marxiste. En 1953, au procès intenté contre lui après l'échec de sa première tentative contre Batista (il avait pris d'assaut les casernes de la Moncada), Fidel Castro, alors jeune avocat membre de la classe moyenne, avait parlé de rétablir la constitution de 1940 et d'organiser des élections libres. «Je n'ai pas menti pendant mon discours de la Moncada», devait-il dire plus tard à Lee Lockwood, journaliste américain auteur de la fascinante biographie intitulée *Castro's Cuba, Cuba's Fidel*. Fidel prétend n'être devenu marxiste-léniniste que plus tard, par pure nécessité.

Il l'a clairement dit lui-même en 1961 : «Dans le cadre de la révolution, tout est possible; hors de la révolution, rien n'est possible.» Lors de mon récent séjour à Cuba en décembre dernier, le théâtre Karl Marx présentait pour les enfants «Blanche-Neige et les Sept Nains». Voyez que même Disney et les contes de fées peuvent «s'inscrire dans la révolution», tout comme les spectacles érotiques somptueux présentés au Tropicana, ce haut lieu de la décadence nocturne.

Tous ces éléments ont contribué à créer pour les partisans de «Che» en Amérique du Nord une atmosphère rassurante où règnent le plaisir et la liberté. De quoi se démar-

quer nettement de la grisaille et de la monotonie du réalisme socialiste à la soviétique. Mais l'opposition entre ce qui était «dans» la révolution et ce qui ne l'était pas allait en fait signifier pour Cuba la nécessité de réprimer la vraie dissidence politique. Et c'est ce que l'on a fait, comme pour toutes les autres révolutions d'ailleurs. Plus de 20 000 personnes ont été enfermées dans des prisons et des camps de ré-éducation; souvent, c'était des paysans qui avaient prononcé une parole malheureuse ou signé un document par ignorance. Quand ils se sont mis à remettre en question la censure et à s'y opposer, les intellectuels et les libéraux de la classe moyenne, qui avaient appuyé la révolution à l'origine, ont subi les traitements les plus cruels jamais infligés à des prisonniers sur cette planète.

Après avoir été à une certaine époque favorable aux thèses castristes, Jorge Walls a été emprisonné pour avoir essayé de défendre un ami injustement enfermé. Il fait dans ses mémoires de prison l'un des récits les plus pénibles que j'ai jamais lus. Dans *Twenty Years and Forty Days* (il a purgé une peine de vingt ans et quarante jours), Walls décrit les atrocités dont il a été victime sur un ton étrangement objectif. Il a fait partie de ceux qu'on a appelés les *plantados* (leurs idées étaient profondément enracinées, d'où l'image), ces prisonniers politiques qui ont refusé de renoncer à l'un quelconque de leurs principes. Mais les gauchistes des années 1960 ignoraient tout cela ou n'ont rien voulu en savoir. Pour eux, ceux qui formulaient une critique jouaient en fait le jeu de Washington ou celui des amis de Batista, à Miami. Ils n'ont vu que la croisade littéraire, les nouvelles écoles, les docteurs aux pieds nus, les cliniques et hôpitaux construits dans les régions rurales. Ce sont là des réalisations tout à fait indéniables; l'analphabétisme, par exemple, a presque complètement disparu. Avec ses vingt-trois étages et ses 950 lits, l'hôpital d'Almajeiras, construit à la Havane il y a six ans, est un rutilant symbole de modernité. De riches Européens paient pour venir y subir des interventions chirurgicales cardiaques, mais tous les soins médicaux sont gratuits pour les citoyens cubains.

Tout cela coûte cher, et Cuba n'a pas d'argent pour payer. L'économie est dans la pagaille la plus complète, en raison essentiellement des baisses, sur les marchés internationaux, du prix du sucre et du pétrole, les deux produits de base de l'économie cubaine. L'embargo commercial imposé par les États-Unis en 1962, et toujours en vigueur à l'heure actuelle, n'est pas la seule cause de la situation. Le gouvernement cubain reconnaît lui-même qu'une grande partie du problème tient à l'inefficacité et à l'absurdité de son propre système.

**C**UBA PRATIQUE DONC AUJOURD'HUI LA «RECTIFICATION», S'EMPLOYANT À corriger ses propres erreurs, que ce soit dans la gestion des usines ou dans les horaires d'autobus. Les Cubains que j'ai rencontrés n'étaient pas peu fiers de se déclarer eux-mêmes responsables du désordre actuel, et de dire que la *Central Intelligence Agency* (CIA) ou les Soviétiques n'y étaient pour rien. Et maintenant, les voilà qui «rectifient» dans tous les sens. Mais les autobus n'arrivent toujours pas. Les oeufs restent à la ferme, car les véhicules de transport sont en panne, et il n'y a pas d'argent pour les réparer. Les bateaux attendent désespérément d'être déchargés. Dans les magasins, on fait la queue pour quelques rares produits.

De nombreux analystes étrangers et diplomates occidentaux en poste à Cuba accordent peu d'importance au phénomène de la «rectification», la qualifiant de simple «bricolage». Castro veut remédier à l'inertie d'un système trop centralisé, sans passer par une véritable décentralisation. Dans les années 1970, les quelques expériences de libéralisation des marchés ont certes atténué le problème des pénuries, mais elles ont aussi débouché sur des prix excessifs et favorisé la constitution de stocks, tandis que s'enrichissaient les entrepreneurs. Devant la menace d'un capitalisme rampant, on a décidé de mettre fin à ces initiatives. La montée d'une classe d'industriels aurait constitué une menace intolérable pour la philosophie de Fidel et, en définitive, pour son régime. La *perestroïka* et la *glasnost* ouvrent pour Castro trop de boîtes de Pandore. Si M. Gorbatchev prétend que la réforme et la transparence sont toutes deux légitimes en vertu de la philosophie de Lénine, Fidel préfère, merci beaucoup, s'en tenir à «Che».

Que ce soit dans ses discours ou sur les omniprésentes affiches, Fidel ne cesse de demander des «sacrifices», d'exhorter ses partisans à renoncer aux futilités que sont l'habillement et la nourriture pour payer plutôt l'éducation, les hôpitaux et le progrès. On ne parle jamais toutefois des dépenses militaires. Les croyants accueillent cet appel avec joie : «Sans Fidel, nous n'aurions rien», avance un technicien d'hôpital. Mais les autres commencent à en avoir assez de «Téqué» (littéralement, «blablaba» !); c'est le surnom qu'ils ont donné à Fidel pour se moquer de ses interminables discours et de ses intarissables palabres. On entend de plus en plus la population dire : «Basta de Téqué». Assez parlé ! Que le gouvernement se mette au travail pour régler les problèmes et qu'il cesse de nous demander des sacrifices.

Cuba a absolument besoin de devises. Les touristes paient les taxis en dollars. Dans les magasins qui leur sont destinés, les prix à la caisse sont affichés en dollars. On y vend du whisky et d'autres denrées que les Cubains ne peuvent espérer trouver ailleurs. Ce phénomène a donné naissance à toute une nouvelle catégorie de personnes : les gens qui ont des dollars. La *Bodeguita del Medio*, l'un des bars les plus fameux de la Havane était l'un des lieux favoris d'Hemingway, et l'on se sert de ce détail historique pour attirer les touristes. À l'instar de «Che», Hemingway est devenu une véritable industrie, et les Cubains de la rue commencent à en avoir assez de tout

# CUBA SOUS LE RÈGNE DE FIDEL

*Cuba poursuit son combat, restant le plus souvent sourde aux reproches de la collectivité internationale devant les violations des droits de la personne.*

PAR CAROLE JEROME

Nicholas Vitacco

cela : à nous les touristes, on donne Hemingway et la belle vie; à eux, «Che» et les sacrifices.

La situation n'est pas rose. Et elle risque de s'aggraver; tout dépend de Moscou. Si Cuba arrive encore à surnager, c'est uniquement grâce aux 5 milliards de dollars que le Kremlin verse chaque année dans un pays qui compte 10 millions d'habitants. Moscou achète le sucre de Cuba à des prix artificiellement élevés : c'est là la principale forme de subvention. M. Gorbatchev a clairement exigé de Fidel qu'il se mette un peu à l'heure de la *perestroïka* et qu'il fasse sa part sur le plan économique. En quelques mots, la réponse de Fidel a été la suivante : «Votre *perestroïka*, vous pouvez en faire ce que je pense ! »

Les Soviétiques prennent la chose avec beaucoup de dignité. Il suffit de voir l'ambassade soviétique à la Havane pour comprendre que ces messieurs n'ont pas l'intention de partir de sitôt, et ce en dépit des insultes de leur hôte. L'ambassade est installée dans un grand bâtiment blanc, dominé par une tour flanquée de tourelles et de saillies truffées d'appareils électroniques. Le premier secrétaire, Gennadi Sizov, m'a accueilli affablement, en espagnol : «Nous sommes conscients du fait que Cuba connaît des difficultés particulières auxquelles il convient d'apporter des solutions bien spéciales», m'a-t-il dit. «Et l'Union soviétique sera toujours prête à appuyer un ami et allié.»

Telle était donc la version officielle. Mais la plupart des observateurs avertis pensent que Gorbatchev fait secrètement pression sur Castro pour le convaincre qu'à la longue, les revers économiques constituent pour le régime une menace beaucoup plus sérieuse que quelques ajustements démocratiques. Personne ne sait, cependant, si le dirigeant soviétique ira plus loin, c'est-à-dire jusqu'aux menaces économiques.

**C**UBA RESTE LA BÊTE NOIRE, OU PLUTÔT ROUGE, DE WASHINGTON. J'AI ÉTÉ véritablement ébahie par l'animosité du gouvernement des États-Unis à l'endroit de ce pays. J'ai cru déceler une hostilité plus féroce encore qu'à l'occasion des séances d'information sur l'Iran qui se sont tenues au Département d'État pendant la crise des otages. George Shultz, alors qu'il était secrétaire d'État, a précisé que les relations de son pays avec Cuba n'avaient aucune chance de se normaliser dans un avenir prévisible et que Fidel «devait cesser d'agir à l'encontre des intérêts américains dans l'hémisphère Nord». Personne ne s'attend à ce que le gouvernement Bush adopte une politique différente.

Washington ne voit pas dans le récent accord prévoyant le retrait des troupes cubaines présentes en Angola le signe tant salué par d'autres d'une «tendance au réchauffement». Pour les États-Unis, les problèmes sont plus près de chez eux, soit au Nicaragua, au Salvador et à Cuba, dans le cadre des pourparlers sur l'immigration. De plus, les Américains prennent très au sérieux le problème des droits de la personne dans ce dernier pays. Malheureusement, le dernier rapport du Département d'État à ce sujet est à ce point exagéré qu'il en est, pour reprendre les termes d'un auteur, «hallucinant». Voilà encore une excuse que les partisans nord-américains de «Che» peuvent invoquer pour continuer à fermer les yeux sur la véritable répression qui sévit dans leur pays, où l'on bâillonne, arrête et déporte les chefs de mouvements authentiques de protection des droits de la personne et les gens qu'ils défendent, comme Ricardo Bofill et Elisardo Sanchez, ou les frères Arcos, tous dirigeants des deux principaux comités cubains de lutte pour la protection des droits de la personne. Ces groupements n'ont rien de «légal», mais on préfère les harceler plutôt que de les interdire. Bofill et Sanchez ont d'ailleurs pris la fuite.

«Bofill est un menteur et un imposteur, il ne veut que le pouvoir», m'a lancé, quand je l'ai interrogé, M. Armando Hart, ministre de la Culture. Quant à Valladares, c'est un criminel de la bande à Batista», a-t-il ajouté au sujet de l'ancien détenu, aujourd'hui à la tête de la délégation américaine auprès du Comité des droits de l'Homme, au siège des Nations-Unies à Genève. Il y a effectivement lieu de mettre en doute la réputation et le passé de M. Valladares, mais peut-on traiter et discréditer ainsi toutes les formes d'opposition ? L'été dernier, Cuba a relâché près de 400 prisonniers politiques et, fait exceptionnel, elle a laissé entrer au même moment des organisations humanitaires comme Amnistie Internationale et d'autres groupes non gouvernementaux de défense des droits de la personne. Mais dès le départ des visiteurs, les arrestations ont repris.

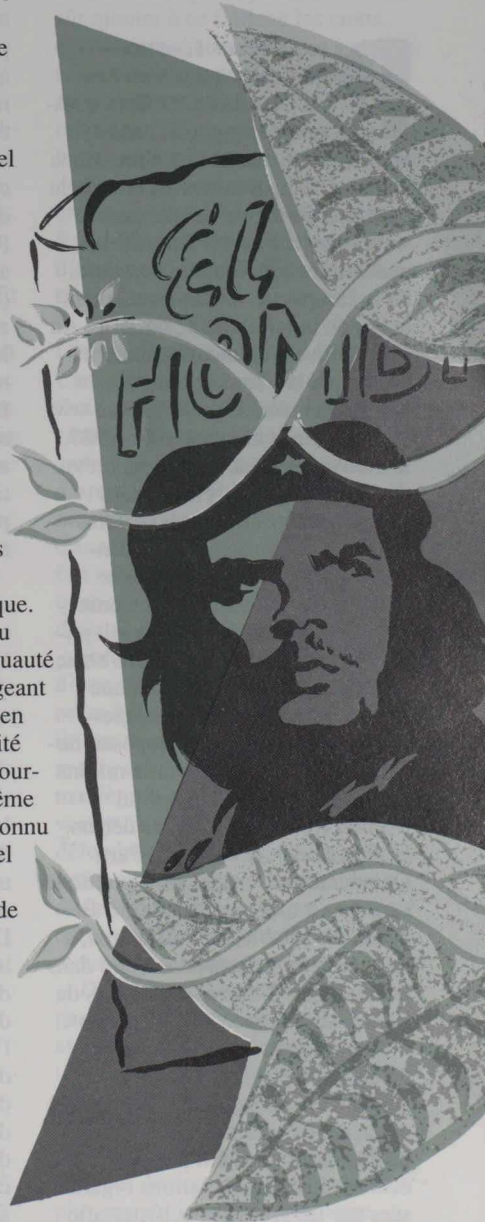
«Il n'y a rien ici qui ne soit politique», m'a affirmé le ministre de l'Éducation, José Fernandez Alvarez, le héros militaire qui a fait échouer l'invasion de la Baie-des-Cochons. «Nous sommes à quatre-vingt-dix milles des États-Unis.» L'épouvantail américain est extrêmement utile – on finit par mettre tous les actes de répression sur le compte de ces «quatre-vingt-dix

milles ...» «Le boycott et la politique d'isolement pratiqués par les États-Unis servent les deux camps en présence», m'a dit Jorge Walls à Miami. «Cela ne laisse plus que deux choix : être pour ou contre Castro.» De nombreux analystes américains, dont Wayne Smith, ancien chef de la Section des intérêts des États-Unis à la Havane, prétendent qu'à la longue, cette situation finit par jouer contre les États-Unis, en confortant Castro dans sa position et en créant l'illusion d'un «état d'urgence» dont il peut user à loisir. Ils sont d'avis que le Canada mène à l'égard de Cuba une politique saine, pragmatique et pratique; notre pays s'efforce en effet d'entretenir des relations cordiales et d'augmenter au maximum le volume des échanges (surtout pour profiter du vide laissé par les États-Unis), tout en exerçant sur les Cubains des pressions discrètes en faveur des droits de la personne.

Dans le bar d'un hôtel de la Havane, j'ai rencontré les membres d'une mission commerciale du gouvernement de l'Ontario, en visite à Cuba pour essayer de vendre toute une gamme de produits, depuis des pommes jusqu'à des serres. Un autre groupe était venu s'occuper d'un projet à long terme concernant du bétail canadien Holstein. L'ambassadeur du Canada à la Havane, M. Michael Kergin, est persuadé que les Cubains se préoccupent vraiment de l'opinion que nous avons d'eux, et qu'ils voient en nous une sorte de baromètre leur permettant de mesurer jusqu'où ils peuvent aller. Mais il reconnaît aussi que depuis des années, les Cubains font délibérément la sourde oreille quand nous leur rappelons les nombreuses violations des droits de la personne dont ils sont coupables. Et le Canada n'exerce aucune véritable pression, pas plus qu'il ne brandit de menaces : il se contente d'un «tapage» diplomatique.

Lee Lockwood, qui a bien connu Fidel, a émis l'hypothèse que la cruauté des traitements infligés par le dirigeant cubain à ses opposants s'explique en partie par le sentiment de culpabilité qu'il éprouve face à ses origines bourgeoises et en partie du fait que, même s'il se plaît à dire que son pays a connu la révolution paysanne idéale, Fidel en doit en réalité le succès à la classe moyenne libérale, fatiguée de Batista. La plupart des *plantados* faisaient d'ailleurs partie de cette classe; comme à l'accoutumée, la révolution a englouti ses pères. Fidel se raccroche à une interprétation ancienne et puritaine de Marx, de la même manière qu'il cultive son image, à savoir celle d'un paysan parmi tant d'autres. Mais tous ceux que j'ai rencontrés m'ont dit de Fidel qu'il a au moins le mérite de croire à tout ce qu'il prêche. Il n'est pas à la recherche du pouvoir, comme certains des personnages vindicatifs de son entourage. Mais il croit véritablement à la mission qu'il remplit pour son peuple.

Je suis tentée de le comparer à certains autres chefs révolutionnaires, de Robespierre à Khomeini, en passant par Mao. Tous ont cru à ce qu'ils professaient, et ils ont sacrifié, dans leur quête du gaoal, un grand nombre de vies, celles précisément qu'ils prétendaient vouloir sauver. Mais il est intéressant de noter que, si les monarques du passé ont laissé des palais, des cathédrales et des codes de lois, si Batista a laissé des casinos et des prisons, Fidel Castro, lui, laissera des écoles et des hôpitaux, et ses propres prisons hantées de fantômes. □



# TOUS POUR UN, UN POUR TOUS !

*L'absence de débat sur les questions de sécurité nationale (comme l'a révélé la dernière élection fédérale, en novembre) n'est ni troublante, ni décourageante. Il n'existe aucune discussion sur ces questions au Canada, parce qu'il n'y a rien à débattre.*

PAR KIM RICHARD NOSSAL

PENDANT LES ÉLECTIONS générales qui ont eu lieu au Canada en 1988, la question des rapports canado-américains a suscité des discussions animées, mais d'autres aspects de la politique étrangère ont été passés sous silence, à toutes fins utiles, pendant les sept longues semaines de la campagne. Ce fut notamment le cas de la politique de défense. Au départ, divers éléments portaient à croire que la sécurité nationale jouerait un rôle de premier plan dans la course électorale. En 1987, le mouvement pacifiste avait prévu déployer de grands efforts dans chaque circonscription pour sensibiliser le public au fameux «Engagement pour la paix» (*Peace Pledge*). Le gouvernement Conservateur de Brian Mulroney avait publié la même année son Livre blanc sur la défense qui esquissait une gamme d'options à la fois agressives et coûteuses. Il y proposait notamment d'acheter des sous-marins à propulsion nucléaire, ce qui risquait fort de susciter des débats. Et finalement, le Nouveau Parti Démocratique, le seul parti politique canadien à offrir une politique de défense véritablement différente, a fait une remontée spectaculaire dans les sondages d'opinion, au cours de l'année qui a précédé les élections.

Malgré tout, la politique de défense n'a pas retenu l'attention pendant la campagne; en fait, c'est à peine si on l'a mentionnée. La campagne du mouvement pacifiste a échoué. Les manifestations organisées par les groupes pacifistes afin de protester contre l'achat de sous-marins à propulsion nucléaire furent morcelées et demeurèrent sans résultat. Aucun des partis d'opposition ne mit l'accent sur les sous-marins, chacun se contentant d'y faire allusion en passant; l'accord de libre-échange présentait beaucoup plus d'attrait pour les critiques. MM. Mulroney et Turner n'ont pu résister à la tentation de décocher quelques flèches à l'endroit de la

politique de défense du NPD; quant à lui, M. Broadbent a réitéré timidement la promesse que son parti avait faite en 1969, à savoir qu'un gouvernement néo-démocrate renoncerait à faire partie à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et à l'Accord sur la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD); la plupart du temps, on avait l'impression très nette que M. Broadbent espérait voir l'électorat oublier tout simplement la fameuse promesse, même si la révision d'avril 1988 l'avait rendue plus acceptable. Bref, les débats politiques sur les questions de sécurité pendant la campagne électorale ont été à la fois insipides et superficiels.

Le caractère superficiel des discussions ayant porté sur la défense en 1988 n'a rien d'extraordinaire. Depuis le débat sur l'acquisition d'armes nucléaires pour les forces armées canadiennes en 1962 et 1963, la défense n'a jamais suscité des discours soutenus et fougueux en période d'élections. Au cours de la dernière génération, en effet, les discussions sur la défense ont sans exception, en période électorale, manqué de profondeur et de finesse. Des changements technologiques importants, une métamorphose de la doctrine militaire et une évolution du rôle stratégique du Canada dans l'Alliance occidentale se sont produits au cours des vingt-cinq dernières années sans que les Canadiens et Canadiennes se soucient d'amorcer des discussions sur ces transformations et leurs conséquences. Au contraire, pendant les campagnes électorales, les gouvernants et les aspirants-gouvernants n'ont su offrir aux électeurs que de vagues marmonnements périodiques en guise de débat politique.

À PRIME ABORD, ON PEUT SE DEMANDER pourquoi la politique de défense ne fait pas l'objet de débats en période d'élections et s'inquiéter de

cet état de choses. Après tout, la politique de défense (c'est-à-dire la sécurité du régime lui-même) intéresse l'existence même d'une collectivité politique. Qui plus est, le pays investit chaque année des fonds considérables dans ce volet du programme politique public. Pourquoi cette dimension de la politique nationale ne génère-t-elle pas, de par son importance même, plus de discussions publiques? L'absence de débats donne par ailleurs lieu à des préoccupations d'ordre normatif: la discussion publique de questions concernant la collectivité tout entière n'est-elle pas l'essence d'un système démocratique sain et vibrant? Ne pourrait-on pas faire valoir que les campagnes électorales offrent la meilleure occasion qui soit d'énoncer les options d'un pays en matière de défense, ainsi que d'examiner et de discuter divers aspects de la sécurité nationale? Ne peut-on pas effectivement soutenir qu'il incombe aux hommes et aux femmes politiques d'encourager, et non de décourager, chez l'électorat averti des débats sur des questions aussi importantes que la politique de défense du pays et sur l'orientation générale de cette dernière relativement au système international? Bref, en omettant de débattre des questions de défense, nos gouvernants ne se soustraient-ils pas à leur responsabilité envers la nation?

Permettez-moi d'avancer une autre hypothèse: l'absence de débat au Canada sur les questions de sécurité n'est ni troublant, ni décourageant; il n'y a aucun débat parce qu'il n'y a rien à débattre. En matière de défense, les Canadiens et Canadiennes vivent dans une harmonie peu commune, et ce n'est pas une si mauvaise chose après tout.

Cet argument repose sur l'hypothèse qu'un débat politique sérieux n'est pas possible à moins qu'il existe dans une collectivité un conflit politique digne de mention. Et pour qu'il y ait un tel conflit,

deux conditions au moins sont nécessaires. Il doit tout d'abord exister une divergence d'opinions entre des groupes relativement nombreux d'une collectivité politique. Les divergences ne doivent pas se situer à la périphérie, laquelle inclut seulement quelques membres de ladite collectivité. En deuxième lieu, les discordances deviennent sérieuses quand elles touchent les intérêts concrets, plutôt que symboliques, des protagonistes. En d'autres mots, lorsqu'en définissant sa position, chaque opposant dans un conflit politique se soucie en priorité de protéger ses intérêts véritables contre les effets directement néfastes des préférences de son adversaire, le conflit a tendance à être plus insoluble. Si toutes ces conditions ne sont pas réunies, une division politique digne de ce nom est peu probable. On observe plutôt un consensus, ce qui empêche tout débat de naître, car aucun débat véritable n'est possible si tout le monde s'entend au départ.

ON POURRAIT AVANCER QU'aucune des conditions susmentionnées n'existe dans le cas de la politique canadienne de défense. En effet, aucune discordance n'oppose des groupes importants de Canadiens et Canadiennes. En fait, ce que certains ont appelé le «contre-consensus» en politique étrangère n'existe tout simplement pas. Par exemple, en dépit de la multiplication de ses cellules au Canada dans les années 1980, le mouvement pacifiste a été singulièrement incapable de convaincre une partie importante de la population canadienne qu'une adhésion ferme à l'OTAN et au NORAD (les piliers de la sécurité canadienne, depuis toujours) est suffisamment fautive pour justifier des pressions publiques concrètes en vue de faire modifier notre «posture» de défense.

Le mouvement pacifiste s'est en fait heurté à l'inertie d'une population qui a toujours affiché une

ambivalence persistante et apparemment paradoxale sur les questions de «paix», comme les résultats du tout dernier sondage annuel d'opinion mené par l'ICPSI le montrent si bien. D'une part, de nombreux Canadiens et Canadiennes sont tout disposés à appuyer les efforts de «paix». Ils expriment consciencieusement leur aversion pour les armes nucléaires, pendant les sondages; ils répugnent à dépenser trop au chapitre de la défense en temps de paix; ils soutiennent le gouvernement quand il décide de participer aux opérations de maintien de la paix ou d'oeuvrer autrement sur la scène internationale; ils acceptent même que l'État attribue des fonds publics à des groupes qui se sont donnés pour mission de modifier sa politique actuelle de défense.

D'autre part, un nombre tout aussi grand de Canadiens et de Canadiennes accordent leur faveur à tout ce qui est bête noire pour le mouvement pacifiste : les armes nucléaires (à condition qu'elles ne soient pas canadiennes) et la dissuasion nucléaire; l'alignement sur l'Occident en matière de politique internationale; l'adhésion à une alliance militaire; la coopération avec les États-Unis au chapitre de la défense aérienne, et les budgets militaires. En d'autres termes, leur définition de la «paix» n'exclut pas les outils de guerre.

Fait plus important encore, la population canadienne montre une cohésion constante à ces égards, ce qui chagrine sans doute beaucoup le mouvement pacifiste. Citons une des preuves les plus flagrantes de ce consensus : les enquêteurs qui sondent l'opinion canadienne découvrent toujours au sein même de leurs échantillons représentatifs des attitudes très favorables à l'Alliance atlantique et à l'accord canado-américain de défense aérospatiale. Que le sondage soit réalisé par la *United States Information Agency (USIA)*, Gallup, Goldfarb ou l'ICPSI, le résultat est invariablement le même : en fait, le sondage de l'*USIA* a révélé en 1984 qu'une proportion quasi incroyable de la population canadienne (89 p. 100) favorisait l'adhésion à l'OTAN. Voilà qui confine à l'unanimité politique ! Et les sondages de l'ICPSI exécutés en 1987 et 1988 confirment tous les deux ce solide consensus.

Les habitudes des électeurs canadiens aux urnes au cours des trois dernières décennies en disent long elles aussi sur ce consensus. Il

existe, certes, très peu d'arguments directs permettant de soutenir que la plupart des Canadiens et Canadiennes relèguent toujours le NPD à la périphérie de la scène politique *parce qu'il préconise l'abandon d'une politique d'alignement en matière de défense*. D'un autre côté, il n'y a pas à douter que si l'électorat canadien avait suffisamment voulu une politique de défense différente, il n'aurait pas permis que le NPD, seul parti offrant une telle option, languisse si longtemps dans les coulisses de la scène politique nationale. De même, si les attitudes de la population au sujet de la défense avaient varié sensiblement, il est probable qu'un tel changement aurait disparu dans le programme politique d'un des deux «principaux» partis, sinon des deux.

MAIS CE N'EST PAS SEULEMENT L'ABSENCE de divergences d'opinions qui décourage les débats sur la défense. C'est aussi le fait qu'aucun intérêt réel n'est menacé. Il importe de reconnaître que l'opposition à la politique actuelle du Canada en matière de sécurité découle d'intérêts symboliques, plutôt que concrets. La différence est importante, on peut le laisser entendre, pour quiconque cherche à comprendre pourquoi il y a si peu d'antagonisme au Canada au sujet des questions de défense, car il y a très peu de Canadiens et de Canadiennes dont les intérêts réels soient directement et négativement touchés par les politiques de défense que le gouvernement fédéral poursuit. Ainsi, les intérêts d'un membre d'un groupe pacifiste prônant le non-alignement ne seront pas directement ni concrètement compromis si le gouvernement canadien maintient ses liens avec l'Alliance de l'Atlantique Nord, nonobstant les protestations à l'effet contraire. Cela ne veut pas dire que les militants

pacifistes n'aient pas un intérêt symbolique profond à voir leur pays se séparer des alliances militaires; mais s'ils ne réussissent pas à atteindre cet objectif, leurs intérêts concrets n'en souffriront pas. C'est ce raisonnement qui fonde, par exemple, la décision que la Cour suprême a prise de rejeter en 1984 l'action d'*Operation Dismantle*, selon qui les essais de missiles de croisière violaient le droit des Canadiens et des Canadiennes à la vie, tel qu'il est garanti par la Charte des droits et libertés. Or, la Cour suprême a fait valoir que les essais ne présentaient aucune menace imminente pour les intérêts concrets de la population nationale.

En ce qui concerne la nature symbolique des intérêts des opposants à la «posture» de défense actuelle du Canada, il serait utile de comparer ces derniers aux personnes dont les intérêts concrets seraient touchés par un changement d'alignement. Et il n'y a pas à douter que si notre pays quittait l'OTAN ou renégociait l'accord du NORAD, il subirait des coûts réels énormes, surtout sur le plan économique. Par exemple, un gouvernement qui mettrait en oeuvre une politique semblable à celle du NPD (assumer tous les rôles d'interception et de surveillance aérienne au-dessus des approches nord-américaines de l'Arctique) devrait acheter toutes les installations du Système d'alerte du Nord; or, les États-Unis ont assumé environ 90 p. 100 des frais de capital et il est improbable qu'ils en feraient tout simplement don au Canada. Ottawa devrait aussi assumer tous les frais se rapportant au matériel militaire, à l'infrastructure et à l'entretien. Le NPD a soutenu que les fonds actuellement consacrés au maintien de nos troupes en Europe seraient réaffectés afin de payer un système canadien de défense

aérienne, mais ses calculs ne riment carrément à rien : non seulement les ressources ainsi récupérées ne suffiraient pas à payer le système, mais encore il serait impossible, en tout premier lieu, de réaffecter les ressources de façon aussi simpliste. (Il serait ironique, en effet, que le NPD, dont l'opposition à l'OTAN et au NORAD est en grande partie inspirée par une répugnance pour les dépenses militaires, finisse par adopter le budget de défense le plus militariste que le pays aurait jamais connu en temps de paix.) Il faut bien sûr ajouter à ce fardeau les coûts, économiques et autres, que les alliés actuels du Canada lui imposeraient certainement, car, tout à fait naturellement, ils n'apprécieraient pas beaucoup qu'il se retirât du système de défense occidental. Bref, un changement dans la posture de défense minerait les intérêts concrets d'une grande majorité de Canadiens et de Canadiennes.

CERTAINS MILIEUX VOIENT CHEZ LE Canadien moyen un être qu'un système agissant consciencieusement comme l'instrument d'une classe capitaliste continentale a persuadé d'appuyer une politique d'alignement; malgré cela, la plupart des Canadiens et Canadiennes ont en fait mesuré avec soin les conséquences qu'aurait une politique de défense de rechange. Ils se sont toujours conduits comme si l'adoption d'une telle politique risquait de nuire à leurs intérêts réels. En outre, ils ont montré dans leur comportement politique (c'est-à-dire la manière dont ils ont voté aux diverses élections) une volonté de défendre plus activement leurs intérêts concrets que ceux dont les intérêts pour une politique de défense de rechange sont uniquement symboliques.

Dans cette perspective, il n'est pas étonnant qu'il n'y ait chez nous aucun débat véritable sur les questions de sécurité. On s'entend trop sur les aspects essentiels, et il y a trop peu d'intérêts divergents pour faire une différence là où, dans les sociétés démocratiques, ils ont la plus grande incidence : la scène électorale. Dans le même ordre d'idées, il n'est pas certain que l'on doive s'inquiéter des conséquences de tout cela pour le dynamisme de la vie politique chez nous; les Canadiens et Canadiennes sont beaucoup trop disposés à débattre vigoureusement les questions d'importance qui les divisent vraiment pour qu'il y ait lieu de s'inquiéter de la santé de la démocratie. □



Bob Foulter

# POURQUOI ET COMMENT LUTTER CONTRE LES ARMES

*La profitabilité des investissements militaires est de plus en plus mise en doute. Raison de plus pour appuyer les différentes stratégies dont l'objectif commun est de réduire les programmes militaires.*

PAR YVES BÉLANGER ET PIERRE FOURNIER

IL EST DIFFICILE DE CERNER AVEC précision l'influence de l'industrie militaire sur le développement économique au Canada. Le problème ne découle pas d'un manque de données. En fait, l'économie canadienne est, en ce qui a trait à la fabrication d'armements, une des plus transparentes du monde. En 1988, cet apport s'est chiffré à un peu plus de 8 milliards de dollars. On peut facilement imaginer que le marché global se situera quelque part entre 100 \$ et 120 \$ milliards au cours de la prochaine décennie. Cette somme frappe l'imagination. Serait-il concevable qu'une telle manne puisse ne pas être considérée bénéfique pour l'économie ?

Pourtant la profitabilité des investissements militaires est de plus en plus mise en doute. Plusieurs experts contestent notamment la valeur du rendement économique. Le coût du développement serait trop élevé, la productivité trop faible, les retombées sur les industries civiles de plus en plus marginales. La fabrication d'armes représenterait également une des sources majeures de gaspillage de ressources. Ajoutons à cela les analyses souvent très critiques à l'endroit de la dépendance des industries nationales face au complexe militaro-industriel américain, l'influence très contestée sur le développement régional et la modernisation du parc industriel, et nous avons sous les yeux un portrait plutôt sombre de la situation.

Néanmoins, la démarche continentaliste du Canada, non seulement face à la défense du territoire mais surtout en ce qui a trait à la politique d'approvisionnement, favorise un déplacement de la politique industrielle en direction des programmes de défense. Il est en effet probable qu'à la longue la politique économique gouvernementale canadienne s'alignera sur celle des Américains. Or, le secteur de la défense est une des pièces maîtresses de la politique industrielle américaine. De plus, l'an dernier, Ottawa a élargi sa politique

d'approvisionnement en défense à l'ensemble du continent. Cette dernière risque d'accentuer l'intégration des deux industries nationales.

Il est donc pertinent de nous inquiéter des effets de l'industrie militaire, puisque ne sont pas seulement en cause la défense collective et la souveraineté nationale, comme l'affirme le Livre blanc sur la défense, mais aussi des enjeux de plus en plus importants de la politique économique. À ce niveau, le Canada a des choix à faire.

Dans ce cadre, diverses stratégies dont l'objectif commun est de réduire les programmes militaires méritent d'être étudiées avec la plus grande attention. Voici les options qui recueillent présentement les appuis les plus importants.

LA CONTESTATION DU NIVEAU DES dépenses militaires en général, et du développement des armes nucléaires en particulier, se polarise autour de trois thèmes : la remise en question de la part du budget national alloué à la défense, la création de zones libres d'armes nucléaires (ZLAN) et la reconversion des entreprises d'armement. Bien que ces priorités d'action soient souvent menées de façon complémentaire et simultanée, elles peuvent aussi être en conflit les unes avec les autres, notamment en ce qui a trait à la pertinence d'engager le débat au niveau local plutôt qu'au niveau national. Au départ, ce sont essentiellement des impératifs moraux et politiques qui ont animé les promoteurs de ces initiatives. Depuis quelques années, cependant, les dépenses militaires sont de plus en plus contestées. Les autorités municipales, notamment, sont en train de devenir, aux États-Unis et ailleurs, les critiques les plus acerbes des priorités budgétaires nationales.

Ainsi, à sa réunion annuelle de juin 1987, la *US Conference of Mayors*, préoccupée par des

coups de plus de 60 \$ US milliards dans les fonds fédéraux liés à la santé, au logement et à l'éducation, a décidé de commander une étude sur les répercussions socio-économiques d'une réduction des budgets militaires.

Produit par *Employment Research Associates*, une firme de consultants indépendante de Lansing au Michigan, le rapport, publié en octobre 1988, tente d'évaluer les conséquences socio-économiques du transfert de 30 \$ milliards par année, sur une période de cinq ans, du budget de la défense (soit 150 \$ milliards entre 1986 et 1990, ce qui représente 11 p. 100 du budget de la défense) aux différents programmes administrés par les villes, tels que la santé, l'éducation, les services sociaux, les programmes de main-d'oeuvre, le transport en commun, le logement et le développement communautaire.

Au niveau national, l'étude conclut à un effet économique net positif : une augmentation de 3,5 \$ milliards par année du produit national brut (PNB), la création de 197 500 emplois additionnels sur une période de cinq ans, un accroissement de revenu personnel disponible de 2,2 \$ milliards par année, et une relance des investissements dans la construction résidentielle et non résidentielle de 550 \$ millions par année. L'injection de 30 \$ milliards annuellement dans les programmes des municipalités permettrait par ailleurs l'engagement de 195 000 enseignant(e)s, l'ajout de 2,2 milliards dans les infrastructures de transport en commun, la construction de 900 000 logements à prix modiques, le traitement de 6 500 000 personnes dans les cliniques communautaires, l'immunisation complète de tous les enfants contre les maladies et l'ajout de 606 000 000 \$ en équipement scolaire chaque année. Ceci représenterait, selon les auteurs, une contribution substantielle

à la qualité de vie en milieu urbain aux États-Unis.

En plus de mettre de l'avant l'hypothèse des avantages économiques découlant d'une réduction des budgets militaires, cette option a le mérite de poser le problème au plan politique de façon globale. Selon les promoteurs, la politique de défense est le problème central et celle-ci doit être modifiée. Les autres problèmes, c'est-à-dire la reconversion, l'élimination ou la réduction des dangers liés aux armes nucléaires et le manque de fonds devant servir à subvenir aux besoins socio-économiques de la population, se régleront automatiquement lorsque le gouvernement aura modifié ses priorités. L'industrie de la défense, elle, devra s'adapter, avec ou sans l'aide des autorités gouvernementales.

Notons qu'il est loin d'être assuré que le passage de la production reliée à la défense vers la production civile se fasse sans heurts. Quant à ceux qui prônent une transition gérée par l'État, ils surestiment peut-être, tant au Canada qu'ailleurs, la capacité gouvernementale de développer un plan national de redéploiement industriel qui serait susceptible de recueillir l'assentiment et l'appui actif des principaux intervenants économiques.

LES REVENDICATIONS EN FAVEUR DES zones libres d'armes nucléaires et de la reconversion peuvent très bien être mises de l'avant au niveau national. Au Canada, *Projet Ploughshares* fait pression auprès du gouvernement fédéral afin qu'il adopte une série de lois qui auraient pour but de faire du pays une zone libre d'armes nucléaires. Aux États-Unis, certains membres du Congrès ont proposé des projets de loi semblables afin que le gouvernement fédéral s'engage plus directement dans le dossier.

Dans l'ensemble, cependant, les initiatives prises en faveur des ZLAN et de la reconversion se

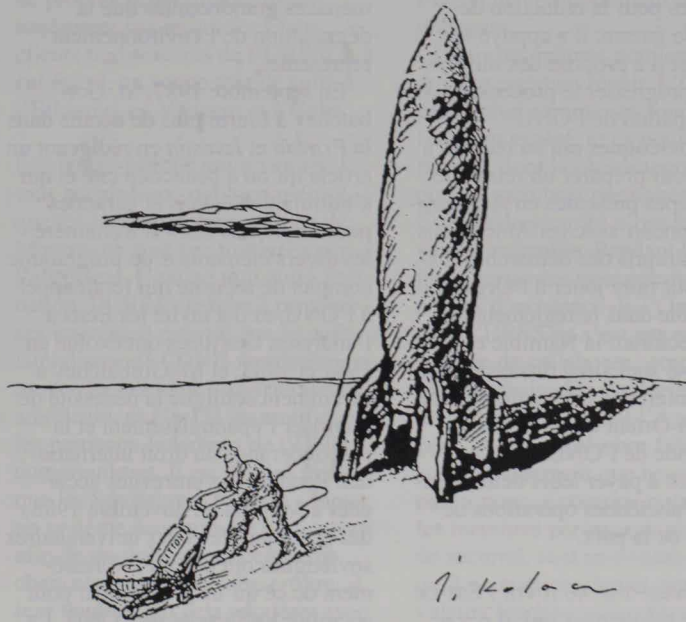


retrouvent surtout au niveau local, c'est-à-dire au niveau des municipalités, des usines, et des gouvernements régionaux. La conjoncture n'est pas encore mûre pour un déblocage majeur au niveau national, et le niveau local est plus propice à l'heure actuelle pour sensibiliser la population aux effets négatifs des dépenses militaires, notamment au niveau des emplois et des services sociaux.

Dans un premier temps, les zones libres d'armes nucléaires ont revêtu un caractère essentiellement symbolique, dans le sens où elles ont eu pour objectif de sensibiliser la population aux dangers de l'escalade nucléaire et d'exercer une pression sur les gouvernements nationaux afin qu'ils agissent en faveur du désarmement. Avec le temps, cependant, les conseils municipaux et les populations locales ont cherché de plus en plus à dresser des obstacles concrets et réels à l'implantation et au développement d'entreprises fabriquant des armes et des composants d'armes nucléaires. Certaines villes américaines, comme Chicago et Oakland par exemple, ont choisi d'interdire par règlement la production, l'entreposage, la conception et le déploiement des armes nucléaires. Différentes villes ont également adopté des politiques d'achat et d'investissement excluant les producteurs d'armes nucléaires, des règlements interdisant le transport d'armes nucléaires, et des dispositions prévoyant la reconversion éventuelle des industries fabriquant ces armes. Malgré les hésitations, les erreurs de parcours et les difficultés d'application, la réglementation ZLAN est en pleine expansion aux États-Unis. Plusieurs organisations pour la paix en ont fait leur principal point de ralliement. Elles ont la conviction que les pressions exercées sur les producteurs et le gouvernement national porteront éventuellement fruit.

Depuis 1982, environ 175 municipalités canadiennes ont adopté des résolutions ZLAN, y compris la plupart des plus grandes villes. Près des deux tiers de la population canadienne vivent maintenant dans des ZLAN. À l'exception de Vancouver, qui a franchi quelques pas timides dans cette direction, les autres municipalités n'ont pas tenté d'adopter une réglementation très élaborée et les initiatives sont largement demeurées symboliques. Pourquoi ? En partie, sans doute, parce que les pouvoirs des villes canadiennes sont plus limités que ceux des villes

américaines. Il est possible aussi que les forces politiques en faveur du désarmement soient mieux représentées au niveau national au Canada, et que la population canadienne se soit sentie moins affectée par l'escalade des dépenses militaires. Il faut ajouter que les ZLAN ont l'inconvénient de ne proposer qu'une intervention limitée vis-à-vis l'armement, en visant au premier chef l'abolition des armes nucléaires. Or, en théorie, si l'on fait exception des essais du missile de croisière, il n'y a pas d'armes nucléaires (au sens restrictif du terme) au Canada. La question revêt donc



un côté un peu abstrait. Par ailleurs, un tour d'horizon des différentes résolutions adoptés en Amérique du Nord permet de constater que plus la réglementation municipale donne lieu à des contrôles réels, plus son champ d'application est circonscrit. Les ZLAN peuvent également rendre moins évidente la nécessité d'intervenir également dans la fabrication d'armements conventionnels qui sont de plus grands consommateurs de ressources et qui ne sont pas plus inoffensifs au plan militaire.

LE MOUVEMENT POUR LA RECONVERSION s'est, pour sa part, développé suite au constat suivant : les inquiétudes quant à l'emploi et au maintien des activités économiques constituent un des principaux obstacles au désarmement et à la réduction des dépenses militaires. La reconversion apparaît donc comme un moyen de rendre les travailleurs plus sûres en les faisant participer directement à l'élaboration de plans de reconversion dans leur usines, surtout si celles-ci connaissent déjà des problèmes à cause de baisses ou de réorientations de la production

militaire. Plusieurs travailleurs savent très bien qu'une réduction des dépenses militaires signifie plus d'argent pour les services sociaux ou une production socialement utile, mais ils sont néanmoins inquiets parce qu'ils n'ont pas l'assurance de préserver leur emploi ou d'en obtenir un nouveau susceptible de combler leurs attentes. Du point de vue du mouvement syndical, la reconversion apparaît comme une solution pour atteindre un double objectif : le maintien de l'emploi et la paix. Il s'agit, en effet, de tenter de réconcilier les dépenses militaires au niveau national avec la protec-

rapports qu'entretiennent les intervenants entre eux.

L'ABSENCE D'EXPÉRIENCES PRATIQUES et de modèles concrets au Canada est un des principaux obstacles auxquels se heurte la reconversion au pays. L'idée suscite généralement l'incrédulité. C'est en grande partie pour vaincre ces résistances que plusieurs groupes soutiennent le projet de mener des expériences pilotes de reconversion dans le but d'en démontrer la faisabilité. L'approche cas par cas présente des avantages, mais aussi des inconvénients. En limitant la démarche à une seule entreprise, on simplifie grandement le processus et on accroît la capacité de dégager un consensus autour du principe de reconversion. Par contre, l'infrastructure requise pour la bonne marche d'une expérience en solo suppose la mise en place de mécanismes visant à éviter le déplacement de la production militaire vers les concurrents et elle présuppose un soutien discrétionnaire de l'État de plus grande envergure. Le coût de projets de reconversion menés dans de telles conditions peut s'avérer potentiellement élevé et rendre problématique l'élargissement à d'autres entreprises d'un secteur donné.

Il faut en outre demeurer conscient des contraintes économiques et politiques avec lesquelles toute stratégie de reconversion devrait inévitablement composer. Cette approche comporte notamment l'inconvénient de situer le débat sur le désarmement sur un terrain exclusivement économique, tout en ne posant pas clairement au préalable le problème au niveau politique.

Il est donc difficile de mettre en forme une stratégie apte à solutionner l'ensemble des questions soulevées par la fabrication d'armement, tout comme il est difficile de faire l'unité au sein des forces en présence. Il importe cependant de permettre au débat de sortir de l'impasse actuelle et nous pensons que le meilleur moyen d'y parvenir est encore de mettre sur la table des projets concrets. À cet égard, les discussions qui ont présentement lieu au Québec au sujet de la réglementation ZLAN que la ville de Montréal s'appête à soumettre à ses élus, et l'intérêt grandissant des organisations syndicales face à la reconversion, déboucheront probablement sur des démarches plus concrètes à moyen terme. Souhaitons qu'elles sauront imprimer au mouvement contre la militarisation l'énergie qui lui fait présentement défaut. □

# L'ONU TROUVE GRÂCE DEVANT L'URSS

*La vigueur retrouvée de l'ONU s'explique notamment par le fait que les Soviétiques s'intéressent maintenant avec sérieux à l'organisation qu'ils ont aidé à créer.*

PAR NANCY GORDON

DANS LE CADRE DE SON «nouveau mode de pensée» au sujet de la politique étrangère, l'URSS accorde désormais plus d'importance aux Nations-Unies. Le Kremlin est en train de lever le rideau qu'il avait fait tomber sur le monde, et les citoyens du pays découvrent ainsi une ONU qu'il leur faut prendre au sérieux et au sein de laquelle ils sont disposés à tenter une participation. Peu habituée au cours des dernières années à de tels regards approbateurs de la part de l'URSS, l'ONU s'est montrée disposée et capable d'assumer les responsabilités plus considérables qui lui sont échues.

En 1988, nous avons été témoins de diverses manifestations de cette nouvelle «pensée» à New York, à Genève et dans d'autres centres où l'ONU se réunit. C'est ainsi qu'au début de décembre, M. Mikhaïl Gorbatchev a choisi l'Assemblée générale comme tribune où faire une déclaration importante sur la réduction des forces classiques. Dans le même immeuble, M. George Shultz écoutait impassiblement, tandis que M. Dan Rather et le réseau CBS couvraient l'événement en direct.

À l'ouverture de l'Assemblée, en septembre, M. Édouard Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, a présenté, dans le cadre du discours incombant traditionnellement au titulaire de son poste, une longue liste de propositions sur l'action de l'ONU et sur les améliorations à apporter à sa structure. Le discours était dénué de la rhétorique caractérisant d'habitude les allocutions soviétiques à l'ONU. Un de ses sous-ministres, M. Vladimir Petrovski, a énoncé en détail, devant la Commission politique spéciale et la Sixième Commission, les points de vue soviétiques sur la «sécurité globale» et sur ce que le rôle de l'ONU devrait être. À Kingston (Ontario), en octobre, M. Petrovski a prononcé le

discours-thème à une conférence sur les centres pour la réduction des risques de guerre; il a appuyé le concept et il a proposé des moyens de faire progresser le processus avec la participation de l'ONU.

Les Soviétiques ont eu recours à l'ONU pour préparer un retrait de leurs troupes présentes en Afghanistan; de concert avec les Américains, ils ont entrepris des démarches discrètes pour faire jouer à l'Organisation un rôle dans le règlement du conflit déchirant la Namibie et l'Angola; ils se sont aussi dits en faveur d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient qui se tiendrait sous l'égide de l'ONU; et ils ont commencé à payer leurs dettes relatives à d'anciennes opérations de maintien de la paix.

QUE SE PASSE-T-IL AU JUSTE ? EST-CE bien là le même pays qui, il n'y a pas si longtemps, ne s'intéressait que pour la forme à l'ONU et à d'autres organismes internationaux ? Le même pays qui s'opposait aux initiatives du Secrétaire général et qui refusait de payer une partie de ses cotisations pour des entreprises qu'il n'appuyait pas ? Et le même pays qui, d'abord et avant tout, prenait bien garde de ne participer à aucun jeu multilatéral dont les règles et les arbitres échappaient à sa maîtrise ?

La réévaluation de l'état du monde par les Soviétiques, processus qui a commencé avec l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir en 1985, repose sur un certain nombre d'hypothèses qui débouchent naturellement sur un élargissement du rôle de l'ONU. Dans son livre intitulé *Perestroïka*, publié en 1986, M. Gorbatchev met en lumière la nature interdépendante du monde des années 1980, la futilité de toute politique visant à assujettir la sécurité aux armes nucléaires, l'existence d'un équilibre multipolaire, et

non bipolaire du pouvoir, et les menaces grandissantes que la dégradation de l'environnement représente.

En septembre 1987, M. Gorbatchev a fourni plus de détails dans la *Pravda* et *Izvestia* en rédigeant un article qu'on a beaucoup cité et qui s'intitulait «Réalités et garanties pour un monde sûr.» Il a énuméré les divers éléments d'un programme complet de sécurité qui ferait appel à l'ONU, et il a invité les États à l'analyser. Ces idées ont évolué en 1987 et 1988, et M. Gorbatchev a récemment souligné la nécessité de favoriser l'épanouissement et la prépondérance du droit international. Pendant des entrevues accordées à Moscou en novembre 1988, des porte-parole et des universitaires soviétiques ont discuté expressément de ce qu'ils proposaient pour accroître l'efficacité de l'ONU. La liste est longue. Citons notamment les idées suivantes : convoquer des réunions du Conseil de sécurité pour discuter, au niveau des ministres des Affaires étrangères, du désarmement nucléaire et naval, et au niveau des chefs d'État, de toutes les questions de désarmement et de développement figurant à l'ordre du jour de l'ONU; permettre une adhésion universelle à la Conférence du désarmement, qui ne réunit actuellement que quarante pays, et faire en sorte qu'elle siège l'année durant; tenir à l'ONU un registre des ventes et des transferts d'armes classiques; et constituer des mécanismes onusiens pour garantir le respect des accords de limitation des armements et surveiller les nouvelles technologies.

Dans son discours prononcé devant l'Assemblée générale, en septembre, M. Chevardnadze a appuyé et proposé des mesures qui renforceraient les pouvoirs du Secrétaire général en lui donnant meilleur accès à l'information. Il a préconisé d'établir une liaison directe entre les sièges sociaux de

l'ONU, les membres du Conseil de sécurité et le président du groupe des pays non alignés; une telle liaison, a-t-il précisé, aiderait sans doute à éviter des crises et des conflits internationaux. Dans un aide-mémoire et un discours prononcé devant la Sixième Commission, M. Vladimir Petrovski a approfondi ces idées : le Secrétaire général devrait, de son propre chef, signaler tout conflit potentiel aux membres du Conseil de sécurité; les observateurs militaires de l'ONU pourraient mener activement des démarches diplomatiques préventives, et le Conseil de sécurité devrait avoir le pouvoir de dépêcher des observateurs militaires de l'ONU dans les lieux de vives tensions. Cela modifierait considérablement la méthode actuelle de l'ONU, qui envoie des forces de maintien de la paix ou des observateurs seulement si les deux adversaires le demandent et si un cessez-le-feu est en vigueur entre eux.

Pendant l'été 1988, les Soviétiques ont proposé d'envoyer dans le Golfe persique une force navale de l'ONU, et ils ont repris cette idée à l'automne. Cette ligne de pensée va de pair avec la faveur qu'ils accordent aux centres pour la réduction des risques de guerre, lesquels seraient créés au sein du Secrétariat de l'ONU et se soucieraient de prévenir tant les conflits nucléaires que classiques. L'URSS a aussi émis des idées au sujet des casques bleus et elle a remis sur le tapis une proposition qui portait sur la création d'un corps onusien permanent d'observateurs militaires et de troupes. Elle a aussi offert de participer à certaines opérations de maintien de la paix, si la conjoncture s'y prêtait et si les autres États étaient d'accord. Pareille évolution des choses contrasterait avec la doctrine actuelle voulant que les superpuissances s'abstiennent d'intervenir dans de telles opérations.

Évoquant les dépenses que supposerait le déploiement d'une force de maintien de la paix en Namibie, les Soviétiques se sont dits prêts à contribuer à la logistique ou à l'infrastructure en général. Ils ont cependant précisé que, si diverses parties, notamment les États-Unis, s'opposaient à leur participation, ils n'insisteraient pas.

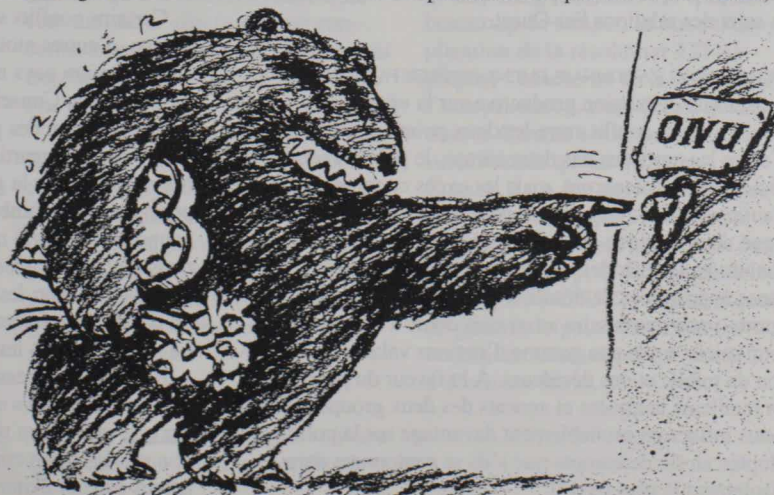
LES OBSERVATEURS DE LA VIE POLITIQUE soviétique ont noté que, sur la scène intérieure, les nouveaux dirigeants cherchent à implanter la primauté du droit, pour remplacer ainsi les décrets arbitraires mis à exécution par la police secrète. Le processus de restructuration et d'ouverture suppose la liberté d'expression et de dissidence, laquelle suppose à son tour l'existence de règles, soit les règles d'une société civile qui régissent les relations entre citoyens. Sur le plan international, les diplomates soviétiques ont fait valoir le même principe : le droit international doit servir de pierre angulaire dans les relations entre tous les pays, y compris le leur. Ils ont demandé à tous les États de reconnaître la juridiction obligatoire de la Cour internationale de justice, et ils ont proposé de confier à la CIJ un plus grand rôle dans le règlement des différends ayant des dimensions politiques (songeons, par exemple, à la limitation des armements).

Les propositions concernant le droit international traduisent de manière frappante les changements dans la façon dont les Soviétiques perçoivent l'ONU : il n'y a pas si longtemps, ils s'opposaient vigoureusement à ce que l'on évalue l'une ou l'autre de leurs politiques, qu'elle fût étrangère ou intérieure, par rapport à des normes internationales de conduite qu'ils associaient à des idéaux et à des concepts occidentaux. En fait, comme Edward Luck and Toby Gati de la *US United Nations Association* le signalent dans un article paru dans le *Washington Quarterly*, M. Gorbatchev a réclaté, en 1988, l'harmonisation du droit intérieur soviétique avec les normes internationales, même dans des domaines acro-saints depuis toujours, tels que le terrorisme, les questions humanitaires et la protection de l'environnement, car il voyait là le stade précurseur du nouvel ordre international qui régirait son monde dénucléarisé du vingt-et-unième siècle.

Le «nouveau mode de pensée» n'est pas encore omniprésent et coexiste avec certains aspects de l'ancienne rhétorique propre

aux éternelles résolutions anti-occidentales. Un élément important caractérise cependant la nouvelle politique : l'URSS reconnaît que les résolutions anti-impérialistes soviétiques n'aident en rien à nourrir le tiers-monde et que l'ONU des années 1980 n'est plus la tribune antagoniste qu'elle était dans la décennie précédente. En fait, les chefs d'un bon nombre des pays les plus pauvres en sont venus à voir la coopération avec des gouvernements du Nord comme un élément essentiel au développement économique et à la stabilité régionale. Et quand ils cherchent des modèles de progrès économique, ils ne souhaitent pas imiter les États-clients traditionnels de l'URSS, et à cet égard, on songe tout de suite à l'Éthiopie, au Vietnam et à Cuba.

LES PORTE-PAROLE SOVIÉTIQUES, à tous les niveaux, ont bien précisé que les nouvelles propositions de Moscou ne sont pas motivées par l'altruisme. Comme tout autre État-nation, l'URSS cherche à protéger ses intérêts. Il est vrai que le multilatéralisme de l'ONU représente un moyen de contenir l'unilatéralisme américain, et c'est là un motif que les partisans canadiens de l'ONU comprendront. Il est de plus évident que les Soviétiques veulent adopter un système économique plus ouvert afin de revitaliser leur économie chancelante et de la faire croître; il leur faudra pour cela coopérer avec l'ONU et ses membres en ce qui concerne les règles commerciales et les multiples relations d'affaires qui régissent la vie économique internationale. Le facteur prédominant, toutefois, est que l'URSS définit maintenant ses propres intérêts en fonction de la nature interdépendante de la planète et qu'elle veut donc se servir de l'ONU comme d'un instrument de sa politique étrangère.



après tout, ambassadeur de son pays aux Nations-Unies de 1970 à 1973, et il est par conséquent conscient du potentiel et des limites de l'Organisation. Quant à lui, le nouveau Secrétaire d'État, M. James Baker, était Secrétaire du Trésor dans le gouvernement précédent et il a donc participé aux travaux du système économique multilatéral qui fonctionne sous la coupe de l'ONU.

COMME LE CANADA SIÉGERA AU Conseil de sécurité au cours des deux prochaines années, il aura une occasion unique d'aider l'ONU à réaffirmer son importance dans la vie internationale : notre pays n'a pas fait partie du Conseil depuis la fin de son mandat de deux ans en 1978 et, cette fois-ci, il est le seul membre non permanent qui soit aussi membre de l'OTAN. Les ministres canadiens des Affaires extérieures ont, chacun à leur tour, évoqué avec conviction l'intérêt manifesté par le pays à l'égard de l'ONU et l'appui qu'il lui accorde. Nous continuons de payer rapidement et au complet nos contributions, mais il nous faut aussi jouer un rôle constructif dans les débats sur le renforcement de l'Organisation. Le Canada a lutté durement pour gagner son siège au Conseil; il lui incombe maintenant de travailler avec tout autant d'acharnement pour faire de ce siège un instrument clef de sa politique étrangère. Notre pays est réputé pour le rôle actif qu'il assume à l'ONU, et il a toujours pensé qu'il était dans son intérêt que l'Organisation soit forte. Maintenant que les Soviétiques proposent toute une panoplie d'idées, nous nous devons de répondre avec sérieux et dans un esprit constructif et d'exhorter nos partenaires de l'Alliance à faire de même.

Bon nombre des propositions soviétiques comportent de graves lacunes et nécessitent discussion et analyse. Ce qui est intéressant au sujet de ce processus, cependant, c'est que les Soviétiques prennent des mesures pour accroître l'efficacité de l'ONU. L'URSS entre dans une «joute» dont l'issue est incertaine, et c'est peut-être là le comportement d'un pays qui commence à se sentir à l'aise dans ses rapports avec les autres. □

#### Pour en savoir plus:

E. Luck et T. Gati, «Gorbachev, the United Nations, and US Policy», *The Washington Quarterly*, automne 1988, pages 19-35.

Bob Forster

# PAIX ET SÉCURITÉ : DEUX CONCEPTS ANTAGONISTES ?

PAR BERNARD WOOD



Bernard Wood est  
Directeur général de l'ICPSI.

J'ÉTAIS EN AUSTRALIE EN AOÛT DERNIER QUAND M. Clark a annoncé mon affectation au poste de Directeur général de l'ICPSI. La réaction perplexité d'un échantillon diversifié d'Australiens face au mandat ambivalent de l'Institut m'a frappé.

Après presque cinq ans, cette association singulière de concepts est devenue familière à la partie de la population canadienne que la chose intéresse, mais elle gêne encore énormément; pour beaucoup, sa plausibilité est encore douteuse. Les perceptions, bien sûr, sont des réalités, et si suffisamment de gens insistent pour s'identifier à une collectivité «pour la paix» ou à un groupe «pour la sécurité», et si les deux entités persistent à se voir comme l'ennemie l'une de l'autre, alors elles seront en conflit.

Pour la plupart des gens (électeurs, citoyens et contribuables), les origines du différend deviennent rapidement mystérieuses. En effet, l'homme de la rue se demande pourquoi, si MM. Reagan et Gorbatchev peuvent commencer à trouver des terrains d'entente, les deux groupes intéressés par le même problème au Canada sont encore à couteaux tirés.

Il n'y a presque plus personne pour nier la réalité ou l'importance historique du nouveau dialogue soviéto-américain, de l'accord modeste mais bien concret de désarmement conclu sur les forces nucléaires à portée inter-médiaire, et des perspectives sérieuses de réduction des arsenaux stratégiques et classiques. Et il y a d'autant plus lieu d'être optimiste que l'Est et l'Ouest ont tous deux reconnu le fardeau économique que ces derniers représentent. Mais on est encore loin du but.

Il existe des personnes qui, en raison de leurs responsabilités, de leurs fonctions et de leur formation, doivent aborder les questions de sécurité internationale en se préoccupant principalement de protéger l'État contre les pires perspectives et de garantir d'abord et avant tout que le pays pourra décourager ou repousser toute attaque susceptible de menacer sa sécurité physique et ses habitants. D'autres abordent le problème à l'inverse : ils recherchent, dans toutes les circonstances, les meilleures perspectives pour désamorcer l'hostilité et réduire les affrontements.

Comme les sondages d'opinion successifs l'ont attesté, la majorité des Canadiens et Canadiennes éprouvent des sentiments ambivalents face à l'état actuel des relations Est-Ouest. Ils sont encore persuadés de la nécessité de posséder des défenses puissantes et de négocier depuis une position de force, mais le ton et la teneur de la campagne que M. Gorbatchev mène pour modérer la Guerre froide les impressionnent également; ils sont disposés à appuyer de vigoureuses initiatives occidentales qui iraient dans le même sens (même celles qui comporteraient certains risques). Les décideurs canadiens sont tiraillés eux aussi, dans leur propre travail, par ces perceptions ambivalentes au sujet des relations Est-Ouest.

QUE PEUT-ON RAISONNABLEMENT ESPÉRER FAIRE POUR FAVORISER une discussion productive sur la «paix» et la «sécurité»? S'il y a conflit entre les deux points de vue opposés, et entre les partisans des deux camps, le public averti et les décideurs les écouteront, mais les excès commis de part et d'autre réduiront les chances pour que s'instaure un dialogue démocratique créateur. En revanche, si l'on prend l'habitude de tenir des échanges polis dans le cadre de tribunes appropriées, le désaccord subsistera à bien des égards, mais on réussira aussi sans doute à définir beaucoup mieux toute une gamme d'options valables à l'intention du public et des décideurs. À la faveur du processus, les meilleurs analystes et avocats des deux groupes antagonistes influenceront probablement davantage sur la politique adoptée en fin de compte que s'ils se cantonnent dans l'isolement le plus parfait.

Des ouvertures intéressantes en matière de limitation des armements et l'amélioration des relations Est-Ouest devraient favoriser l'amorce d'un tel dialogue constructif, bien que l'évolution actuelle de la conjoncture engendre aussi de nouveaux défis déstabilisateurs. Les tribunes sont par ailleurs plus développées que jamais (l'ICPSI est un bon exemple à citer, mais il y en a d'autres). Des membres réfléchis des deux groupes ont appris à connaître les modes de pensée et le langage les uns des autres, et ils ont entrepris des débats techniques et des discussions sur des questions de fond. En outre, les deux collectivités croient désormais utile et nécessaire de parler de concepts de sécurité plus vastes et des nouvelles voies à suivre pour parvenir à la sécurité (la sécurité «commune» ou «mutuelle»).

Il reste encore beaucoup de travail novateur à accomplir pour relever les multiples défis qui concerneront la sécurité à mesure que l'an 2000 approchera. Depuis toujours, le Canada est un fervent partisan de la coopération multilatérale et de la participation fonctionnelle, et il montre par là le type d'ordre et de structures que nécessite l'ère de l'interdépendance mondiale. Les efforts exemplaires qu'il déploie pour combattre la pauvreté dans le tiers-monde et promouvoir le respect des droits de la personne à l'échelle de la planète sont tout aussi éloquents.

La surveillance et la défense de notre territoire et de nos zones maritimes continueront de représenter un immense défi; nos responsabilités en matière de défense collective demeureront éprouvantes, et toutes nos ressources diplomatiques et militaires seront sollicitées pour répondre à une pléthore de nouveaux besoins intéressant le maintien de la paix, le règlement des conflits et la mise en place d'institutions. Sans diluer le concept de sécurité ni sous-estimer le rôle des forces armées, qui demeureront quasi indissociables de ce concept pendant longtemps encore, il s'agira de satisfaire à un nouvel impératif : créer des rapports de sécurité moins antagonistes et éliminer les causes sous-jacentes (politiques, économiques, socio-culturelles et environnementales) de l'hostilité entre les peuples.

AU SUJET DE BON NOMBRE DE CES AUTRES OBSTACLES À la paix et à la sécurité, on constate rapidement que la polarisation et la méfiance mutuelle existant chez les Canadiens et Canadiennes intéressés par le débat sont au moins aussi prononcées que quand il s'agit des relations Est-Ouest. Relativement à des conflits régionaux tels que ceux sévissant au Moyen-Orient, en Amérique centrale et à Chypre, les Canadiens cherchant des moyens d'aider à régler les différends et à réduire les tensions découvrent que certains de leurs efforts les plus impartiaux sont accueillis avec suspicion ou hostilité par ceux et celles favorisant plus particulièrement une partie ou une autre.

Certains conflits se prêtent plus à l'intervention canadienne, d'autres moins; il en existe peu, cependant, dans lesquels notre pays n'ait aucun intérêt, surtout maintenant qu'il siège au Conseil de sécurité de l'ONU. En général, le Canada est l'un des pays du monde qui puissent le mieux prétendre à l'impartialité. La vérité est toutefois la première victime de la guerre, et quiconque tente de s'interposer entre les combattants peut s'attendre à recevoir des coups, peu importe qu'ils soient mérités ou non. Voilà qui nous rappelle froidement que les conflits ne sont pas des parties de plaisir; les motifs de tous ceux qui s'intéressent à un conflit donné seront méticuleusement examinés, et l'on ira même jusqu'à les critiquer vertement.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait antagonisme entre les concepts de «paix» et de «sécurité»; de nombreuses occasions se présentent maintenant d'en poursuivre la réalisation sur des voies convergentes. Mais attention ! Il ne faut jamais espérer éviter tout différend quand on parle de conflits. □

## À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE SÉCURITÉ



*Note de la Rédaction : Avec l'élection du Canada au Conseil de sécurité des Nations-Unies pour une période de deux ans, nous instituons une nouvelle rubrique qui portera sur les affaires de cet organe de l'ONU. L'auteur, M. Trevor Rowe, est basé à New York et fait régulièrement, depuis sept ans, des reportages sur l'ONU pour le compte de la radio de Radio-Canada. M. Rowe a aussi rédigé des articles pour The Toronto Star, La Presse, The Independent (Londres), le Boston Globe et l'agence Southam News; il travaille fréquemment pour le service radiophonique du Christian Science Monitor.*

### Mise hors de combat de chasseurs libyens

■ Après avoir mené une vigoureuse campagne pour obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations-Unies, le Canada s'est immédiatement retrouvé au coeur de l'action quand l'organe suprême de l'ONU s'est réuni au début de janvier pour calmer les tensions engendrées par la mise hors de combat de deux chasseurs libyens par des avions américains. «C'est ce qu'on appelle entrer dans le feu de l'action, littéralement,» a déclaré M. Yves Fortier, nouvellement nommé ambassadeur du Canada à l'ONU, au moment où il quittait la chambre du Conseil après une ronde de consultation avec les quatorze autres membres.

Le Conseil a dû évaluer deux versions des faits et décider si l'action des États-Unis avait été justifiée. La Libye a soutenu que ses avions n'étaient pas armés et qu'ils avaient été victimes d'une attaque non provoquée pendant une mission de reconnaissance. Les États-Unis ont fait valoir avec insistance que les appareils libyens avaient affiché des intentions hostiles en talonnant à plusieurs reprises les chasseurs

américains, même quand ceux-ci exécutaient des manoeuvres de dégagement. Pendant tout le débat, les Libyens ont maintenu que les preuves avancées par Washington au sujet de l'incident étaient fabriquées de toutes pièces.

Le Canada a d'abord réagi avec prudence. Du 4 janvier, date où le Conseil a commencé ses consultations officieuses, jusqu'à la prochaine réunion, M. Fortier a déclaré aux journalistes que le Canada comptait examiner tous les faits avant de prendre une décision. Il a ajouté que notre pays voulait entendre tous les intervenants dans le débat. Quand les reporters l'ont pressé de dire s'il estimait l'attaque américaine justifiée, M. Fortier a affirmé : «Écoutons d'abord tous les intervenants... nous sommes encore en plein milieu du débat et, à ce que je sache, rien n'a encore été tranché.» Mais le lendemain, avant que tous les intervenants se fussent effectivement faits entendre par le Conseil, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a déclaré à Paris que le Canada acceptait la version américaine des faits.

Bien que sans grande importance, l'incident a fait penser que l'ambassadeur n'avait peut-être pas été aussi bien informé qu'il aurait dû l'être. Quand il a quitté son poste à New York, l'ancien ambassadeur Stephen Lewis s'était plaint d'accrochages avec les autorités supérieures des Affaires extérieures, qui le traitaient comme quelqu'un n'étant pas des leurs. M. Fortier, avocat montréalais prospère, a lui aussi été nommé pour des raisons politiques. Par la suite, cependant, il a répété à maintes reprises qu'il s'entendait bien avec son ministère. «En ce qui me concerne, mes rapports avec Ottawa sont excellents,» a-t-il précisé pendant une entrevue.

Une résolution qui déplorait la mise hors de combat des deux chasseurs libyens a finalement été rejetée, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ayant opposé leur veto. Le Canada a été le seul autre pays à s'opposer à la résolution; quant à eux, le Brésil et la Finlande se sont abstenus.

### La reconnaissance de l'OLP

■ Avant que le vote ait pu avoir lieu sur la question libyenne, un détail

d'ordre strictement procédural invoqué par l'Organisation de libération de la Palestine est venu entraver les débats. Selon les règles, l'OLP, qui a le statut d'observateur, ne pouvait pas s'adresser au Conseil de sécurité à moins d'être parrainée par un État membre. Mais pendant le débat sur la Libye, l'OLP a exigé de pouvoir prendre la parole devant le Conseil sans avoir à obtenir la caution d'un répondant.

L'OLP voulait aussi être reconnue comme le Représentant permanent du Bureau de la Palestine, au lieu d'avoir simplement le titre d'Observateur. L'Assemblée générale avait déjà acquiescé à ces changements, mais les États-Unis en contestaient la mise en oeuvre au Conseil de sécurité. Cependant, comme il s'agissait d'une question de procédure, les États-Unis n'ont pas pu faire usage de leur droit de veto et ont dû se contenter de voter contre. Le Canada, la France et le Royaume-Uni se sont abstenus. Les autres membres du Conseil ont voté pour.

Afin d'expliquer la position du Canada, l'ambassadeur Fortier a déclaré que son pays n'était pas opposé à ce que le Bureau de la Palestine prenne la parole à l'ONU, mais qu'il fallait, selon lui, suivre la procédure établie. M. Fortier a répété que le Canada ne reconnaissait pas l'État palestinien créé à Alger. Cependant, l'ambiguïté de l'abstention semble indiquer que, même si le Canada n'appuie pas un changement procédural qui renforcerait le statut de l'OLP, il ne s'y opposerait pas, en fin de compte.

### L'indépendance de la Namibie

■ Les États membres ont consacré beaucoup de temps à la mise en application de la résolution 435 qui prépare l'accession de la Namibie à l'indépendance; c'est là une question dont le Canada a activement poursuivi l'étude quand il siégeait au Conseil il y a dix ans et en tant que membre du Groupe des Cinq. Par ailleurs, le Groupe d'assistance des Nations-Unies pour la période de transition (GANUPT) a pour objectif de garantir la paix et de créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres.

En vertu d'un plan original, l'ONU déploierait un contingent de 7 500 militaires au maximum. Cependant, les cinq membres permanents du Conseil, à savoir la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS, pensent tous que ce chiffre est trop élevé. Le Secrétaire général a proposé de constituer une force de 4 650 militaires, dont plusieurs centaines seraient fournis par le Canada. Les pays africains de la ligne de front et la *South West Africa Peoples Organization* (SWAPO) se sont vivement opposés à toute réduction des effectifs de la force proposée. Le Canada soutient que celle-ci devrait être la plus efficace possible; il aimerait en réduire les effectifs, car cela entraînerait des économies, mais il se dirait en faveur de tout niveau jugé nécessaire pour garantir un passage en douceur à l'indépendance.

### Autres questions

■ Parmi les autres questions examinées par le Conseil, citons le renouvellement du mandat de la Force intérimaire des Nations-Unies au Liban (FINUL) et du GOMNUII (Iran-Irak). Le Conseil a par ailleurs tenu des consultations sur un projet de déclaration critiquant le comportement des Israéliens dans les Territoires occupés, ainsi que sur la date où devraient avoir lieu les élections pour remplir un poste vacant à la Cour internationale de justice.

■ Le Conseil a rarement accordé autant d'attention au maintien de la paix. En raison des démarches diplomatiques entreprises dans le Sahara occidental et au Kampuchea, il se pourrait que des troupes onusiennes soient aussi déployées dans ces régions et que le Conseil soit appelé à se pencher sur ces questions dès cette année. □

— TREVOR ROWE

## CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



### La Conférence de Paris sur les armes chimiques

■ Une conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques (AC), à laquelle ont assisté des délégués de 149 pays, dont quatre-vingt ministres des Affaires étrangères, a eu lieu à Paris du 7 au 11 janvier. La Conférence, dont le président Reagan avait proposé l'organisation en septembre dernier, avait pour objet de réaffirmer l'autorité du Protocole de Genève (1925) qui défend l'emploi des AC, et d'ajouter de la vigueur aux efforts que la Conférence du désarmement (CD) déploie à Genève pour négocier l'interdiction totale de fabriquer et de stocker de tels engins.

De vives tensions régnaient au moment de la Conférence, car les États-Unis avaient accusé la Libye d'avoir construit une immense usine d'armes chimiques à Rabta, au sud-ouest de Tripoli. La Conférence elle-même s'est déroulée dans un climat orageux. L'Irak et l'Irak se sont mutuellement accusés d'avoir violé le Protocole de Genève; de nombreux délégués n'ont pas assisté aux allocutions des ministres des Affaires étrangères d'Israël et d'Afrique du Sud; divers États arabes, alléguant qu'Israël possédait des armes nucléaires, ont insisté pour lier au désarmement nucléaire tout progrès dans le domaine de la limitation des AC; enfin, l'Inde et d'autres pays du tiers-monde ont parlé contre la régulation des exportations de matériaux employés dans la fabrication des AC, en faisant valoir que de tels contrôles gêneraient le développement d'industries chimiques à buts pacifiques et qu'ils instaурeraient une discrimination favorable aux pays déjà munis d'AC.

Fait présentant peut-être plus d'intérêt, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, a reconnu le 8 janvier que son pays avait tardé à mettre un terme à la production d'AC et à prendre des mesures énergiques en ce sens. Il a cependant déclaré que

l'URSS terminerait bientôt la construction d'un centre de destruction des AC et qu'elle amorcerait immédiatement l'élimination de ses anciens stocks sans attendre l'adoption d'une nouvelle convention sur les AC. Des porte-parole et observateurs des États-Unis et d'autres pays occidentaux ont accueilli la nouvelle favorablement, mais ils ont signalé que le centre en question était petit et que, même après de très nombreuses années, on n'y aura détruit qu'une infime partie de l'énorme arsenal chimique soviétique. Ils ont également fait observer que les États-Unis s'adonnaient depuis quelques années à la destruction de leurs stocks vétustes, bien que ce pays eût commencé en décembre 1987 à produire une génération entièrement nouvelle d'AC.

Dans son discours, M. Chevardnadze a par ailleurs garanti que son pays collaborerait avec le Secrétaire général de l'ONU pour l'exécution d'enquêtes en cas d'emploi présumé d'AC, peu importe où; aucun pays, a-t-il poursuivi, n'aurait le droit de s'opposer à la tenue de telles enquêtes.

Le même jour, M. Joe Clark a affirmé dans son discours que le Canada avait déjà fait savoir aux autres pays qu'il avait détruit ses propres stocks d'AC datant de la Seconde Guerre mondiale, qu'il ne comptait pas faire usage en premier d'AC, même contre des États non parties au Protocole de Genève, et qu'il ne mettrait pas au point, ne produirait pas, n'acquerrait pas ni ne stockerait de telles armes, à moins qu'elles soient employées contre ses forces armées ou sa population civile, ou encore contre celles de ses alliés. Parlant des armes biologiques et toxiques, M. Clark a rappelé que le Canada n'en avait jamais possédé et qu'il n'avait aucunement l'intention d'en mettre au point, d'en fabriquer, d'en acquérir, d'en stocker ou d'en utiliser dans l'avenir.

D'autres événements encourageants se sont produits pendant la Conférence. Dix pays, dont les deux Corées, le Laos et le Bangladesh, ont annoncé qu'ils signeraient le Protocole de Genève. L'Irak a

réitéré sa volonté de se conformer au Protocole dans l'avenir (tout en admettant avoir employé des AC dans sa guerre contre l'Irak, l'Irak a soutenu que son adversaire y avait recouru en premier). L'Irak a par ailleurs promis de ne pas mettre à la disposition d'autres pays les nouvelles connaissances qu'il avait acquises sur les AC. Quant à elle, l'Irak a déclaré qu'elle signerait une entente sur l'interdiction totale des AC, peu importe que l'Irak la paraphe ou non.

À la fin, les participants à la Conférence ont adopté par consensus une «Déclaration finale» en six points par laquelle ils promettent de ne pas utiliser les AC et de condamner leur emploi par d'autres, ils exhortent les États ne l'ayant pas encore fait à signer le Protocole de Genève, ils soulignent la nécessité d'interdire à l'échelle mondiale la production et le stockage des AC, et ce, dès que possible, et ils recommandent que l'ONU joue un rôle pour garantir le respect des mesures restrictives visant les AC, y compris les enquêtes que le Secrétaire général mènerait en cas de violations présumées du Protocole de 1925.

Après la Conférence, le chef de la délégation américaine, l'ambassadeur William Burns, a affirmé que la Déclaration exprimait un puissant consensus mondial et qu'elle allait donner un élan politique considérable aux négociations de la CD. Il a cependant avoué que Washington aurait préféré voir les délégués accepter explicitement la nouvelle régulation des exportations et adopter des sanctions contre les utilisateurs d'AC. M. Joe Clark a dit de la Déclaration finale qu'elle constituait une étape importante sur le chemin menant à l'interdiction de ces armes; il a fait observer que la collectivité internationale n'avait jamais auparavant favorisé aussi clairement l'objectif que représente l'interdiction complète des armes chimiques. Malgré tout, de nombreux observateurs de l'extérieur ont affiché un certain scepticisme, en disant des participants à la Conférence qu'ils n'avaient pas su condamner nommément les pays qui s'étaient servi d'AC peu de temps auparavant (l'Irak en particulier).

D'autres ont exprimé la crainte que la Conférence ait été nuisible en un certain sens, du fait qu'elle ait montré l'intérêt politique qu'il y a à posséder des AC ou à menacer d'en acquérir (comme l'ont attesté les pays du tiers-monde qui exigeaient l'établissement d'un lien entre les désarmements chimique et nucléaire).

### La limitation des armements classiques en Europe

■ Dans un discours prononcé devant l'ONU le 7 décembre, le président soviétique, M. Gorbatchev, a annoncé que son pays prendrait une série de mesures unilatérales, dont les suivantes :

■ au cours des deux prochaines années, l'URSS réduira de 500 000 membres les effectifs de ses forces armées et elle éliminera aussi une partie importante de ses armements classiques;

■ d'ici 1991 également, elle retirera de l'Allemagne de l'Est, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie 50 000 militaires et 5 000 chars, dont six divisions de chars ainsi que des unités de débarquement et d'assaut; les divisions soviétiques qui resteront dans ces pays seront «restructurées» pour ne plus assumer que des rôles «strictement défensifs»;

■ Moscou réduira davantage ses troupes et ses armements dans la partie européenne de l'URSS, ce qui portera l'ensemble des réductions en Europe à 10 000 chars, 8 500 systèmes d'artillerie et 800 aéronefs de combat;

■ l'URSS réduira considérablement ses forces basées en Asie soviétique; et

■ elle retirera une «grande partie» de ses troupes déployées en Mongolie.

Selon les estimations occidentales, ces réductions équivalraient à environ 10 p. 100 de toutes les troupes soviétiques, à plus du quart des chars de l'URSS déployés en Europe, dont à peu près la moitié de ceux présents en Europe de l'Est, au quart de ses pièces d'artillerie

basées en Europe, et à entre 10 et 13 p. 100 de ses avions de combat stationnés en Europe.

Le Secrétaire d'État américain, M. Shultz, a applaudi aux réductions annoncées, en disant qu'elles représentaient un pas important dans la bonne direction. Il a cependant souligné que, même après leur réalisation en 1991, il existerait toujours dans des domaines importants de la structure des forces une asymétrie considérable qui favoriserait l'URSS. D'autres porte-parole occidentaux ont évoqué la possibilité que les réductions s'effectuent surtout chez les troupes de soutien (les forces armées soviétiques comprennent 1,5 million de membres exécutant des travaux dans les domaines des chemins de fer, de la construction, de la protection civile, et le reste), et dans les stocks anciens de chars et de pièces d'artillerie. Le major-général Yuri Lebedev, membre du Grand État-major soviétique, a nié cette assertion pendant une conférence de presse donnée à Moscou le 22 décembre. Il a déclaré que les divisions de chars se retireraient avec tout leur équipement moderne; les armes seront démantelées, et les moteurs récupérés pour être employés dans le civil. Par ailleurs, les observateurs étrangers seront invités à assister à la démobilisation des troupes et à la destruction des armes.

Le lendemain du jour où M. Gorbatchev a fait son discours à l'ONU, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN réunis à Bruxelles ont révélé des éléments d'une nouvelle proposition occidentale sur la réduction des forces classiques en Europe. La proposition, qui met l'accent sur les armes plutôt que sur les troupes, préconise notamment ce qui suit :

■ Des réductions totales d'environ 50 p. 100 dans diverses catégories d'armements. Par exemple, il n'y aurait pas plus de 40 000 chars approximativement, dans l'ensemble de l'Europe. Si l'on voulait établir des niveaux égaux de part et d'autre, comme divers dignitaires l'ont donné à entendre, le Pacte de Varsovie devrait éliminer au moins 37 000 chars, comparativement à seulement 2 000 du côté de l'OTAN. De même, des coupures disproportionnées seraient nécessaires aux chapitres de l'artillerie et des véhicules blindés de transport

de troupes, pour parvenir à l'égalité à un niveau légèrement inférieur à celui que l'Occident maintient actuellement.

■ Des limites nationales qui équivaldraient à environ 30 p. 100 des

sur le désarmement et la sécurité, projets qui lui venaient de sa Première Commission. Sur les quarante-quatre résolutions mises aux voix, le Canada a voté vingt-quatre fois pour, cinq fois contre, et

nucléaires (ICE) qui furent les plus difficiles. Le Canada s'est abstenu lors du vote sur la résolution 43/63A, qui exhortait la CD à amorcer des négociations au sujet d'un traité concernant l'ICE, et sur la résolution 43/63B, qui proposait de transformer le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires (PTBT) en un accord sur l'interdiction complète. Le Canada a co-parrainé la résolution 43/64, qui prie la CD d'intensifier ses travaux sur la question et qui exhorte les pays à adhérer davantage au PTBT; la résolution a été adoptée par 146 voix contre deux (les États-Unis et la France), avec six abstentions. Notre pays a voté pour la résolution 43/70 sur la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique; seuls les États-Unis ont voté contre, et il n'y a eu aucune abstention dans ce cas.

### En bref

■ Le 31 décembre, l'Inde et le Pakistan ont signé un accord par lequel chaque pays s'engage à ne pas attaquer les installations nucléaires de l'autre, y compris les centrales nucléaires, les laboratoires de recherche et les usines d'enrichissement d'uranium. Aux termes de l'entente, chaque pays fera connaître chaque année à l'autre l'emplacement exact de ses installations.

■ Le 25 janvier, le ministre canadien de la Défense nationale, M. Perrin Beatty, a annoncé que notre pays avait invité les autorités soviétiques à visiter le centre de recherches sur les armes chimiques, à Suffield (Alberta), et à observer la destruction des vieux stocks d'AC. Il a révélé qu'à l'exception d'une petite quantité, les seize tonnes constituant l'arsenal canadien actuel seront détruites au cours d'une période de trois ans, par suite d'audiences tenues au sujet des incidences écologiques. Un porte-parole de l'ambassade soviétique à Ottawa a déclaré que son pays accepterait l'invitation du Canada et que, de son côté, l'URSS inviterait fort probablement des représentants du Canada à venir inspecter ses propres installations. □

— RON PURVER

### Calendrier

9 mars : ouverture, à Vienne, des Négociations sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité, et des Pourparlers sur les forces armées conventionnelles en Europe.

Avril-mai : réunion du Groupe de planification nucléaire de l'OTAN, à Bruxelles.

du 1<sup>er</sup> au 5 mai : première réunion, à New York, du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, qui doit avoir lieu en 1990.

quantités totales dans une catégorie donnée (par exemple, pas plus de 12 000 chars). Cela obligerait l'URSS à liquider 15 000 chars de plus que le chiffre annoncé par M. Gorbatchev à New York.

Finalement, après plus de deux ans, la conférence d'examen de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) s'est terminée le 17 janvier à Vienne, avec la signature d'un Document de clôture établissant deux nouvelles tribunes pour les négociations sur la limitation des armements qui doivent s'amorcer dans cette ville en mars. Il y aura tout d'abord les Négociations sur les forces armées conventionnelles en Europe, auxquelles participeront les vingt-trois membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Ces négociations remplaceront les pourparlers MBFR qui n'ont rien donné en quinze ans, et elles viseront toute l'Europe, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural. La deuxième tribune s'intéressera aux mesures propres à accroître la confiance et la sécurité en Europe et elle succédera à la Conférence de Stockholm qui a été couronnée de succès en 1986; les trente-cinq membres de la CSCE y participeront.

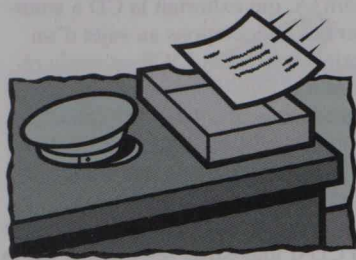
### Le Canada et la limitation des armements à l'Assemblée générale de l'ONU

■ Le 7 décembre, la 43<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU a reçu soixante-douze projets de résolution

il s'est abstenu dans quinze cas. Sa position différait de celle des États-Unis dans trente cas sur quarante-quatre (68 p. 100). Notre pays a présenté une résolution (43/75K) dans laquelle il exhortait la CD à s'interroger sur l'interdiction de produire des matières fissibles à des fins militaires. La résolution a été adoptée par 144 voix contre une (la France), avec sept abstentions. Le Canada a co-parrainé seize autres résolutions. Il a voté contre cinq résolutions, soit celles concernant la sécurité des États non nucléaires (43/68), le gel de la production nucléaire (43/76B), l'interdiction d'utiliser les armes nucléaires (43/76E), le non-recours en premier aux armes nucléaires (43/78B), et l'arrêt de la course aux armements nucléaires (43/78E).

M. Douglas Roche, ambassadeur du Canada pour le désarmement, qui présidait la Première Commission, a énuméré les principales réalisations de cette dernière : le fusionnement de projets de résolution sur la vérification, les transferts d'armes, le gel de la production nucléaire, l'espace extra-atmosphérique et la communication d'informations objectives sur les questions militaires (dans ce dernier cas, il y a eu intégration d'un projet de résolution britannique et d'un texte parrainé par les pays du Pacte de Varsovie); trois résolutions sur les AC adoptées par consensus; une résolution sur les transferts d'armes, qui a représenté une « percée », aux dires de M. Roche; et des résolutions sur le déversement de déchets industriels et nucléaires en Afrique. D'après M. Roche, ce furent les débats sur l'espace extra-atmosphérique et l'interdiction complète des essais

## CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



### Le partage du fardeau au sein de l'Alliance

■ En décembre 1988, les membres du Comité des plans de défense de l'OTAN ont approuvé à l'unanimité un rapport sur le partage des rôles, des risques et des responsabilités au sein de l'Alliance. Contrairement au rapport annuel soumis au Congrès par le secrétaire à la Défense des États-Unis, le document de l'OTAN a adopté une perspective plus large face au partage du fardeau, en soulignant que les membres de l'Alliance se devaient d'assumer des responsabilités plus vastes en matière de sécurité, de nourrir des intérêts plus profonds à cet égard et de contribuer ensemble à la défense commune.

Relativement aux intérêts plus considérables au chapitre de la sécurité, le rapport évoque l'aide extérieure et le soutien des missions onusiennes de maintien de la paix, ainsi que la participation à des activités en dehors de la zone d'influence de l'Alliance (par exemple, envoyer des forces navales dans le golfe Persique). Quant au maintien de la paix, le rapport cite tout particulièrement les contributions du Canada, du Danemark, de la Norvège et de l'Italie. Il souligne aussi que l'Alliance pourrait fournir des fonds raisonnables pour soutenir les activités de l'ONU et ajouter ainsi une autre dimension à ses efforts en faveur de la paix. Pour ce qui est de l'aide extérieure exprimée en pourcentage du produit national brut, le Canada se classe derrière la Norvège, les Pays-Bas, le Danemark et la Belgique, au sein de l'OTAN.

Lorsqu'il s'agit d'évaluer les contributions à la défense commune, le rapport s'éloigne aussi du format antérieur en cherchant à maintenir un équilibre entre l'accent mis traditionnellement par l'OTAN sur les budgets et les effectifs militaires, d'une part, et, d'autre part, les autres facteurs qui aident à définir ce qu'est le fardeau de défense. Parmi ces derniers, citons le coût socio-économique que supporte l'Allemagne de l'Ouest, vu les troupes nombreuses déployées sur

son territoire et les dommages causés par les manoeuvres des blindés et les vols à basse altitude; le coût socio-politique de la conscription, et les problèmes allant de pair avec la séparation des familles dans le cas des pays qui basent des unités militaires en dehors de leur territoire national.

Fait particulièrement digne d'intérêt pour notre pays, le rapport reconnaît que la Norvège, le Canada et les États-Unis contribuent à l'effort collectif en surveillant et en défendant les approches septentrionales de leur territoire. Le document souligne que le Canada participe beaucoup aux activités communes et financées conjointement (par exemple, l'utilisation des avions E-3A d'alerte lointaine et le fonctionnement du quartier général de l'OTAN), même s'il ne peut espérer en retirer des avantages économiques directs dignes de mention. Le rapport mentionne également la contribution que le Canada, la Turquie et l'Espagne font en fournissant des installations d'entraînement.

### La fiche d'évaluation du Canada

■ En ce qui concerne le critère fondamental qu'est la contribution en argent et en main-d'oeuvre, le Canada continue de s'attirer les critiques de ses alliés. Chez nous, moins de 1 p. cent de la main-d'oeuvre travaille dans le secteur militaire, de sorte que le Canada ne devance plus que le Luxembourg à cet égard.

Si l'on se reporte plutôt aux budgets militaires exprimés en pourcentage du produit intérieur brut (les dépenses militaires par habitant donnent une image plus favorable du Canada), notre pays arrive encore à l'avant-dernier rang de l'Alliance, devant le Luxembourg. D'après le rapport, les budgets militaires du Canada équivalaient en 1988 à 2,08 p. 100 du PIB, comparativement à 2,87 p. 100, 2,98 p. 100, 4,48 p. 100 et 6,07 p. 100 pour la Belgique, l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne et les États-Unis respectivement. La Directive ministérielle de l'OTAN établie en 1987 exige des membres consacrant moins de 3 p. cent de leur PIB à la défense d'accroître leurs budgets sur ce plan. Le Canada, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg et l'Espagne

se situent sous le niveau de 2,5 p. 100, et le rapport ne manque pas de le signaler.

Le Canada a cependant fait mieux sur deux autres plans : au cours des dix dernières années, avec quelques autres membres de l'OTAN, il a presque réussi à suivre la ligne directrice de l'OTAN qui fixait à 3 p. cent par année le taux de croissance réel des budgets militaires; par ailleurs, au cours des cinq dernières années, le Canada a consacré en moyenne plus de 20 p. cent de son budget de défense à l'achat de gros équipements. Seuls les États-Unis et la Grande-Bretagne ont atteint des niveaux sensiblement supérieurs pendant la même période.

### Dépenses : l'ordre des priorités change

■ La tendance générale que suivent les budgets de défense a éclipsé en

importance la traditionnelle question de la contribution militaire du Canada; si l'on s'en tient au critère de mesure que représente le pourcentage du PIB, les principaux pays de l'OTAN, y compris les États-Unis, ont commencé à consacrer moins à la défense. La Grande-Bretagne et l'Allemagne ont atteint un sommet en 1984, et leurs budgets ont diminué régulièrement depuis. Avec l'accroissement des arsenaux sous le gouvernement Reagan, les budgets américains ont culminé en 1986, et ils ont fléchi depuis. Fait curieux, les dépenses militaires du Canada, exprimées en pourcentage du PIB, ont plafonné en 1984 (la dernière année du gouvernement Trudeau), et elles ont diminué lentement pendant le premier mandat du gouvernement Mulroney. Il est probable que les budgets de défense continueront d'augmenter en dollars

### Les forces classiques en Europe : des faits et encore des faits

■ En novembre 1988, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, et M. Perrin Beatty, alors ministre de la Défense nationale, ont diffusé une «évaluation statistique collective» faite par les membres de l'OTAN sur l'équilibre des forces en Europe. Le document s'intitule *Forces classiques en Europe : les faits* et il a été présenté en tant que contribution de l'Alliance, à l'approche des nouveaux pourparlers Est-Ouest sur les forces classiques en Europe. Les statistiques en question visent la zone qui fera l'objet des nouveaux entretiens (de l'Atlantique à l'Oural) et elles prennent en compte les forces espagnoles et françaises qui, jusqu'ici, avaient été exclues des calculs.

Les chiffres révèlent l'existence d'une supériorité écrasante de l'Organisation du Traité de Varsovie (OTV) dans des domaines clefs, tels que les chars de combat, l'artillerie, les avions de combat et le personnel militaire. En ce qui concerne les chars, on a estimé que l'OTV possédait plus de trois fois le nombre d'unités dont l'OTAN dispose (51 500 contre 16 424), et la même proportion a été établie dans le cas des pièces d'artillerie (43 400 contre 14 458); quant aux avions de combat, on pense que l'inventaire de l'OTV équivaut à plus du double des ressources de l'OTAN (8 250 contre 3 977). Les effectifs militaires de l'OTV se situeraient à 3,1 millions, comparativement à 2,2 millions dans le cas de l'OTAN.

Dans les observations qu'ils ont fournies avec ces chiffres, MM. Clark et Beatty ont déclaré que le déséquilibre des forces confère à l'Est la capacité de déclencher une attaque-surprise et de vastes manoeuvres offensives. L'étude de l'OTAN souligne que de nouvelles négociations sur les forces classiques s'imposent d'urgence, et elle est décrite comme une «contribution à la transparence militaire» et un document par lequel l'Alliance atlantique invite l'OTV à fournir de la même manière des données sur ses propres forces.

Les pays de l'OTV ont apparemment répondu à l'invitation. Le 30 janvier 1989, la *Pravda* a publié, avec l'assentiment des ministres de la Défense du Pacte de Varsovie, un document très différent sur l'équilibre des forces. Qualifiant les chiffres de l'OTAN de «données tendancieuses découlant d'une perspective sélective», le journal soviétique affirme que l'OTV a deux fois plus de chars que l'OTAN, un léger avantage au chapitre de l'artillerie, et un nombre d'avions de combat à peu près identique à celui de l'Alliance atlantique. Somme toute, la *Pravda* accorde un faible avantage à l'OTAN quant aux effectifs militaires et elle conclut que les chiffres révèlent une



réels à mesure que les économies croîtront, mais il est évident que tous les pays sont aux prises avec de lourds déficits et qu'ils manquent de ressources pour satisfaire à tous les besoins. Dans de telles circonstances, il est à prévoir que les pays de l'OTAN continueront d'affecter une partie proportionnellement plus petite de l'avoir national aux activités militaires.

### Fermeture des réacteurs atomiques aux États-Unis

■ Aux États-Unis, le plutonium et le tritium servant à fabriquer les ogives nucléaires sont produits dans un vaste complexe atomique, à Savannah River dans la Caroline du Sud. Dans le passé, le réacteur de Hanford, dans l'État de Washington, constituait une source secondaire d'approvisionnement. Or, ce dernier réacteur, qui s'apparente, quant à la conception, aux réacteurs de Tchernobyl, a été fermé il y a quelque temps pour des raisons de sécurité. En août, on a également mis hors service le réacteur de Savannah River, là aussi pour des motifs de

sécurité, de sorte que les États-Unis sont temporairement privés d'un approvisionnement soutenu en matériaux fissibles. La situation est particulièrement grave dans le cas du tritium qu'il faut remplacer périodiquement dans les ogives nucléaires. D'après des rapports parus en décembre, le complexe de Savannah ne rouvrirait pas avant la fin de 1989.

En octobre, la presse a eu vent d'une note de service rédigée pour DuPont, la nouvelle société exploitant le complexe de Savannah; le document mentionnait trente des accidents les plus graves survenus au complexe entre 1957 et 1988. Le pire s'est produit en 1960, quand des techniciens ont, par inadvertance, laissé la puissance du réacteur augmenter dix fois plus rapidement que le taux limite considéré comme étant sûr, ce qui risquait de provoquer un emballement du réacteur. Un accident semblable a eu lieu en août 1988 et a entraîné la fermeture de l'installation. En octobre également, des fonctionnaires du ministère américain de l'Énergie ont dit

sous serment savoir depuis des décennies qu'il y avait des émissions radioactives importantes à d'autres usines du Ministère, en Ohio et au Colorado, usines qui servent à fabriquer des armes. On estime maintenant qu'il en coûtera 1,7 milliard de dollars US pour éliminer ces émissions.

À plus long terme, le secrétaire américain à l'Énergie, M. John S. Herrington, a proposé de construire deux nouveaux réacteurs de production de tritium (un à Savannah, et l'autre dans l'Idaho); il en coûterait 6,8 milliards de dollars US pour réaliser ce projet. À court terme, on continue de s'interroger sur les conséquences militaires du manque de tritium. Diverses idées ont été formulées pour résoudre le problème : réduire la quantité de tritium dans les ogives, ce qui aurait pour effet de raccourcir le délai de remplacement, ou encore démonter les ogives moins importantes de l'arsenal pour conserver en bon état celles qui sont essentielles.

Le débat qui se poursuit sur la question aux États-Unis intéresse le Canada dans une certaine mesure, étant donné que le manque de tritium pour des usages militaires influe sur le prix du produit sur le marché (il se situerait à l'heure actuelle à environ 30 000 \$ US le gramme). L'Hydro-Ontario dispose de grandes quantités de tritium et elle a demandé au gouvernement de la province de statuer sur les ventes de ce matériau à l'étranger. Cependant, il est peu probable que les autorités américaines envisagent d'acheter du tritium au Canada. Quand on l'a interrogé sur cette éventualité, le secrétaire adjoint américain à l'Énergie, M. Troy E. Wade, aurait déclaré : «Si j'étais président du Comité mixte des chefs d'état-major, je n'aimerais pas compter sur le Canada pour obtenir un approvisionnement garanti.» (*New York Times*, 9 octobre 1988)

### En bref

■ Dans sa première allocution prononcée devant le Congrès au sujet du budget militaire, au début de février, le président Bush a proposé d'assujettir au taux d'inflation le budget du Pentagone en 1990 et d'autoriser une augmentation de 1 p. cent au cours des deux exercices financiers suivants. Si la proposition est acceptée, l'ampleur des restrictions qu'elle supposera pourrait entraîner l'annulation de grands programmes d'acquisition de nouveaux systèmes d'armes, tels que le bombardier «furtif» B-2 ou le sous-marin d'attaque *Seawolf*, au lieu de

nécessiter simplement des réductions dans tous les programmes.

■ À la mi-décembre 1988, le ministre soviétique de la Défense a annoncé le nom du successeur du maréchal Sergéi Akhromeyev. Son choix en a surpris beaucoup : en effet, c'est le colonel-général Mikhaïl A. Moïseïev qui est devenu le nouveau Chef du Grand état-major. Cet officier de quarante-neuf ans était auparavant commandant du District militaire d'Extrême-Orient; il est peu connu des observateurs occidentaux. Il lui incombera d'opérer en Europe de l'Est les retraits militaires que M. Gorbatchev a annoncés antérieurement. D'aucuns voient dans la désignation du général Moïseïev (le Chef du Grand état-major le moins élevé en grade à être nommé depuis le début de la Seconde Guerre mondiale), un signe montrant que Moscou cherche à insuffler un esprit novateur dans la hiérarchie militaire supérieure du pays. Le maréchal Akhromeyev, qui a joué un rôle de premier plan au sein de l'équipe soviétique de négociations sur les armements, continuera de servir de conseiller spécial auprès de M. Gorbatchev au sein du Conseil de défense de l'URSS.

■ En novembre, le président Bush a annoncé la nomination de M. Brent Scowcroft dans le poste de conseiller en matière de sécurité nationale. M. Scowcroft s'est déjà déclaré en faveur de politiques contraires à la perspective du gouvernement Reagan. Il continue d'encourager la mise au point du missile mobile *Midgetman* à ogive simple, engin dont une commission présidentielle présidée par M. Scowcroft avait préconisé l'adoption en 1982, mais que le Président et le Comité mixte des chefs d'état-major avait rejeté avec mépris par la suite. M. Scowcroft a par ailleurs proposé d'interdire tous les missiles de croisière mer-sol munis d'ogives nucléaires, car leur existence entraînerait, selon lui, la croissance d'une grave menace soviétique au large des côtes américaines. Et il éprouve des doutes quant à l'avenir immédiat d'un système spatial complet de défense contre les missiles, car il croit que Washington devrait s'en tenir à la recherche dans ce domaine. Contrairement à ce qui est le cas pour le poste de secrétaire à la Défense, la nomination du conseiller en matière de sécurité nationale ne nécessite pas la sanction du Sénat américain. □

— DAVID COX

quasi-parité entre les deux alliances qui ne confère à aucune d'entre elles un avantage militaire décisif.

Les écarts considérables existant entre les deux jeux de données s'expliquent en bonne partie par l'application de méthodes de décompte différentes. Dans le domaine des chars, par exemple, l'OTAN exclut un grand nombre de véhicules (plus de 14 000, d'après l'OTV) parce que ce ne sont pas des chars de combat, selon elle. Au chapitre de l'artillerie, l'OTAN ne compte que les pièces d'un calibre supérieur à 100 millimètres, ce qui élimine, toujours selon l'OTV, plus de 42 000 canons. Le Pacte de Varsovie soutient par ailleurs qu'il faut compter les avions embarqués et le personnel de marine; or, c'est là une position que l'OTAN a toujours rejetée. Aucun des deux blocs ne s'est soucié de quantifier deux facteurs dont on estime généralement qu'ils influent de façon critique sur l'équilibre des forces : la qualité de l'équipement, le moral et l'entraînement des troupes.

Dans la réponse préliminaire qu'ils ont fournie après la diffusion des chiffres de l'OTV, les porte-parole de l'OTAN ont mis l'accent sur l'abandon du secret par l'Est plutôt que sur les règles de calcul. Cependant, dix jours après la parution du document de l'OTAN, un organe dont on avait peu prévu la réaction, a contesté la position de l'Alliance atlantique selon laquelle le Pacte de Varsovie aurait les moyens de déclencher une attaque-surprise. Au début de décembre, en effet, le *US House Armed Services Committee* a diffusé un rapport intitulé *The Soviet Readiness for War*. Après avoir considéré les données sur les forces en place (forces prêtes à combattre, sans mobilisation) de l'OTAN et de l'OTV, le Comité a déduit que l'avantage dont le Pacte de Varsovie dispose à cet égard ne semble pas suffisant pour convaincre un chef politique ou militaire de l'URSS que les forces du Pacte sont capables de mener une attaque-surprise contre l'Alliance atlantique. Le Comité a conclu qu'une attaque parfaitement orchestrée représentait la pire menace pour l'OTAN; or, cela exigerait des préparatifs pouvant durer jusqu'à trois mois. D'un autre côté, pareille situation souligne la nécessité pour les gouvernements occidentaux d'informer leurs populations nationales sur les efforts de mobilisation qui s'imposeraient, car pour réagir promptement face à la menace, ils auraient besoin de l'appui inconditionnel du public. Le Comité a également affirmé que, dans le contexte de la limitation des armements, il était important d'adopter des mesures pour ralentir l'application de tout plan de mobilisation.

## LES ESSAIS DES MISSILES DE CROISIÈRE PERFECTIONNÉS

Complément de la Chronique de défense sur la décision du gouvernement d'autoriser les essais du plus récent missile de croisière américain au-dessus du territoire canadien.

### Comment le nouveau missile de croisière perfectionné (ACM) se compare-t-il au missile de croisière air-sol (ALCM) plus ancien ?

■ L'ALCM a été déployé pour la première fois en 1981, sur des bombardiers B-52. Il est fabriqué par Boeing, il vole à des vitesses subsoniques, et il a une portée d'environ 2 500 kilomètres. Son efficacité découle du fait qu'il peut voler à très basse altitude et qu'il constitue un très petit objectif pour les radars du défenseur. L'Aviation américaine avait envisagé d'en construire 4 000, mais en 1983, elle a décidé d'en limiter la production à environ 1 500 exemplaires, après avoir choisi plutôt d'attribuer ses ressources à l'ACM alors en cours de construction.

En 1983, la *General Dynamics* a obtenu le contrat de production de l'ACM qui sera déployé, en un premier temps, sur des bombardiers B-52 et B-1B. Par opposition à l'ALCM, l'ACM est conçu pour intégrer de nouveaux éléments revêtant une importance critique sur le plan technologique; citons les suivants :

- un moteur à cycle de récupération qui consomme moins de carburant, ce qui permet d'accroître la portée du missile et sans doute aussi d'en réduire la taille;
- des matériaux composites nouvelle génération, tels que ceux ayant servi à construire certains éléments de la navette spatiale; ces matériaux sont conçus pour résister à des températures élevées et pour diminuer encore davantage la capacité des radars de détecter et de suivre le missile;
- de nouveaux systèmes de guidage qui accroîtront la précision du missile pendant qu'il cherche à repérer et à éviter les systèmes de défense.

Bref, l'ACM est conçu pour voler plus haut que l'ALCM, pour permettre au bombardier porteur de larguer sa charge à une plus grande distance de sécurité par rapport aux intercepteurs ennemis, pour pénétrer plus loin au-dessus du territoire soviétique, et pour frapper ses objectifs avec plus de précision. Le gouvernement canadien a déclaré que l'ACM sera muni de la même ogive que l'ALCM; l'ogive en question, appelée *W-80 Mod. 1*, possède une puissance explosive d'environ 200 kilotonnes.

### Qu'est-ce que le Programme canado-américain d'essai et d'évaluation ?

■ Le 10 février 1983, les gouvernements du Canada et des États-Unis ont échangé des notes confirmant l'accord sur le Programme canado-américain d'essai et d'évaluation (CANAM), que l'on désigne souvent par l'appellation «accord-cadre». Celui-ci avait principalement pour objet de définir les dispositions en vertu desquelles des systèmes d'armes particuliers pourraient être mis à l'essai au Canada. Le libellé de l'accord en soi ne précisait pas de quels types de systèmes d'armes il s'agissait, mais une déclaration d'accompagnement disait ce qui suit : «Parmi les systèmes auxquels l'accord s'applique, il pourrait y avoir des pièces d'artillerie, des hélicoptères, des dispositifs de surveillance et d'identification, des munitions non nucléaires perfectionnées et le système de guidage de missiles de croisière non armés.» L'article 8 de l'accord stipule : «Des substances nucléaires, biologiques ou chimiques ne peuvent en aucun cas être introduites au Canada en vertu du présent Accord. Les missiles de croisière ne seront pas armés.»

L'opinion publique s'est presque entièrement concentrée sur les essais des missiles de croisière, mais on sait que d'autres systèmes ont subi des essais en vertu de l'accord-cadre. Un porte-parole du ministère de la Défense nationale a déclaré à *Paix et Sécurité* que d'autres systèmes avaient effectivement été mis à l'essai, et à titre d'exemples, il a cité des bouées acoustiques au large de la côte Ouest et des systèmes de conduite du tir, pour la Garde nationale américaine, à la BFC Cold Lake. Il a ajouté que ni une liste complète des systèmes ainsi mis à l'essai, ni le texte de l'accord portant expressément sur les essais des missiles de croisière n'étaient accessibles au public.

L'accord CANAM autorise les États-Unis à prendre l'initiative en proposant la mise à l'essai de systèmes d'armes donnés. Il stipule que les propositions ainsi formulées le sont à l'intention du ministre de la Défense nationale ou de son représentant, mais on sait qu'au Canada, il est d'usage que le Cabinet étudie et approuve les demandes. Notre pays peut rejeter n'importe quelle

demande, et les deux parties ont le droit d'annuler, de reporter ou de suspendre des essais.

L'accord précise (article 14) que le ministère de la Défense nationale peut examiner les données «que [les États-Unis sont] censé[s] recueillir» à la faveur des essais et qu'il «peut demander» aux Américains de lui communiquer les données effectivement acquises. Dans l'article 16, on lit que tout essai «nécessitant l'utilisation de renseignements ... américains classifiés sera assujéti au contrôle de sécurité du Gouvernement des États-Unis». Il est donc évident que l'accord n'oblige pas les Américains à communiquer pareille information au Canada. (Cette dernière disposition présente sans doute un intérêt particulier dans le cas des essais du missile de croisière perfectionné - il s'agit d'un programme «noir», ou ultra-secret, dans le budget du Pentagone.) En vertu de l'article 17, les deux parties sont tenues de se consulter et de coordonner leurs efforts avant de diffuser de l'information.

L'accord devait rester en vigueur pendant cinq ans et être automatiquement renouvelé pour une autre période de même durée à l'issue de la première. Il a été reconduit en 1988. Aux termes de l'article 23, l'un ou l'autre gouvernement peut mettre un terme à l'accord moyennant un avis de douze mois, ou l'annuler sans notification aucune «par suite d'une situation d'urgence extrême».

### Pourquoi les États-Unis veulent-ils mettre les missiles de croisière à l'essai au Canada ?

■ Peu après la signature de l'accord-cadre en 1983, les deux pays ont négocié un accord distinct sur la mise à l'essai du missile de croisière air-sol. Les États-Unis cherchaient par là à faire subir à l'ALCM des essais au-dessus de territoires canadiens semblables à ceux que le missile survolerait en Union soviétique. Plus précisément, en lançant l'ALCM près du delta du Mackenzie, il a été possible de lui faire suivre une trajectoire d'une longueur réaliste. Le relief peu accidenté et l'état des glaces permettent d'assujétir le système de guidage et le radar-altimètre à des essais fort utiles.

Sept essais par année sont autorisés aux termes de l'accord distinct. Cependant, seulement douze essais environ ont effectivement eu lieu jusqu'ici. Il a été précisé que les

essais de l'ACM seront inclus dans le nombre maximal d'essais permis chaque année.

### Comment le public a-t-il réagi à la décision prise en 1983 de permettre les essais ?

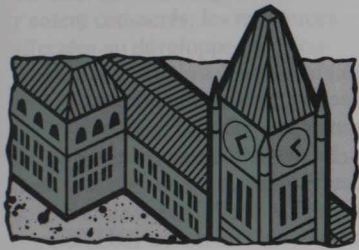
■ L'accord de 1983 a été signé tandis que dans toute l'Europe occidentale et au Canada le débat public battait son plein au sujet de la décision de l'OTAN de déployer des forces nucléaires à portée intermédiaire (des missiles de croisière sol-sol et des missiles balistiques *Pershing II*) en Europe. Pour expliquer sa décision d'autoriser les essais d'ALCM, le gouvernement Trudeau a beaucoup insisté sur le supposé lien à établir avec les déploiements faits par l'OTAN en Europe, même si les ALCM faisaient partie de la force stratégique de dissuasion des États-Unis, placée sous la coupe du *Strategic Air Command*, qu'ils n'avaient rien à voir avec les discussions de l'OTAN, et qu'ils n'étaient pas assujétis à l'approbation de cette dernière.

En mai 1983, M. Trudeau, alors premier ministre, a écrit au peuple canadien une lettre ouverte dans laquelle il déclarait, tout d'abord, que toute cette question pesait toujours lourdement sur la conscience des dirigeants du pays et sur celle du grand public. En résumé, M. Trudeau a mentionné avec vigueur l'accroissement de l'arsenal nucléaire de l'URSS, qui menaçait particulièrement l'Europe occidentale, et, «non sans angoisse», il a affirmé la nécessité pour le Canada d'être solidaire des autres démocraties occidentales, dans un monde qui n'avait pas su faire sienne la stratégie d'asphyxie proposée par le Canada.

Depuis 1983, les réponses données à diverses questions posées par des maisons de sondage révèlent que les Canadiens et Canadiennes demeurent divisés au sujet des mérites d'une coopération avec les États-Unis relativement aux essais de missiles de croisière. En mai 1985, un sondage Gallup a montré que 45 p. 100 des personnes interrogées étaient contre et 45 p. 100 pour. En mars 1988, ces pourcentages étaient passés à 54 et 38 respectivement. Le Parti Libéral et le NPD ont tous deux déclaré qu'ils mettraient fin à l'accord sur les essais, s'ils prenaient le pouvoir. □

— DAVID COX

## EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



La 34<sup>e</sup> législature, élue le 21 novembre 1988, a siégé brièvement pour adopter la loi nécessaire afin de sanctionner l'Accord canado-américain sur le libre-échange avant le 1<sup>er</sup> janvier 1989. Les chambres ont ensuite ajourné jusqu'au printemps et ne doivent pas siéger avant mars ou avril.

### La politique à l'égard de l'OLP

Le Canada compte parmi les nombreux pays qui ont demandé aux États-Unis de réviser leur décision par laquelle ils avaient refusé, à la fin de novembre, à Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le visa dont il avait besoin pour prendre la parole aux Nations-Unies, à New York. En fin de compte, M. Arafat a dû se rendre à Genève, le 13 décembre, pour parler devant l'ONU. M. Joe Clark, ministre des Affaires extérieures, s'est dit heureux que M. Arafat favorise la reconnaissance explicite du droit d'Israël à exister, le rejet du terrorisme et la tenue d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient.

Le lendemain, M. Clark a également applaudi à l'ouverture de pourparlers entre les États-Unis et l'OLP, et il a alors déclaré que c'était une étape importante vers l'établissement du dialogue nécessaire au règlement du conflit au Moyen-Orient. Depuis lors, en dépit des vives instances des représentants de l'OLP, le Canada n'a rien fait pour améliorer ses propres relations avec cette dernière.

### L'Afrique du Sud

Après que quatre opposants à l'apartheid eurent été condamnés pour trahison par les tribunaux sud-africains, M. Joe Clark a vivement critiqué Pretoria en l'accusant de se servir de l'appareil judiciaire pour harceler et supprimer l'opposition légitime à l'apartheid; cette position lui a valu une réaction acerbe de la part de M. Roelof Botha, ministre sud-africain des Affaires étrangères. Le 15 décembre, ce dernier a qualifié le gouvernement canadien d'arrogant et d'intrigant, et il a instruit

son ambassadeur de protester avec vigueur auprès d'Ottawa.

Le mois suivant, deux chefs sud-africains noirs, dont le voyage au Canada avait été subventionné par le gouvernement fédéral, se sont dits déçus des actions du Canada, après qu'en 1985, le premier ministre Mulroney eut promis d'agir avec assurance contre Pretoria.

La parution d'un rapport de Statistique Canada au cours de la dernière semaine de janvier a suscité d'autres critiques. Le document révélait qu'en 1988, les importations en provenance d'Afrique du Sud avaient augmenté de 68 p. 100 par rapport à 1987, tandis que les exportations s'étaient accrues de 44 p. 100, en dépit des restrictions volontaires que le gouvernement avait préconisé d'appliquer dans le domaine commercial en 1985.

M. Joe Clark a répondu le 30 janvier que le gouvernement envisagerait d'autres solutions, telles qu'une interdiction formelle, si les sanctions volontaires ne donnaient pas les résultats escomptés. À une assemblée du Comité du Commonwealth concernant l'Afrique du Sud, assemblée à laquelle participaient les huit ministres des Affaires étrangères membres du Comité et qui s'est tenue au Zimbabwe du 6 au 8 février, sous la présidence de M. Clark, l'attention s'est portée sur l'augmentation des échanges commerciaux et sur le prêt de 600 millions de dollars consenti par la Banque de la Nouvelle-Écosse à la société Minorco, basée au Luxembourg mais contrôlée par de gros intérêts sud-africains.

### Les armes chimiques

À la veille d'une conférence internationale sur les armes chimiques, le Canada s'est joint à la France et à l'Égypte, le 6 janvier, pour corroborer le point de vue des États-Unis selon lesquels la Libye est capable de fabriquer des gaz toxiques dans une usine située au sud-ouest de Tripoli. Le 8 janvier, M. Joe Clark s'est adressé aux 140 délégations nationales qui assistaient à la conférence de Paris, dont l'objectif était d'intensifier les efforts pour endiguer la prolifération des armes chimiques; M. Clark a exhorté tous les pays à «s'en débarrasser partout et pour toujours». Il a réaffirmé la position du Canada qui a pour politique, depuis 1970, de ne

pas produire, stocker ni utiliser d'armes chimiques.

Deux semaines plus tard, soit le 25 janvier, M. Perrin Beatty, alors ministre de la Défense nationale, a accepté les seize recommandations énoncées dans un rapport qu'il avait commandé en août dernier sur la recherche, les travaux de développement et la formation dans le domaine de la protection contre les armes chimiques et biologiques au Canada. Le rapport, signé par M. William Barton, président du conseil d'administration de l'ICPSI, sanctionne en grande partie le programme actuel de la Défense, mais il préconise l'instauration d'une surveillance plus stricte des essais et une plus grande accessibilité à l'information concernant les activités menées au centre de recherches pour la Défense, à Suffield (Alberta); M. Barton recommande aussi qu'il y ait automatiquement un examen annuel de cette question, afin de confirmer que les stocks d'agents toxiques ne soient jamais plus considérables qu'il n'est nécessaire pour assurer la réalisation efficace du programme de recherche et de développement.

### Le remaniement ministériel

Le 30 janvier, le premier ministre Mulroney a constitué son nouveau cabinet. M. Joe Clark est demeuré secrétaire d'État aux Affaires extérieures, tandis que Mme Monique Landry a conservé le portefeuille des Relations extérieures; elle est également ministre responsable de l'ACDI. Parmi les nouvelles affectations, citons celle de l'ancien ambassadeur en France, M. Lucien Bouchard, qui devient ministre de l'Environnement, et de M. Bill McKnight, qui accède au poste de ministre de la Défense nationale, en compagnie d'une nouvelle venue au cabinet en la personne de Mme Mary Collins, de la Colombie-Britannique, dans le poste de ministre associé.

M. McKnight est âgé de 48 ans; il a été producteur de blé et il est le premier Canadien de la Saskatchewan à avoir jamais été ministre de la Défense. Dans son nouveau poste, il sera vice-président du Comité du cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense (dix membres), lequel est présidé par M. Joe Clark; il fera aussi partie du Comité des priorités et de la planification, qui compte dix membres et qui est

perçu comme une sorte de «cabinet restreint»; il siègera également au nouveau Comité de l'examen des dépenses, placé sous la présidence du premier ministre et chargé de garantir que, dans ses budgets de dépenses, le gouvernement affecte toujours les fonds aux dossiers les plus pressants et que le contrôle des dépenses continue à favoriser la réduction du déficit.

### Les critiques chez l'Opposition

Le 4 février, M. John Turner, chef du Parti Libéral, a diffusé la liste des membres de son cabinet fantôme. M. André Ouellet, député québécois expérimenté et ancien ministre, demeure le critique pour les Affaires extérieures, tandis que le député du Labrador William Rompkey s'occupera de la Défense. Mme Sheila Copps, député de Hamilton, devient la nouvelle critique pour l'Environnement.

Le NPD a fait de même à la mi-janvier; MM. Bill Blaikie (Winnipeg), Derek Blackburn et James Fulton ont été nommés critiques pour les Affaires extérieures, la Défense et l'Environnement, respectivement.

### En bref

En décembre 1988, le Comité d'aide au développement, qui relève de l'Organisation de coopération et de développement économique, a favorablement évoqué le rapport sur la politique d'aide extérieure adopté par le Canada en mars de la même année. Le montant que notre pays affecte à l'aide extérieure est supérieur à la moyenne, bien qu'exprimé en pourcentage du Produit national brut (PNB), il ait fléchi légèrement (0,47 p. 100 en 1987).

À sa première réunion, le cabinet restreint remanié a convenu, le 31 janvier, d'autoriser les États-Unis à mettre à l'essai leurs missiles de croisière perfectionnés dans le nord du Canada. Le nouvel engin, appelé AGM-129A, fait appel aux technologies dites «de discrétion» (*stealth*) qui le rendent plus difficile à repérer avec les radars ou les détecteurs à l'infra-rouge.

(Pour en savoir plus sur la décision concernant les essais, voir à la page 16 du présent numéro de Paix et Sécurité.) □

— GREGORY WIRICK

## LIVRES



### Iran-Irak : une guerre de 5000 ans Paul Balta

Éditions Anthropos, Paris, 1988.  
315 pages, 29,90 \$.

■ M. Paul Balta est bien connu des lecteurs du *Monde* et du *Monde diplomatique*, par ses articles sur les différents problèmes du Moyen-Orient et particulièrement du monde arabe. Excellent analyste, il démontre une connaissance détaillée et approfondie de ces problèmes. Dans le conflit Iran-Irak, il distingue trois thèmes principaux :

- les «trois niveaux», national, religieux et idéologique qui forment la base du processus de construction de l'État-nation;
- les enjeux régionaux, c'est-à-dire la volonté de chacun des deux pays à devenir la puissance régionale dans cette partie du monde;
- les intérêts des grandes puissances.

Dans les premiers chapitres, l'auteur trace l'histoire de l'Iran de «Cyrus à Khomeiny» et de l'Irak «d'Hammourabi à Saddam Hussein».

Les chapitres IV, V et VI sont les plus intéressants car Paul Balta décrit en détails la guerre meurtrière qui a fait presque 1 million de morts et qui a duré plus de huit ans. Il distingue les causes «réalistes» de la guerre, particulièrement la question des frontières entre les deux pays dans la partie navigable du Golfe, et les causes «idéologiques», en se concentrant sur la vision du monde plutôt laïcisante du nationalisme arabe et la vision carrément religieuse de la révolution islamique en Iran.

Balta divise le déroulement même de la guerre en sept phases : l'attaque irakienne contre l'Iran, la reconquête iranienne, l'utilisation des «vagues humaines» par l'Iran, l'attaque irakienne contre les pétroliers qui trafiquent avec l'Iran, l'utilisation par l'Irak de l'aviation pour bombarder les villes, la prise de Fao

par les Iraniens et l'utilisation de nouvelles tactiques. Comme le livre prend fin en septembre 1987, l'auteur ne mentionne pas les armes chimiques et leur rôle crucial durant les phases terminales de la guerre.

Dans le chapitre sur les grandes puissances, Paul Balta trace avec brio les engrenages américains, soviétiques, chinois, français et européens, et à travers ceux-ci, le jeu d'Israël.

Le chapitre suivant sur les enjeux arabes dans le conflit dénote une analyse de la question bien plus valable que celle qu'on retrouve couramment dans la littérature spécialisée américaine qui laisse de côté le Maghreb et le Mashrek. L'auteur n'hésite pas à considérer le rôle du Maroc autant que celui du Yémen du Sud en passant par Damas, La Mecque et la Libye, dans le conflit Iran-Iraq.

Paul Balta remarque qu'ils sont très nombreux «ceux qui avaient prévu sa durée et sa dureté (de la guerre)». Le résultat premier de cette guerre est qu'elle «a raffermi le pouvoir des ayatollahs et celui-ci est solidement structuré». Les opposants sont pour la plupart en exil, divisés et inefficaces. En fait, la révolution islamique n'a pas réussi à s'exporter sauf parmi les groupuscules de Chiites au Liban. La question qui se pose alors est «Quelle est la vision du monde qui prévaudra à longue échéance?» Celle, possible en Irak, d'une société agguerrie, intégrée, équilibrée entre une centralisation nécessaire et le respect des différentes composantes de la nation, offrant une place de marque à l'émancipation de la femme et au processus de démocratisation et de modernité? Ou bien celle, des «fous de Dieu», qui cherchent la symbiose entre religion et développement économique, entre tradition et modernité?

Je n'ai trouvé qu'un reproche à faire à Paul Balta. Un reproche qu'il aurait dû éviter suite aux critiques faites par Edward Said dans son livre *Orientalisme*, sur le manque de

véritable perspective historique dans les études sur le Moyen-Orient. On n'ajoute rien à l'analyse du conflit Iran-Irak en se référant à des conflits d'il y a 5000 ans entre «les Arabes et les Perses», ou «les Sémites et les Aryens». On risque de perdre les explications pertinentes en se limitant à des explications de l'imaginaire. Même si les Iraniens et les Irakiens utilisent l'histoire comme mémoire collective, c'est en tant qu'idéologie qu'elle sert à mobiliser leurs populations respectives plutôt que de servir à une explication rationnelle du conflit.

C'est un livre à recommander, en mettant le lecteur en garde en ce qui concerne la distinction à faire entre le passé comme source d'idéologie et le passé comme source d'explications. – Norma Salem

Norma Salem est chercheuse à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales.

### La crise du système des Nations-Unies Victor-Yves Ghébal

La Documentation française, Paris,  
1988, n° 4854  
136 pages, 10 \$.

■ On évoque souvent la plus récente crise des Nations-Unies (ONU) en se référant à la réduction de la contribution financière des États-Unis en 1985. Selon Victor-Yves Ghébal, auteur spécialisé dans le domaine du contrôle des armements, cette crise a en fait connu quatre dimensions importantes : structurelle, institutionnelle, politique et budgétaire.

L'auteur divise son analyse en trois sections. Dans la première, il rappelle l'évolution de l'ONU depuis sa fondation et campe les grandes lignes de son «vieillesse naturelle» : accroissement du nombre des États-membres, qui fait passer au banc de l'opposition les pays fondateurs; alourdissement bureaucratique, dû à la prolifération des structures. La mauvaise gestion, le double emploi et le manque de performance du personnel (surtout

au niveau du Secrétariat) ont graduellement alourdi le fonctionnement de l'ONU.

La deuxième section présente deux études de cas d'institutions spécialisées : l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'UNESCO. La dernière section est consacrée à l'examen des problèmes budgétaires et politiques du système de l'ONU. On y trouve également les conclusions du Groupe des 18 experts formé en 1986, qui avait pour mandat de formuler des recommandations pour réformer le fonctionnement administratif et budgétaire de l'ONU.

Les griefs des pays occidentaux envers les institutions spécialisées de l'ONU concernent leur philosophie constitutionnelle (surtout les Droits de l'Homme), les procédures, les débats, les programmes, la prise de décision et la gestion (budgétaire et administrative).

La réduction de la contribution américaine en 1985 a obligé l'Assemblée générale de l'ONU à prendre des mesures d'urgence pour régler son problème d'insolvabilité ainsi qu'à former le «Groupe des 18» dont le rapport, franc et sévère, fut vivement critiqué à l'Assemblée générale. L'adoption de certaines de ses recommandations à propos de la gestion budgétaire a fait évoluer l'attitude de Washington à l'égard de l'ONU, qui a annoncé, dès 1987, une reprise graduelle de sa contribution. L'initiative des États-Unis eut, entre-temps, l'effet non-négligeable d'accélérer le paiement de certains arriérés, notamment celui de l'URSS.

Selon Ghébal, les objectifs fondamentaux de sécurité collective et de développement économique et social n'ont pas été atteints. Dans le premier cas, l'auteur rappelle que les activités de l'ONU incluent les opérations du maintien de la paix. Toutefois, depuis 1945 le recours à la violence dans les conflits s'est accru, et la zone belliqueuse s'est déplacée de l'Europe vers le tiers-monde. Quant au contrôle des armements, les superpuissances ont constitué leurs propres mécanismes de négociations, en faisant fi des Nations-Unies.

Le bilan du développement économique et social est aussi peu concluant, selon l'auteur. Bien que les deux tiers du budget de l'ONU y soient consacrés, les ressources affectées au développement économique et social représente moins de 7 p. 100 du montant total de l'aide mondiale. De plus, il semble qu'il y ait entre les diverses institutions spécialisées un manque de coopération doublé d'un esprit de compétition.

Parmi les diverses propositions pour une ONU de «troisième génération», l'auteur privilégie celle de Maurice Bertrand\*. Ce dernier recommande la formule européenne du Conseil et de la Commission, avec la création d'un Conseil de sécurité économique, une réorganisation des secrétariats internationaux et une reconversion de toutes les structures s'occupant de développement en agences régionales et sous-régionales.

L'étude constitue une critique lucide des Nations-Unies et de ses institutions spécialisées sur le plan du fonctionnement mais elle est peut-être trop sévère en ce qui concerne la réalisation des objectifs de l'Organisation. Les lecteurs y trouveront un bon exposé des difficultés rencontrées par cette dernière depuis 1970. — Annie Bourret

\* Maurice Bertrand, «Refaire l'ONU ! Un programme pour la paix», Éditions Zoé, Genève, 1986.

Annie Bourret est membre du Groupe de recherche sur la paix de l'Université Laval à Québec.

## D'une guerre à l'autre

Ryszard Kapuscinski

Éditions Flammarion, Paris, 1988.  
164 pages, 21,50 \$.

Ryszard Kapuscinski est un cas d'espèce parmi les journalistes. Ce reporter polonais a été témoin de vingt-sept révolutions au fil de sa carrière. En 1975, il était en Angola au moment de la décolonisation portugaise. Un événement qui devait malheureusement conduire le pays vers la guerre.

Kapuscinski ne fait nullement abstraction de la peur qui l'a tenaillé au fur et à mesure que cette guerre approchait et que les colons portu-

gais fuyaient Luanda. «Nulle part au monde, je n'avais vu une ville pareille», soutient l'auteur.

Non vraiment, ça n'a rien du grand reportage écrit sous une pluie de balles par un journaliste fraîchement débarqué, qui, après s'être inscrit à l'hôtel, est sorti voir cette guerre de plus près pour repartir chez lui, le lendemain. Le récit de ce journaliste est celui d'un homme qui se perd dans une guerre sale. Dans une guerre où le front est partout et nulle part et qu'il a soudainement repéré par «l'odeur inhumaine des corps en décomposition».

«Le monde contemple le grand spectacle du combat et de la mort qui lui est finalement difficile d'imaginer car l'image de la guerre n'est pas communicable, ni par la plume, ni par la voix, ni par la caméra. La guerre n'est une réalité que pour ceux qui la vivent de l'intérieur et ne voient l'aspect sanglant, effroyable. Pour les autres, c'est les pages d'un livre, des images sur un écran, rien de plus», écrit-il.

Pendant les années de guerre qui ont suivies, l'Angola n'a plus fait les manchettes des médias. Cette guerre misérable s'est «normalisée», affirme Kapuscinski.

En fait, Cuba s'est depuis rallié, avec une expertise militaire non-négligeable, aux côtés du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (au pouvoir) tandis que les deux groupes d'opposition, le Front national de libération de l'Angola et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, sont soutenus par le Zaïre et l'Afrique du Sud. Une conjoncture qui a permis au conflit de s'enliser et de perdurer jusqu'à tout récemment.

Ce n'est que le 10 août dernier, à la faveur de négociations incluant les États-Unis, l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud qu'un cessez-le-feu était annoncé. Les troupes sud-africaines ont ainsi été rapatriées à la fin août et La Havane devrait en faire autant bientôt avec ses 50 000 soldats stationnés sur le territoire.

On referme le livre de Kapuscinski avec la sensation d'être désespéré par cet épisode de l'histoire angolaise. Un témoignage émouvant sur la futilité des guerres et la folie des hommes. — Raymond Lemieux

Raymond Lemieux est journaliste-pigiste à Montréal.

## Les ventes d'armes

Jean-Paul Hébert

Éditions Syros, Paris, 1988.  
166 pages, 19,25 \$

La croissance récente des budgets de défense des pays de l'OTAN a fait s'élever de nombreuses voix partout dans le monde pour dénoncer la progression des investissements militaires. Avec la publication du livre *Les ventes d'armes*, celle de l'économiste français Jean-Paul Hébert vient de s'ajouter au nombre.

Situons immédiatement le propos du livre. Selon l'auteur, l'argument selon lequel les ventes d'armes sont justifiées par leur rentabilité est inacceptable, autant d'ailleurs que ne l'est le raisonnement opposé. Il ne serait en effet pas plus admissible de mettre fin à la fabrication d'armement sous prétexte qu'il s'agit d'investissements non rentables. «Les ventes d'armes sont un fait politique majeur dont l'État doit assurer le contrôle et la responsabilité en ayant pesé les conséquences», écrit l'auteur. Le commerce militaire doit donc être soumis à des impératifs strictement politiques, ce qui n'est présentement pas le cas en France, exemple auquel Jean-Paul Hébert s'attaque dans son livre.

Le livre comporte trois parties. Dans la première, l'auteur y discute de la thèse de la dérive des prix. Comment se fait-il qu'un marteau puisse se vendre 435 \$ lorsqu'il est destiné aux forces armées alors qu'il n'en coûte que 20 \$ sur le marché commercial ? La réponse à cette question réside dans l'incapacité de contrôler les coûts à cause de l'adaptation des instruments dont disposent les entreprises face aux besoins des militaires et de l'étendue excessive des calendriers de production. Bref, le problème relève de la gestion du progrès militaire et les coûts exorbitants sont souvent à l'origine d'une fuite en avant vers les exportations, sujet de la deuxième partie du livre.

La France présenterait un solde positif de sa balance commerciale militaire évalué à 31 milliards de dollars. Jean-Paul Hébert conteste ce raisonnement et met en doute l'aspect bénéficiaire du négoce français. Il est vrai que les exportations jouent souvent un rôle crucial pour les fabricants d'armes. Pour plusieurs entreprises, les ventes internationales permettent d'atteindre le niveau critique du seuil de rentabilité. Le marché des armes est

un marché d'État, ce qui veut dire que les conditions de rentabilité sont également assumées par l'État. L'aide étatique, rappelle l'auteur, adopte parfois des détours sinueux qui font perdre de vue que sans support gouvernemental le commerce des armes perdrait une grande partie de son attrait.

Ce raisonnement amène la question qui est à la base de la troisième partie de l'ouvrage : l'exportation apporte-t-elle une aide directe à l'État ? La multitude de problèmes de gestion et de productivité auxquels est confrontée l'industrie de l'armement atténue l'impact potentiellement positif des exportations et fait en sorte qu'il serait probablement plus économique, du strict point de vue financier, comme le suggère le rapport Limouzy, d'acheter les avions des autres plutôt que de fabriquer les siens.

C'est tout cela qui amène Jean-Paul Hébert à la conclusion que le débat sur le rendement de l'industrie de l'armement est un faux débat. La vraie question interpelle les intérêts stratégiques des États. Or, pour défendre ces intérêts, nul besoin de maintenir une infrastructure militaro-industrielle aussi élaborée, pourrait-on ajouter. Le maintien de la paix réclame autant d'éducation et de culture que de canons.

L'intérêt du livre réside dans son approche nuancée du rôle des armes et de leur fabrication. L'auteur est un réaliste et son objectif est de dénoncer le recours à une argumentation économique fallacieuse afin de justifier la croissance des investissements en équipement militaire. Dans cette perspective, son livre est un instrument précieux axé sur la compréhension du système économique rattaché aux ventes d'armes. — Yves Bélanger

Yves Bélanger est professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique *Reviews de Peace&Security*.

## TRIBUNE



### Les vols à basse altitude seraient bons pour les caribous ?

■ Nous aimerions contester plusieurs arguments avancés par Jocelyn Coulon («Le dossier du Labrador», *Paix et Sécurité*, automne 1988), arguments qui sont trompeurs ou erronés et qui correspondent au point de vue officiel des forces armées dans toute discussion sur la question [des vols d'entraînement à basse altitude]. Les militaires aiment bien évoquer la croissance du troupeau de caribous de *George River* pour montrer que les vols en question sont compatibles avec la vie de ces animaux, sinon bons pour eux. Ce qui est intéressant, c'est que les militaires continuent d'employer les anciennes estimations sur la taille du troupeau, même si depuis un an, certains biologistes craignent que le troupeau soit considérablement moins nombreux que le dit M. Coulon dans son article. Les forces armées sont au courant de l'écart numérique, mais elles citent le nombre plus élevé parce qu'elles ont tout intérêt à voiler la vérité. Le recensement qui a révélé que le troupeau est plus petit ne s'est pas déroulé sans heurts, ça nous le savons; cependant, l'emploi constant du nombre plus élevé est trompeur. Un recensement effectué à l'automne 1988 devrait fournir des données plus justes.

En outre, on a tort de mettre l'accent sur la taille du troupeau de caribous de *George River*. Au cours des trois dernières années, on a surveillé par satellite certains caribous de ce troupeau. Les mouvements de ces derniers, munis d'un collier-repère montrent que le troupeau semble éviter les zones des vols à basse altitude pendant les périodes où l'entraînement a lieu. Les scientifiques ne savent pas pourquoi. Ce qui est ironique dans tout cela, c'est que peu de vols sont effectués au-dessus du troupeau de *George River*. Les militaires nous jettent donc de la poudre aux yeux quand ils citent le cas de ce troupeau pour prouver que les vols à basse altitude ne dérangent

pas la vie de ces animaux. Toutefois, tout changement dans les circuits de migration influe beaucoup sur l'accès de notre peuple au caribou pendant la saison de la chasse; or, notre culture et notre mode de vie dépendent essentiellement du caribou.

Il est également intéressant de noter que les militaires ne mentionnent pas le troupeau de *Red Wine* (qui circule dans le secteur boisé situé entre les deux zones des vols, et qui est survolé le plus souvent). Le taux de reproduction est très faible dans ce troupeau, dont le nombre de membres fluctue entre 800 et 1 000 depuis des années. On l'a surveillé au cours des trois dernières années pour y mesurer les effets des vols à basse altitude. On ne possède pas encore les résultats de l'étude, car il a fallu la prolonger d'un an, à cause du manque de coopération de la part des pilotes au cours de la première année. Les forces armées se gardent bien aussi de mentionner qu'à partir du 1<sup>er</sup> février 1989, elles effectueront des vols d'entraînement au combat à haute altitude au-dessus du troupeau, ce qui engendrera de nombreux bang soniques dans la région. Nous craignons aussi que les militaires abaissent peu à peu les restrictions actuelles en matière d'altitude pour les vols supersoniques effectués dans ces zones (qui comptent parmi les principales terres dont se sert notre peuple).

En second lieu, les forces armées aiment donner à entendre que les Innus sont divisés sur la question de la militarisation. C'est faux. En mai 1985 s'est tenue à Northwest Point, au Labrador, une assemblée au cours de laquelle les Innus des collectivités du Québec et du Labrador ont fait la déclaration suivante : «Nous, les Innus de Nitessinan habitant à Saint-Augustin, La Romaine, Natasliquan, Mingan, Davis Inlet et Sheshatshiu, nous opposons unanimement à l'emploi de nos territoires par les forces armées, et nous recourons à tous les moyens pacifiques possibles pour mettre fin aux vols d'entraînement à basse altitude, vols qui constituent une violation de notre mode de vie et de nos terres.» À trois reprises au cours de notre campagne de protestation contre l'occupation de nos terres par les militaires, des représentants des col-

lectivités innues du Québec se sont rendus à Goose Bay pour séjourner dans les tentes que nous avons dressées au bout de la piste, en signe de protestation.

Par ailleurs, les forces armées disent souvent qu'elles collaborent avec les camps de chasse en interrompant les vols ou en diminuant le nombre dès qu'elles observent la présence d'autochtones dans une région donnée. Nous avons établi des dossiers sur trois cas où nous avons fourni les coordonnées de camps aux militaires, mais cela ne les a pas empêché de survoler les camps en question. De plus, on peut facilement obtenir les coordonnées de tous nos camps en s'adressant à la compagnie qui nous transporte jusqu'à ces derniers. Les forces armées n'ont qu'un appel téléphonique à faire pour se procurer ces renseignements. Voilà qui prouve que les meilleures zones pour les vols à basse altitude (les vallées et les lacs) sont également les principales régions de chasse de notre peuple.

Mais il ne s'agit pas seulement d'éviter de survoler les camps. Que les avions à réaction évitent les camps, voilà qui n'amoinçait pas l'incidence néfaste des vols sur la faune, dont nous dépendons. En outre, la notification régulière de l'emplacement de nos camps risquerait de légitimer le vol de nos terres par le Canada. Nous n'avons jamais signé de traité avec ce pays. Le territoire est à nous, légalement. Les forces armées devraient nous demander la permission avant d'effectuer quelque vol que ce soit au-dessus de notre territoire. Pourtant, on ne nous consulte pas au sujet des itinéraires de vol ou sur tout accroissement des activités militaires dans notre territoire. Les forces armées sont résolues à faire comme bon leur semble.

*Le chef Daniel Ashini,  
Conseil de bande de Sheshatshiu*

### «Double décision», mauvaise interprétation

■ Dans l'article intitulé «Le dilemme du mouvement pacifiste» (*Paix et Sécurité*, printemps 1988), Tony Rogers analyse les premiers débats politiques sur les essais des missiles de croisière au Canada, et il évoque «la double décision de l'OTAN sur le déploiement en Europe des missiles de croisière lancés

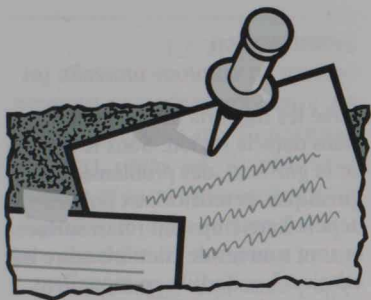
du sol (GLCM) et des missiles *Pershing II*...» En fait, en prenant la fameuse «double décision» en 1979, les Alliés se sont engagés ensemble à réagir sur le plan stratégique au déploiement des missiles soviétiques SS-20, et ils ont alors convenu de déployer des engins et de négocier parallèlement la fin des déploiements tant de l'OTAN que du Pacte de Varsovie.

Le point culminant de cette période de négociations a été atteint en 1981 quand le président Reagan a proposé la fameuse «option zéro»; cette formule de désarmement a finalement été adoptée en 1987 à l'apogée des pourparlers sur les FNI, parce qu'elle était profitable aux deux camps. Les moments les plus sombres de la période sont survenus lors des manifestations partielles massives contre la réaction de l'OTAN face à un défi stratégique clair et net de la part des Soviétiques; ceux-ci ont alors réussi à faire accepter que des missiles mobiles, précis et à longue portée capables d'emporter de nombreuses ogives soient perçus simplement comme étant les produits techniques d'une politique de «modernisation». *R.G. Fulton, Vancouver*

### Le génie militaire à l'oeuvre

■ Je ne veux pas manquer de respect envers l'auteur de l'article intitulé «L'imbroglio des sous-marins» (par Sharon Hobson, *Paix et Sécurité*, hiver 1988-1989), mais j'ai eu l'impression que les mots lui avaient été soufflés par le ministère de la Défense nationale (MDN) : «Pourquoi nous devons poursuivre la réalisation de ce projet, même si nous savons maintenant que ce serait une erreur.» L'élément de l'article qui va le plus dans le sens de cette remarque est la répétition du montant «8 milliards de dollars». En dehors du MDN, personne ne pense que le Canada pourra se procurer une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire à ce prix-là. L'auteur réitère tant et plus que le pays doit exécuter les plans, une fois qu'ils sont dressés; derrière cette attitude, je sens aussi l'esprit militaire à l'oeuvre – comme, par exemple, dans la marche vers la guerre en 1914, marche qu'a décrite Barbara Tuchman, dans *The Guns of August*. *A. Frank Thompson, Kitchener* □

## NOUVELLES DE L'INSTITUT



■ **Geoffrey Pearson**, premier Directeur général de l'Institut, a quitté son poste à la fin de décembre, et c'est **Bernard Wood** qui lui a succédé le 1<sup>er</sup> février. Depuis 1976, M. Wood avait été Directeur général de l'Institut Nord-Sud, un organisme de recherche indépendant qui s'intéresse aux rapports entre le monde industrialisé et les pays en développement. Entre 1976 et 1989, il a également détenu des titres spéciaux, dont celui de représentant personnel du premier ministre auprès des chefs des pays du Commonwealth; de 1980 à 1982, il a fait partie du groupe d'experts mis sur pied par le Secrétaire général de l'ONU pour étudier la relation existant entre le désarmement et le développement. **William Barton**, président du conseil d'administration de l'ICPSI, a offert une réception en l'honneur de M. Wood, à l'Institut, en janvier.

■ **Johanne Di Donato** s'est jointe à l'Institut en décembre en tant qu'auxiliaire de recherche, après avoir étudié à l'Université Concordia, à l'Université de Leningrad et à

conflits dans le monde. M. Feasey a par ailleurs dirigé des ateliers dans le cadre de journées de perfectionnement professionnel à l'intention du personnel enseignant de Kitchener et de Belleville.

■ **Katherine Laundy** a participé à un atelier sur le rôle de la bibliothèque dans l'éducation sur la paix; l'atelier était commandité par la *Greater Edmonton Library Association*. En compagnie de **Susan Connell**, elle a organisé des conférences d'une demi-journée à l'intention des bibliothécaires, du personnel universitaire et des membres d'organismes non gouvernementaux; ces conférences, auxquelles elles ont pris la parole, portaient sur les ressources informationnelles en matière de paix et de sécurité et elles ont eu lieu à Victoria, Vancouver et Whitehorse.

■ **Roger Hill** a, avec d'autres intervenants, analysé deux documents

sur la vérification et les mesures propres à accroître la confiance en Europe, à une conférence sur la limitation des armements classiques, à Genève. La conférence avait été organisée conjointement par l'Institut des Nations-Unies pour la recherche sur le désarmement et par l'Institut français des relations internationales. À l'occasion d'une table ronde commanditée par l'ICPSI sur la limitation des armements classiques, M. Hill a par ailleurs fait un exposé sur les conséquences qu'un accord sur la réduction des armements classiques aurait pour l'avenir de l'Europe.

■ Le troisième atelier sur le thème «La gestion des conflits régionaux : régimes et tierces parties médiatrices» a eu lieu en février à Ottawa. Il était l'oeuvre de **Fen Hampson** (ICPSI) et de **Brian Mandell** (Université Carleton), et il a réuni des spécialistes des études régionales et

du règlement des conflits. Diverses personnes ont présenté des exposés : **Liisa North**, sur l'Amérique centrale; **Ashok Kapur**, sur les conflits indo-pakistanaï; **Robert Matthews**, sur le Zimbabwe; **Christopher Brown**, sur l'Afrique australe; **Douglas Anglin**, sur les sanctions; **Gérard Hervouet**, sur l'Indochine; et **Keith Krause**, sur les transferts d'armes. **Ron Fisher** et **Loraleigh Keashly**, de concert avec les deux organisateurs, ont fait des allocutions sur le fonctionnement des régimes et sur la socio-psychologie de la médiation par des tierces parties. Avec le règlement de certains des conflits régionaux les plus complexes, l'établissement et le maintien de nouveaux régimes revêtent une importance capitale : la nécessité d'institutionnaliser de tels arrangements rend les résultats des ateliers utiles au débat de fond qui se poursuit à cet égard.

■ À la mi-décembre, l'Institut a commandité et présenté un autre colloque de sa série sur les conflits régionaux; cette fois-ci, le débat a porté sur le Moyen-Orient. Au nombre des participants figuraient des universitaires et d'autres spécialistes des questions concernant cette région du globe. L'atelier a principalement mis l'accent sur quatre thèmes, à savoir l'état de la conjoncture dans la région, les politiques des États-Unis et de l'URSS, le rôle des Nations-Unies, et les politiques du Canada à l'égard de la région.

■ L'Institut s'intéresse aussi au conflit chypriote. Deux ateliers ont déjà eu lieu sur la question, et un troisième doit se tenir au printemps. Un colloque de plus grande envergure conclura la série; il sera organisé par **Norma Salem**, chargée de recherche à l'ICPSI.

■ **Malcolm Dando**, professeur à l'Université de Bradford, au Royaume-Uni, a fait, en février à l'Institut, un exposé sur l'évolution du débat relatif aux stratégies de rechange en matière de défense en Europe. **Russell Trood**, de la Division des études asiatiques et internationales à l'Université Griffith, dans le Queensland en Australie, a dirigé une discussion sur l'évolution récente de la politique de défense de son pays. □

### Publications nouvelles de l'Institut

#### LE GUIDE

**Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1987-1988**, 295 pages.

#### LES CAHIERS DE L'INSTITUT

**7. Défendre le Canada contre qui et contre quoi?** par Geoffrey Pearson, octobre 1988.

#### DOCUMENTS DE TRAVAIL

**13. «Regions of Peace – Oases of Hope»** par Arnold Simoni, octobre 1988.

**14. «Security, Arms Control and**

*Institut canadien pour  
la paix et la sécurité internationales*

Place de la Constitution  
360, rue Albert, Bureau 900  
Ottawa (Ontario)  
K1R 7X7

## TRIBUNE



### Les vols à basse altitude seraient bons pour les caribous ?

■ Nous aimerions contester plusieurs arguments avancés par Jocelyn Coulon («Le dossier du Labrador», *Paix et Sécurité*, automne 1988), arguments qui sont trompeurs ou erronés et qui correspondent au point de vue officiel des forces armées dans toute discussion sur la question [des vols d'entraînement à basse altitude]. Les militaires aiment bien évoquer la croissance du troupeau de caribous de *George River* pour montrer que les vols en question sont compatibles avec la vie de ces animaux, sinon bons pour eux. Ce qui est intéressant, c'est que les militaires continuent d'employer les anciennes estimations sur la taille du troupeau, même si depuis un an, certains biologistes craignent que le troupeau soit considérablement moins nombreux que le dit M. Coulon dans son article. Les forces armées sont au courant de l'écart numérique, mais elles citent le nombre plus élevé parce qu'elles ont tout intérêt à voiler la vérité. Le recensement qui a révélé que le troupeau est plus petit ne s'est pas déroulé sans heurts, ça nous le savons; cependant, l'emploi constant du nombre plus élevé est trompeur. Un recensement effectué à l'automne 1988 devrait fournir des données plus justes.

En outre, on a tort de mettre l'accent sur la taille du troupeau de caribous de *George River*. Au cours des trois dernières années, on a surveillé par satellite certains caribous de ce troupeau. Les mouvements de ces derniers, munis d'un collier-repère montrent que le troupeau semble éviter les zones des vols à basse altitude pendant les périodes où l'entraînement a lieu. Les scientifiques ne savent pas pourquoi. Ce qui est ironique dans tout cela, c'est que peu de vols sont effectués au-dessus du troupeau de *George River*. Les militaires nous jettent donc de la poudre aux yeux quand ils citent le cas de ce troupeau pour prouver que les vols à basse altitude ne dérangent

pas la vie de ces animaux. Toutefois, tout changement dans les circuits de migration influe beaucoup sur l'accès de notre peuple au caribou pendant la saison de la chasse; or, notre culture et notre mode de vie dépendent essentiellement du caribou.

Il est également intéressant de noter que les militaires ne mentionnent pas le troupeau de *Red Wine* (qui circule dans le secteur boisé situé entre les deux zones des vols, et qui est survolé le plus souvent). Le taux de reproduction est très faible dans ce troupeau, dont le nombre de membres fluctue entre 800 et 1 000 depuis des années. On l'a surveillé au cours des trois dernières années pour y mesurer les effets des vols à basse altitude. On ne possède pas encore les résultats de l'étude, car il a fallu la prolonger d'un an, à cause du manque de coopération de la part des pilotes au cours de la première année. Les forces armées se gardent bien aussi de mentionner qu'à partir du 1<sup>er</sup> février 1989, elles effectueront des vols d'entraînement au combat à haute altitude au-dessus du troupeau, ce qui engendrera de nombreux bang soniques dans la région. Nous craignons aussi que les militaires abaissent peu à peu les restrictions actuelles en matière d'altitude pour les vols supersoniques effectués dans ces zones (qui comptent parmi les principales terres dont se sert notre peuple).

### Avons-nous les bons renseignements à votre sujet?

Si nous avons des renseignements fautifs, vous nous aideriez beaucoup en remplissant la présente formule.

Mon principal domaine d'intérêt est:

lectivités innues du Québec se sont rendus à Goose Bay pour séjourner dans les tentes que nous avons dressées au bout de la piste, en signe de protestation.

Par ailleurs, les forces armées disent souvent qu'elles collaborent avec les camps de chasse en interrompant les vols ou en diminuant le nombre dès qu'elles observent la présence d'autochtones dans une région donnée. Nous avons établi des dossiers sur trois cas où nous avions fourni les coordonnées de camps aux militaires, mais cela ne les a pas empêché de survoler les camps en question. De plus, on peut facilement obtenir les coordonnées de tous nos camps en s'adressant à la compagnie qui nous transporte jusqu'à ces derniers. Les forces armées n'ont qu'un appel téléphonique à faire pour se procurer ces renseignements. Voilà qui prouve que les meilleures zones pour les vols à basse altitude (les vallées et les lacs) sont également les principales régions de chasse de notre peuple.

Mais il ne s'agit pas seulement d'éviter de survoler les camps. Que les avions à réaction évitent les camps, voilà qui n'amoinçrit pas l'incidence néfaste des vols sur la faune, dont nous dépendons. En outre, la notification régulière de l'emplacement de nos camps risquerait de légitimer le vol de nos terres par le Canada. Nous n'avons jamais signé de traité avec ce pays.

du sol (GLCM) et des missiles *Pershing II*...» En fait, en prenant la fameuse «double décision» en 1979, les Alliés se sont engagés ensemble à réagir sur le plan stratégique au déploiement des missiles soviétiques SS-20, et ils ont alors convenu de déployer des engins et de négocier parallèlement la fin des déploiements tant de l'OTAN que du Pacte de Varsovie.

Le point culminant de cette période de négociations a été atteint en 1981 quand le président Reagan a proposé la fameuse «option zéro»; cette formule de désarmement a finalement été adoptée en 1987 à l'apogée des pourparlers sur les FNI, parce qu'elle était profitable aux deux camps. Les moments les plus sombres de la période sont survenus lors des manifestations partielles massives contre la réaction de l'OTAN face à un défi stratégique clair et net de la part des Soviétiques; ceux-ci ont alors réussi à faire accepter que des missiles mobiles, précis et à longue portée capables d'emporter de nombreuses ogives soient perçus simplement comme étant les produits techniques d'une politique de «modernisation». *R.G. Fulton, Vancouver*

### Le génie militaire à l'oeuvre

■ Je ne veux pas manquer de respect envers l'auteur de l'article intitulé «L'imbricatio des vols

#### Modification de nom:

- interlocuteur  
 organisation  
 changement d'adresse

- Ajoutez notre nom sur votre liste  
 Rayez notre nom de votre liste  
 Déjà sur votre liste

Nom

Organisation ou affiliation

Adresse

Ville

Province (État)

Code Postal

Code Régional

N° de tél au bureau

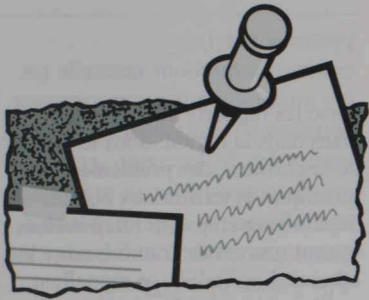
N° de tél à domicile

#### Pour obtenir gratuitement d'autres exemplaires:

Titre	Français (✓)	Anglais (✓)	Numéro	Quantité
Paix et sécurité				
Exposés				
Opinions				
Autres?				



## NOUVELLES DE L'INSTITUT



■ **Geoffrey Pearson**, premier Directeur général de l'Institut, a quitté son poste à la fin de décembre, et c'est **Bernard Wood** qui lui a succédé le 1<sup>er</sup> février. Depuis 1976, M. Wood avait été Directeur général de l'Institut Nord-Sud, un organisme de recherche indépendant qui s'intéresse aux rapports entre le monde industrialisé et les pays en développement. Entre 1976 et 1989, il a également détenu des titres spéciaux, dont celui de représentant personnel du premier ministre auprès des chefs des pays du Commonwealth; de 1980 à 1982, il a fait partie du groupe d'experts mis sur pied par le Secrétaire général de l'ONU pour étudier la relation existant entre le désarmement et le développement. **William Barton**, président du conseil d'administration de l'ICPSI, a offert une réception en l'honneur de M. Wood, à l'Institut, en janvier.

■ **Johanne Di Donato** s'est jointe à l'Institut en décembre en tant qu'auxiliaire de recherche, après avoir étudié à l'Université Concordia, à l'Université de Leningrad et à la *Norman Paterson School of International Affairs* de l'Université Carleton. **Gabrielle Mathieu** est la nouvelle agente des relations avec les médias. Elle a étudié à l'Université Laval, à l'Université d'Ottawa et à l'Université de Paris, et elle a travaillé plusieurs années comme journaliste à Radio-Canada.

■ **John Toogood** a parlé de l'interventionnisme américano-soviétique, à une conférence d'élèves du niveau secondaire organisée par le Club des relations internationales de l'école secondaire Martingrove, à Toronto.

■ **Nancy Gordon** et **Brad Feasey** ont pris la parole et présenté des ateliers à une conférence organisée à Brandon par les dirigeants du Projet Marquis. Des enseignants et enseignantes, des parents et des administrateurs scolaires de l'ouest du Manitoba ont participé aux réunions qui ont porté sur le règlement des

conflits dans le monde. M. Feasey a par ailleurs dirigé des ateliers dans le cadre de journées de perfectionnement professionnel à l'intention du personnel enseignant de Kitchener et de Belleville.

■ **Katherine Laundy** a participé à un atelier sur le rôle de la bibliothèque dans l'éducation sur la paix; l'atelier était commandité par la *Greater Edmonton Library Association*. En compagnie de **Susan Connell**, elle a organisé des conférences d'une demi-journée à l'intention des bibliothécaires, du personnel universitaire et des membres d'organismes non gouvernementaux; ces conférences, auxquelles elles ont pris la parole, portaient sur les ressources informationnelles en matière de paix et de sécurité et elles ont eu lieu à Victoria, Vancouver et Whitehorse.

■ **Roger Hill** a, avec d'autres intervenants, analysé deux documents

sur la vérification et les mesures propres à accroître la confiance en Europe, à une conférence sur la limitation des armements classiques, à Genève. La conférence avait été organisée conjointement par l'Institut des Nations-Unies pour la recherche sur le désarmement et par l'Institut français des relations internationales. À l'occasion d'une table ronde commanditée par l'ICPSI sur la limitation des armements classiques, M. Hill a par ailleurs fait un exposé sur les conséquences qu'un accord sur la réduction des armements classiques aurait pour l'avenir de l'Europe.

■ Le troisième atelier sur le thème «La gestion des conflits régionaux : régimes et tierces parties médiatrices» a eu lieu en février à Ottawa. Il était l'oeuvre de **Fen Hampson** (ICPSI) et de **Brian Mandell** (Université Carleton), et il a réuni des spécialistes des études régionales et

du règlement des conflits. Diverses personnes ont présenté des exposés : **Liisa North**, sur l'Amérique centrale; **Ashok Kapur**, sur les conflits indo-pakistanaï; **Robert Matthews**, sur le Zimbabwe; **Christopher Brown**, sur l'Afrique australe; **Douglas Anglin**, sur les sanctions; **Gérard Hervouet**, sur l'Indochine; et **Keith Krause**, sur les transferts d'armes. **Ron Fisher** et **Loraleigh Keashly**, de concert avec les deux organisateurs, ont fait des allocutions sur le fonctionnement des régimes et sur la socio-psychologie de la médiation par des tierces parties. Avec le règlement de certains des conflits régionaux les plus complexes, l'établissement et le maintien de nouveaux régimes revêtent une importance capitale : la nécessité d'institutionnaliser de tels arrangements rend les résultats des ateliers utiles au débat de fond qui se poursuit à cet égard.

■ À la mi-décembre, l'Institut a commandité et présenté un autre colloque de sa série sur les conflits régionaux; cette fois-ci, le débat a porté sur le Moyen-Orient. Au nombre des participants figuraient des universitaires et d'autres spécialistes des questions concernant cette région du globe. L'atelier a principalement mis l'accent sur quatre thèmes, à savoir l'état de la conjoncture dans la région, les politiques des États-Unis et de l'URSS, le rôle des Nations-Unies, et les politiques du Canada à l'égard de la région.

■ L'Institut s'intéresse aussi au conflit chypriote. Deux ateliers ont déjà eu lieu sur la question, et un troisième doit se tenir au printemps. Un colloque de plus grande envergure conclura la série; il sera organisé par **Norma Salem**, chargée de recherche à l'ICPSI.

■ **Malcolm Dando**, professeur à l'Université de Bradford, au Royaume-Uni, a fait, en février à l'Institut, un exposé sur l'évolution du débat relatif aux stratégies de rechange en matière de défense en Europe. **Russell Trood**, de la Division des études asiatiques et internationales à l'Université Griffith, dans le Queensland en Australie, a dirigé une discussion sur l'évolution récente de la politique de défense de son pays. □

### Publications nouvelles de l'Institut

#### LE GUIDE

**Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1987-1988**, 295 pages.

#### LES CAHIERS DE L'INSTITUT

**6. La réinsertion du Vietnam dans le système international** par Gérard Hervouet, décembre 1988, 87 pages.

#### EXPOSÉS

**23. Établir et maintenir la paix à Chypre** par Robert Mitchell, octobre 1988.

**24. Les missiles de croisière et la limitation des armes stratégiques** par Jane Boulden, janvier 1989.

**25. La défense non-offensive ou comment assurer la sécurité collective de l'Europe** par Robert Neild, janvier 1989.

#### OPINIONS

**6. Les nouvelles dimensions des relations canado-soviétiques au sujet de l'Arctique** par John Hanigan, octobre 1988.

**7. Défendre le Canada contre qui et contre quoi?** par Geoffrey Pearson, octobre 1988.

#### DOCUMENTS DE TRAVAIL

**13. «Regions of Peace – Oases of Hope»** par Arnold Simoni, octobre 1988.

**14. «Security, Arms Control and Defence: Public Attitudes in Canada»**, *The 1988 CIIPS Public Opinion Survey* par Michael Driedger and Don Munton, décembre 1988.

**15. «Conventional Arms Control in Europe: Western Opening Positions»** par John Toogood, décembre 1988.

**16. «Superpower Rivalry in the Indian Ocean»** par Paul George, février 1989.

#### FICHES D'INFORMATION

**4. Les opérations de maintien de la paix**, octobre 1988.

**5. Les zones dénucléarisées**, janvier 1989.

#### REVUE ANNUELLE

**Paix et Sécurité : évolution de la conjoncture en 1988 et la réaction du Canada** par Geoffrey Pearson, décembre 1988.

## LETTRE DE L'OUBÉKISTAN SOVIÉTIQUE

PAR S. HANDELMAN



**Un jeune homme portant pantalon et chemise blanche à col ouvert traverse en marchant la cour ensoleillée d'un séminaire musulman datant du seizième siècle.**

S'arrêtant juste un peu plus loin que le filet de volley-ball et les cordes à linge des étudiants, il s'oriente vers la Mecque, lève les mains les paumes tournées vers lui, et commence à réciter la prière de l'après-midi. Debout dans l'ombre, deux jeunes officiers soviétiques de l'Armée rouge l'observent d'un oeil curieux mais amical.

Il y a quelques années, il aurait été difficile d'imaginer une telle scène en Union soviétique. Le tableau paisible observé dans la cour de la *madressah* (école) Mir-Arab de Boukhara, en Ouzbékistan soviétique, où des soldats de l'Armée rouge circulent comme de simples touristes, est sans aucun doute le symbole parfait de la nouvelle ère libérale de M. Gorbatchev. Malgré tout, il y a derrière cela des aspects plus sombres.

Si le pouvoir communiste et l'Islam en sont venus à une sorte de trêve après quelque soixante-dix ans d'hostilités ouvertes, ce n'est pas dû à un accès soudain d'humanité. En affichant une plus grande tolérance pour les susceptibilités musulmanes, Moscou fait preuve d'un sens politique pratique. Avec les taux de natalité actuels en Asie centrale, un citoyen soviétique sur trois sera d'origine musulmane d'ici l'an 2000. La hardiesse à caractère ethnique et le réveil de la ferveur religieuse représentent déjà des motifs potentiels de soulèvement risquant de faire paraître bien anodine l'agitation qui secoue actuellement la Baltique et le Caucase. Il est raisonnable de supposer que M. Gorbatchev refuse d'accéder à bon nombre des demandes les plus radicales des Estoniens, des Arméniens et de leurs frères spirituels, car il craint l'effet explosif qu'une décision inverse aurait sur les peuples et les nations des régions les moins assimilées de l'empire soviétique.

Il suffit d'un court voyage dans la plaine aride et plate qui s'étend de la mer d'Aral aux montagnes d'Afghanistan pour entendre les propos des autorités locales horrifiées au sujet de ce qui arriverait si l'on autorisait ici l'évolution qu'ont

connue Yallin et Yerevan. Il n'est donc pas surprenant que les dirigeants politiques dans cette partie du pays fussent parmi les plus bruyants détracteurs du nationalisme balte lorsqu'en novembre dernier, on a débattu des nouvelles modifications envisagées pour la constitution soviétique.

«Nous n'avons tout simplement pas besoin de cela ici», m'a déclaré Alla Lavroushko, troisième secrétaire chargée de l'idéologie au siège

**Les hommes au regard féroce et aux moustaches tombantes qui déambulent dans les rues, vêtus de manteaux matelassés, semblent sortir directement de la Bible.**

du parti communiste de Samarkand, un après-midi où j'ai eu avec elle un entretien assez tendu dans son bureau. Alla Lavroushko faisait allusion aux fronts populaires, aux groupes officieux et à la panoplie de nouvelles structures politiques dont on a permis l'épanouissement dans d'autres parties du pays. C'est une jeune femme ambitieuse qui a été affectée ici, depuis Moscou, il y a trois ans, et elle réagissait de toute évidence à des signaux fort différents de ceux que les observateurs occidentaux recevaient du Kremlin. Tandis que le groupe de réformateurs mis en place par M. Gorbatchev dresse des plans d'une portée considérable pour la tenue d'élections démocratiques au printemps, les représentants de Moscou en Asie centrale savent que leur rôle consiste à empêcher une croissance débridée de la démocratie.

Après avoir accepté d'accueillir quelques journalistes occidentaux, Mme Lavroushko donne aussitôt l'impression de regretter sa décision. Notre première question interrompt brusquement ce qui promet d'être un long panégyrique sur les réalisations culturelles et économiques de la région. «Avez-vous commencé à vous préparer pour la mise en oeuvre de la nouvelle loi

sur les élections?», demandons-nous. «Y aura-t-il plusieurs mises en candidature?» – «Pourquoi me demandez-vous cela?», répond-elle avec suspicion. «Parce que c'est là ce que M. Gorbatchev a annoncé.» – «Pourquoi y aurait-il deux candidats pour un même poste? Le meilleur sera toujours choisi, de toute manière», nous fait-elle d'un ton casant. – «Très bien! Que dire des fronts populaires?» – «Les fronts populaires?» – «Nous avons entendu dire qu'un tel front avait été formé ici; est-ce que vous l'appuyez, comme le font les dirigeants du parti en Estonie?» – «Vous avez été mal informés», de répliquer notre interlocutrice.

Il nous parut futile de continuer. Il ne faut pas en vouloir à Mme La-

versé les rapports tribaux et les clans dans la région. Sous le régime de la *glasnost*, des problèmes linguistiques et territoriaux oubliés depuis longtemps ont refait surface et sont sources de frictions entre les ethnies. Les Tadjiks se rappellent qu'ils avaient été forcés d'abandonner l'alphabet arabe pour adopter l'écriture latine, puis la graphie cyrillique. «Aujourd'hui, certains de nos jeunes gens sont incapables de lire les inscriptions figurant sur les tombes de leurs grands-parents», écrivait un jeune étudiant.

Autre facteur de mécontentement, Moscou a récemment tenté d'éliminer la corruption politique en Asie centrale. Certaines des personnalités les plus importantes de l'Ouzbékistan font maintenant face à des accusations relativement à la falsification des chiffres intéressant la production de coton; le scandale concerne des sommes de 8 milliards de dollars. Le battage de l'affaire dans la presse de Moscou a mis en rogne Ouzbeks et Tadjiks. Ils perçoivent dans le pharisaïsme officiel un soupçon de racisme et de paternalisme.

Voilà qui nous ramène à la religion! Dans un article récent, un membre du parti communiste s'alarmait de la montée de l'intégrisme musulman. Des jeunes gens refusaient de servir dans les forces armées, et l'on donnait même à des bébés le nom d'«*ayatollah*», s'exclamait-il.

Chaque mois, la *madressah* Mir-Abab, seule école musulmane de l'Union soviétique, reçoit des centaines de demandes d'admission, même s'il n'y a que quatre-vingts places. Abdourachim Tadjjeakhmatov, directeur adjoint de l'école, fournit, pour expliquer le réveil de l'Islam, une raison qui va certainement troubler les loyaux *apparatchiks* tels qu'Alla Lavroushko. «Il n'y a pas à douter que plus de jeunes gens et de jeunes filles viennent à la religion, car ils ne croient tout simplement plus au parti communiste», déclare-t-il. «Ils se sentent trahis par nos dirigeants.» De toute évidence, les prières de l'après-midi à Boukhara contiennent un inquiétant message pour le Kremlin lui-même. □

*Stephen Handelman est chef du bureau du Toronto Star, à Moscou.*

doc  
CA1  
EA720  
P27  
EXF  
1989  
Spring

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E  
3 5036 01029724 3

# PEACE & SECURITY

## CUBA: THIRTY YEARS OF FIDEL

*What became of  
the revolution  
that was  
supposed  
to work?*

BY CAROLE JEROME



OTTAWA  
MAR 30 1989  
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

*Also in this issue:*

**Kim Richard Nossal**  
There was no debate about defence policy during the election because there was nothing to debate.

**Yves Bélanger and Pierre Fournier**  
The usefulness of investment in military production is increasingly in doubt.

**Nancy Gordon**  
Better late than never, the Soviets have begun to take the UN seriously.

**Bernard Wood**  
Hostile domestic constituencies could come together on a new meaning of "security."

**Stephen Handelman**  
Soviet Uzbekistan operates according to political imperatives much older than those of Lenin.

**Institute Publications  
1988-1989**

**OCCASIONAL PAPERS**

4. **From Lenin to Gorbachev: Changing Soviet Perspectives on East-West Relations**, by Paul Marantz, May 1988, 89 pages.

5. **The Debate About Nuclear Weapon Tests**, by Jozef Goldblat and David Cox, August 1988, 86 pages.

6. **The Return of Vietnam to the International System**, by Gérard Hervouet, December 1988.

**ANNUAL GUIDE**

**A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1987-1988**, 327 pages.

**BACKGROUND PAPERS**

16. **Accidental Nuclear War: Reducing the Risks**, by Dianne DeMille, January 1988.

17. **Chemical Disarmament: From the Ban on Use to a Ban on Possession**, by Jozef Goldblat, February 1988.

18. **Has the ABM Treaty a Future?** by Ronald G. Purver, February 1988.

19. **The War in the Gulf**, by Francine Lecours, May 1988.

20. **Destabilization of the Frontline States of Southern Africa, 1980-1987**, by Dan O'Meara, June 1988.

21. **The Conventional Military Balance in Europe**, by Roger Hill, July 1988.

22. **The NATO Nuclear Planning Group**, by Jocelyn Coulon, August 1988.

23. **Peacekeeping and Peacemaking in Cyprus**, by Robert Mitchell, October 1988.

24. **Cruise Missiles and Strategic Arms Control**, by Jane Boulden, January 1989.

25. **Non-offensive Defence: The Way to Achieve Common Security in Europe**, by Robert Neild, January 1989.

**POINTS OF VIEW**

6. **New Dimensions in Canadian-Soviet Arctic Relations**, by John Hannigan, November 1988.

7. **Of Fire-Proof Houses: Canada's Security**, by Geoffrey Pearson, November 1988.

**CONFERENCE REPORTS**

5. **Measures for Peace in Central America**, 8-9 May 1987, by Liisa North, December 1987, 76 pages.

6. **The International Trade in Arms: Problems and Prospects**, 21-22 October 1987, by Keith Krause, March 1988, 47 pages.

**NOTE FROM THE EDITOR**

■ As *Peace&Security* goes to press this fourth week in February, international news is dominated by the escalating diplomatic struggle over Salman Rushdie's book, *The Satanic Verses*. And the affair is getting ever more bizarre: many Western countries, including Canada, are recalling their senior diplomats (to whom the the government of Iran has essentially said "good riddance"); the press is asking anyone with the remotest connection to Islam for their opinion - the answers to Western ears seem to range from non-committal (King Hussein of Jordan) to hostile (70s soft-rock crooner and Moslem convert Cat Stevens says Rushdie should die for his writing); and bookstore chains are pulling the books from their shelves then selling copies out of the back room.

For the record, this editor expresses solidarity with Mr. Rushdie and the international writers organization, PEN, in condemning the actions of the government of Iran and denouncing the book burning and threats to life and property that have accompanied the publication of his book. But these words come very easily

to someone rooted in Western liberal, secular traditions. The drama we are watching unfold arises because such sentiments do not come easily, or do not come at all, to many whose roots lie elsewhere. Khomeini's assassination squads aside, many Moslems just don't buy the "free expression" argument when it comes to Salman Rushdie.

The controversy over *The Satanic Verses* is one of those little decisive moments in history that ripples down through months and years, altering perceptions, creating new opportunities, and changing the future. It forcefully demonstrates, in case we needed reminding, that the system of relations among different states and peoples is fragile and pitifully inadequate. Most of the countries of the West have frozen diplomatic contacts with a powerful and dynamic regional superpower over the reaction of that power's religious leaders to the contents of a novel. How can we expect to carry on civilized discourse among diverse cultures, with the goal of finding solutions to the problems that beset us all, when what minimal consensus there is about how to conduct the discourse is so easily undermined?

The most disquieting part of this affair is that it could make the finding of answers to this question much more difficult. The action of Iran against Rushdie is alarming not only because it menaces the life of an individual outside Iran, nor even because it sets a terrible new precedent for modern interstate behaviour, but also because it creates a chilling effect among the very people we need most. Whatever else happens to Rushdie, his creative life is permanently altered for the worse. He is now a symbol - a hero to some, a villain and defiler to others. He can never again be just an excellent writer. The best and the brightest thinkers in the world are on notice that their work could cost them their lives if it happens to cause "offense" to some group or other.

The world frequently seems to be heading straight to hell in a hand basket. This is hardly the time in human history for a new dark age; we need all the ideas we can get.

- Michael Bryans

Canadian  
Institute for  
International  
Peace and  
Security

**Chief Executive Officer:**  
Bernard Wood  
**Board of Directors:**  
William Barton, *Chairman*  
Lise Bissonnette  
David Braide  
Orest Cochkanoff  
Gisèle Côté-Harper  
Ann Gertler  
Edward Greene  
John Halstead  
Kal Holsti  
Jacques Lévesque  
Richard Mercier  
Judith Padua  
Harry A. Porter  
Mary Simon  
Brian Urquhart  
Jean-Guy Vaillancourt  
Bernard Wood

The Canadian Institute for International Peace and Security was created by an act of the Parliament of Canada in 1984 to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective. The Institute does not advocate policy positions, nor is it part of the government decision-making apparatus. The Institute is a Crown Corporation. Members of its Board of Directors were appointed by the Government of Canada after consultation with all recognized parties in the House of Commons. These provisions help to ensure the independence of the Institute.

**PEACE&SECURITY**

360 Albert Street  
Suite 900  
Ottawa, Ontario K1R 7X7  
(613) 990-1593

**Editorial Board:**  
Nancy Gordon, *Chairman*  
David Cox  
Roger Hill  
Hilary Mackenzie  
Madeleine Poulin  
**Editor:**  
Michael Bryans  
**Associate Editors:**  
Hélène Samson  
Eva Bild  
**French Review Editor:**  
Jocelyn Coulon  
**Design and Production:**  
The Spencer Francey Group,  
Ottawa/Toronto  
**Translation:**  
Denis Bastien, Sogestran Inc.  
Second Class Mail  
Registration No. 7944  
Postage paid in Smiths Falls  
ISSN 0831-1846

Copyright © 1989 by the  
Canadian Institute for International  
Peace and Security.

*Peace&Security* is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. Your letters are welcome.

*Peace&Security* is a member of the Canadian Periodical Publishers' Association. *Peace&Security* is produced by means of electronic page design and assembly. Material from this quarterly may not be reproduced without the express permission of the Institute.

## CONTENTS

- 
- 2 **CUBA: THIRTY YEARS OF FIDEL** BY CAROLE JEROME  
*Although Cubans are "rectifying" all over the place, the economy still doesn't work and ever more Cubans are getting fed up.*
- 
- 4 **ALL IN FAVOUR, SAY AYE** BY KIM RICHARD NOSSAL  
*There was no debate about defence policy during the last election because there was nothing to debate about.*
- 
- 6 **BEST WEAPONS TO COMBAT A MILITARY ECONOMY**  
BY YVES BÉLANGER AND PIERRE FOURNIER  
*The usefulness of investment in military production is increasingly in doubt.*
- 
- 8 **BETTER LATE THAN NEVER, MOSCOW COURTS THE UN**  
BY NANCY GORDON  
*The Soviets begin to pay serious attention to the organization they helped create.*
- 
- 10 **IS "PEACE" STILL AT WAR WITH "SECURITY"?** BY BERNARD WOOD  
*Hostile domestic constituencies could come together on new approaches to the meaning of "security."*
- 
- 22 **LETTER FROM SOVIET UZBEKISTAN** BY STEPHEN HANDELMAN  
*This part of the Soviet empire operates according to political imperatives much older than those of Lenin.*
- 

■ **Carole Jerome** is a documentary reporter for CBC Radio's *Sunday Morning* and is the author of *The Man in the Mirror* – an inside story of the Iranian revolution; **Kim Richard Nossal** is a professor of political science at McMaster University; **Yves Bélanger** and **Pierre Fournier** are with the political science department of the Université de Québec à Montréal; **Nancy Gordon** is the Director of Public Programmes at the Institute; **Bernard Wood** is the new Chief Executive Officer of the Institute and the former head of the North-South Institute; **Stephen Handelman** is Moscow bureau chief for *The Toronto Star*.

---

11 REPORT FROM THE SECURITY COUNCIL

---

17 REPORT FROM THE HILL

---

12 ARMS CONTROL DIGEST

---

18 REVIEWS

---

14 DEFENCE NOTES

---

20 LETTERS TO THE EDITOR

---

16 THE ADVANCED CRUISE MISSILE

---

21 NEWS FROM THE INSTITUTE

---

**F**OR SO MANY, THE IMAGE ASSOCIATED WITH THE CUBAN REVOLUTION is still that wildly romantic portrait of Che Guevara, dark hair windblown under the guerrilla beret, smouldering eyes fixed on a shining vision of the Marxist future. Ah, Che. That photo became an icon of the 1960s counter-culture Che, a leftist's heart-throb, the romantic hero of the revolution that was going to work. In Cuba he still is; huge billboards of Che festoon the country, "*El Hombre Modelo*," they proclaim. "The model man. Be like him."

When thirty-three year old Fidel Castro finally overthrew Fulgencio Batista and took power on 1 January 1959, Che, the Marxist Argentine doctor and revolutionary, was with him. An oft-repeated story has it that as Fidel chose his cabinet he was at a loss who should run the economy, and asked his assembled cohorts, "Is anyone here an economist?" "I

am," said Che, thinking Fidel had asked if anyone was a communist. Che was made Minister of the Economy.

There is more than nastiness or nonsense to the story. Fidel vows that he himself was not a communist or a Marxist then. At his trial for his first failed attempt against Batista in 1953 (an assault on the Moncada barracks), the young middle class lawyer, Castro, talked of reinstating the constitution of 1940 and holding free elections. "I did not lie in the Moncada speech," he later told American journalist Lee Lockwood, author of the fascinating profile, *Castro's Cuba, Cuba's Fidel*. Fidel says he became a Marxist-Leninist later, out of necessity, the only way he saw to achieve everything from land reform to creating the *Hombre Modelo*.

Castro himself said it clearly in 1961. "Inside the revolution, everything; outside the revolution, nothing." When I visited last December, Karl Marx Theatre was presenting Snow White and the Seven Dwarfs for the kiddies. Even Disney and fairy tales were "inside," as are the lavish, erotic stage shows at that ultimate in night club decadence the Tropicana. Latino Marxism can live with it.

This kind of thing created for Che's supporters in North America a reassuring atmosphere of fun and freedom.

This wasn't drab and deadly Soviet-style socialist realism. But what Inside vs Outside meant was that *real* political dissent was to be crushed. And it was, as in all the other revolutions. Over 20,000 were put in prisons and re-education camps – often peasants who had said an unwise word or signed a paper in ignorance. When they began to question and oppose censorship, intellectuals and liberals of the middle class, who had first supported the revolution, were singled out for some of the most brutal prison treatment anywhere in the world.

The prison memoirs of Jorge Walls, a writer once sympathetic to Castroism, who tried to defend a friend from unfair imprisonment, are some of the most appalling and painful that I have read. In *Twenty Years and*

*Forty Days*, the time he served, Walls describes ghastly cruelties in a strangely objective manner. He was one of the *plantados* (well dug in) political prisoners who refused to give up a single principle. But the Sixties leftists knew nothing of all this or refused to know. To criticize was to play into the hands of Washington or the ex-Batista crowd in Miami. They saw only the literary crusade, the new schools, the bare-foot doctors, new rural medical clinics and hospitals. All of these were very real; illiteracy has been virtually wiped out. The six year-old Almajeiras hospital in Havana is a gleaming twenty-three story modernity with 950 beds. Wealthy Europeans pay to come here for heart surgery, but any Cuban citizen receives all medical treatment free.

All of this costs money Cuba doesn't have. The economy is a shambles largely attributable to declines in international markets for sugar and oil, Cuba's bread and butter. The US trade embargo imposed in 1962 and still in force, is not the only cause. The Cuban government admits that a lot of the problem is a result of the inefficiencies and irrationalities in its own system. Fidel has gone so far as to call his early Soviet planners "tribal witch doctors."

**S**O NOW CUBA HAS "RECTIFICATION," FIXING UP ITS OWN MISTAKES, in everything from factory management to bus schedules. The Cubans I met took great pride in blaming themselves for the mess, not the CIA or the Soviets, and they are rectifying all over the place. Still, the buses don't come. There are no eggs from the farms because the transport vehicles are broken down and there's no money to repair them. Ships wait hopelessly to be unloaded. In the shops people line up for scarce items.

Rectification has been dismissed by many foreign analysts and Western diplomats in Cuba as "tinkering" and even then, said one local journalist I met, "comfy officials resist the changes, even though the majority want them." Castro wants to tackle the inertia of an over-centralized system without decentralizing it. Experiments with free markets in the 1970s reduced shortages, but they also produced price gouging, hoarding, and entrepreneurs getting rich – creeping capitalism. So they were closed. An incipient business class would be an intolerable threat to Fidel's philosophy and ultimately his regime. *Perestroika* and *glasnost* open too many such Pandora's boxes for Fidel. While Gorbachev says reform and openness are all justified in Lenin, Fidel will stick to Che, thanks very much. But he has yet to find a spark to adequately replace human greed as a motivator.

In his speeches and on the omnipresent billboards, Fidel keeps calling for "sacrifice," for the people to give up frills like food and clothing to pay for education, hospitals and progress. The cost of the military is never mentioned, though. The faithful heed his call happily: "If it weren't for Fidel, we'd have nothing," said a hospital technician. But others are getting fed up with "Téqué" (literally blah, blah), their nickname for Fidel – making fun of his long-winded speeches and endless talk. "Basta de Téqué" is a phrase gaining popularity; enough talk, the government should fix things and not ask us for more sacrifice.

Cuba is desperate for foreign exchange. Tourist taxis deal in dollars. Tourist stores ring up prices in dollars, selling whisky and other goods Cubans can't hope to find anywhere. The result is a whole new class: people with dollars. I went to one of Havana's most famous watering holes, the Bodeguita del Medio, with an American friend. With our dollars we were jumped over the sizeable queue by the *maitre d'*, just as in the Soviet Union. The Bodeguita is an old Hemingway haunt, a fact used to entice the tourists. Hemingway is as much an industry as Che and ordinary Cubans are beginning to resent it all: we get Hemingway and the good life; they get Che and the sacrifice.

The situation is not good. And whether it gets worse depends in large measure on Moscow. The only reason Cuba is afloat at all is the \$5 billion a year the Kremlin pours in, for a Cuban population of ten million. Moscow pays an artificially high price for sugar as the main form of

# CUBA: THIRTY YEARS OF FIDEL

*Rejecting the Soviet  
model for economic  
and political reforms,  
Cuba struggles on ...  
almost alone.*

BY CAROLE JEROME

Nicholas Vitacco

subsidy. Gorbachev has made it clear that he wants Fidel to get with some *perestroika* and pull more economic weight. Fidel has replied, essentially, "take your *perestroika* and stuff it." In a December speech, Fidel pointedly stated that Cuba's errors originated "in the imitation of experiments of other socialist countries ... which now tell us these are no good. But we would not like them to tell us the same in twenty years."

The Soviets take this with great dignity. One look at the Soviet embassy in Havana tells you these folks are here to stay, regardless of insults from their host. The embassy is a huge white affair dominated by a tower with turrets and projections that scream electronics. The lobby is a cavern of dark green Cuban marble, furnished only with a bust of Lenin on a ten-foot pedestal. The first secretary, Gennadi Sizov, emerged from a heavy wooden door near Lenin and greeted me in affable Spanish. "We appreciate that Cuba has its own special problems and needs its own special solutions," he said, "and the Soviet Union will always support its friend and ally."

So that was the official line. But most seasoned observers believe Gorbachev is putting the screws on behind the scenes, trying to persuade Castro that economic failure is by far a greater threat in the long run than a few democratic adjustments. No one is sure, however, that he would not go further and use economic threats.

**C**UBA IS STILL THE *BÊTE NOIRE*, OR RATHER *ROUGE*, OF WASHINGTON. The ferocity of the US government's hostility is truly amazing, more even than I encountered in briefings on Iran at the State Department during the hostage crisis. When he was Secretary of State, George Shultz said there was no chance for normal relations in the foreseeable future, and that Fidel had "to cease acting against the US in this hemisphere." No one expects the Bush administration policy to be any different.

For Washington, the recent Angola agreement on the pullout of Cuban troops is not the "warming trend" hailed by so many. What matters is closer to home: Nicaragua, El Salvador and US-Cuban immigration talks. Washington also takes an extremely serious view of human rights in Cuba. Unfortunately, the recent State Department report on the subject is so exaggerated as to be, as one writer put it, "hallucinatory." This again gives Che's North American faithful an excuse to continue to ignore very real repression: the muzzling, arrest and exile of genuine human rights leaders and the people they defend – people like Ricardo Bofill and Elisardo Sanchez, and the Arcos brothers, of the two main Cuban human rights committees. These organizations are not "legal" but they are harassed rather than closed. Bofill and Sanchez have fled.

"Bofill is a liar and a fraud, just looking for power," Minister of Culture Armando Hart hissed at me when I interviewed him. "Valladares is a Batista criminal," he added, referring to the former prisoner now heading the US delegation to the UN Committee on Human Rights in Geneva. There are genuine questions about Valladares' credentials. But thus is *all* opposition dismissed and discredited. Cuba had released almost four-hundred political prisoners by last summer, concurrent with unprecedented visits by Amnesty International, and other non-government human rights groups. But after they departed, arrests began again.

As I left one night to visit Dr. Samuel Martinez Lara, a psychiatrist who started the Party for Human Rights, a friend warned me not to go. The people the doctor was staying with, fellow human rights activists, had just been arrested: Tania Diaz Castro and her son Guillermo Vladimir Rivas, were sentenced overnight to a year each, allegedly for attacking police at a prison when they went to visit her husband, a prisoner for over twenty years. Subsequently, the husband and son were released after a visit from some US Congressmen.

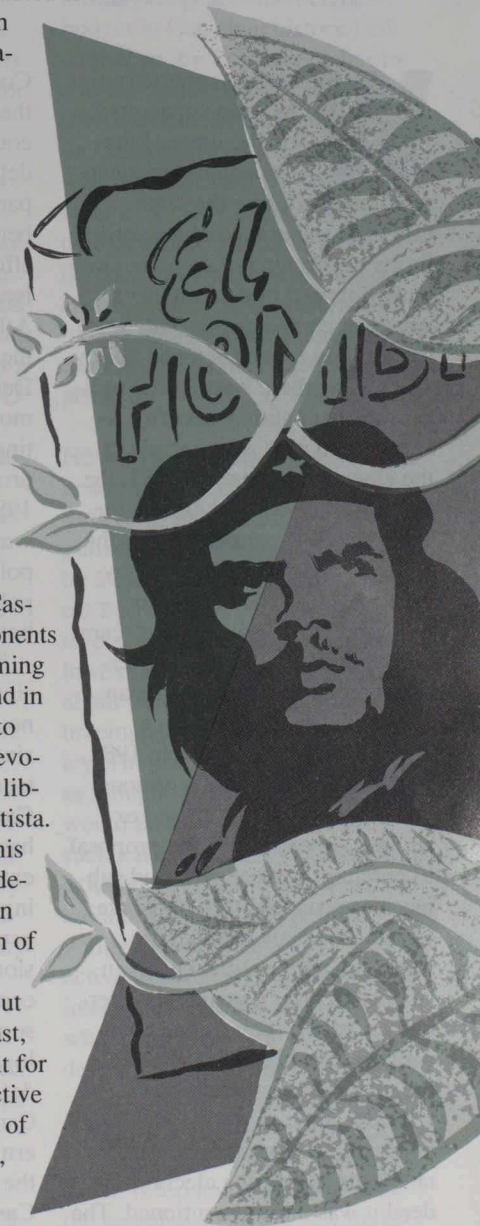
Americas Watch, a US Human Rights group, says that their impression is that "the Cubans are concerned about their human rights image and are making significant concessions to the international community, but all the same laws are in place. There are no guarantees of freedom of expression and all the repressive machinery remains."

Nothing here is not political," asserted the Minister of Education José Fernandez Alvarez, the military hero who routed the Bay of Pigs invasion. "We are ninety miles from the USA." The American bogeyman is highly useful – all repression is ultimately justified by "Ninety miles ..." "The US boycott and isolation is a useful game for both sides," said Jorge Walls when I talked to him in Miami. "It leaves pro or anti-Castro as the only choices." Many American analysts, including Wayne Smith, formerly chief of the US interest section in Havana, argue that ultimately this works against US interests, fortifying Castro, creating a false "emergency" he can use at will. They see Canada's policy as sane, pragmatic and practical; pursuing cordial relations and as much trade as possible, (especially since the US has left a vacuum) and pressuring for human rights behind closed doors.

In a Havana hotel bar, I met an Ontario government trade delegation in town to push everything from apples to greenhouses. Another was looking after a long-term project involving Canadian Holstein cattle. Canadian ambassador in Havana, Michael Kergin believes the Cubans care about what we think regarding Canada as a "barometer" of how far they can go. But he admits they have studiously ignored us on many human rights cases for years. And Canada does not apply any serious pressure or threats, only diplomatic noises.

Lee Lockwood, who knew Fidel well, has speculated that Castro's harsh treatment of his opponents is rooted in a kind of guilt at coming from the bourgeoisie himself, and in the fact that for all that he likes to claim his was an ideal peasant revolution, it owed its success to the liberal middle class fed up with Batista. Most of the *plantados* were of this group; the revolution, as usual, devoured its own. Fidel clings to an old and puritanical interpretation of Marx, the way he cultivates his image as just another peasant. But everyone I met says Fidel, at least, believes in it all. Fidel is not in it for power, as are some of the vindictive men around him. There is much of the macho swaggerer about him, the preemptory political road hog. But he believes in his mission for his people.

I'm tempted to compare him with other revolutionary leaders from Robespierre to Khomeini to Mao – all genuine believers who sacrificed many of those they claimed to be saving in relentless pursuit of their Grail. But it is worth saying that if monarchs of the past left palaces and cathedrals and legal codes, and Batista left casinos and prisons, Fidel Castro will leave schools and hospitals and his own prisons full of ghosts. □



# ALL IN FAVOUR, SAY AYE

*The lack of debate during last November's election about matters of national security is neither puzzling nor discouraging. Perhaps there is nothing to debate about.*

BY KIM RICHARD NOSSAL

**W**HILE MUCH EMOTIONAL heat was generated on the issue of the Canadian-American relationship during the 1988 Canadian general elections, other facets of foreign policy were virtually ignored in the long seven weeks of campaigning. This was particularly true of defence policy. To be sure, there were initial indications that national security issues would play a major role in the electoral contest. In 1987, the peace movement had chosen the 1988 election campaign to be the target of an extensive riding-by-riding public awareness effort – the so-called “Peace Pledge” campaign. The Progressive Conservative government under Brian Mulroney had brought out a White Paper on Defence in 1987 outlining a set of policy options that were both hawkish and expensive. In particular, the proposal to purchase nuclear-powered submarines promised to fuel debate. Finally, the New Democratic Party, the only political party in Canada to offer a genuinely alternative defence policy, had been surging in public opinion polls in the year prior to the elections.

In the event, however, defence policy did not become an important issue during the election; indeed it was hardly mentioned. The “Peace Pledge” campaign gained little support and collapsed. Protests by peace groups over the nuclear-powered submarines proved to be ragged and ineffectual. Neither of the opposition parties fixed their sights on the submarines in anything but a cursory fashion; the free trade agreement proved a more solid and rewarding target for criticism. Both the Liberal and Progressive

Conservative leaders did allow themselves the indulgence of a couple of snide digs at the NDP's defence platform. And for his part, the NDP leader, Ed Broadbent, made only a half-hearted effort to flog the party's 1969 promise to withdraw from the North Atlantic Treaty Organization and the North American Aerospace Defence command agreement; most of the time, one had the distinct sense that he wished that the promise, even as revised in April 1988 to make it more palatable, would just go away. In all, the political exchanges on security policy during the campaign were both vapid and superficial.

The superficiality of the discussions on defence in 1988 was by no means out of the ordinary. Not since the debate over the acceptance of nuclear weapons for the Canadian forces in 1962 and 1963 has defence been the subject of extended and spirited concern during an election. Indeed, in the last generation, election-time discussions of defence have, without exception, been lacking in depth and sophistication. Important technological developments, changes in defence doctrine, and shifts in Canada's strategic role in the Western alliance, have all emerged in the last twenty-five years without Canadians having been engaged in a discussion about these changes and their implications. Instead, what the electorate has been offered by both governors and would-be governors during election campaigns is little more than a periodic mumbling match posing as political debate.

AT FIRST BLUSH, ONE MIGHT BE both puzzled and concerned that

defence policy is not the subject of election debate. After all, defence policy – the security of the polity itself – cuts to the very heart of a political community's existence. Moreover, a great deal of treasure is invested annually in this element of public policy. Why does such a policy area, by its very importance, not foster more public discussion? There are also normative concerns raised by the absence of debate: is not the public discussion of issues of concern to the community as a whole the essence of a healthy and vibrant democratic polity? Could it not be suggested that election campaigns provide the most appropriate forum for the airing of a country's defence options, and an excellent opportunity to review and discuss aspects of national security? Indeed, could it not be argued further that politicians have a responsibility to encourage, not discourage, debate among an informed electorate on matters of such importance as a country's security policy and its general orientation to the international system? In short, is the failure of our governors to debate defence issues not an abdication of responsibility to the nation?

Let me propose another perspective: that the lack of debate on security matters in Canada is neither puzzling nor discouraging: we have no debate because there is nothing to debate. On defence policy, Canadians are in unusual agreement and that is not such a bad thing.

This argument rests on the assumption that serious political debate is not possible unless there is serious political conflict within a

community. And serious political conflict requires that at least two conditions be present. First, there must be a clash of opinion on an issue between significant numbers of individuals within the political community. Division on issues cannot be at the margins, involving but a few members of the political community. Second, clashes of opinion tend to be serious when they are deeply rooted in the concrete, rather than the symbolic, interests of the protagonists. In other words, when each side's position in a political conflict is grounded in a desire to protect its real interests against the directly harmful effects of the other side's policy preferences, that conflict tends to be more intractable. If these conditions are not present, one is unlikely to have serious political division. Instead, one has consensus, which hampers debate: for there can be no debate of any meaning when one fundamentally agrees with one's opponent.

IT CAN BE ARGUED THAT NEITHER of these conditions is present in the case of Canadian defence policy. First, there is no clash of opinion over defence priorities that involves significant numbers of Canadians. In effect, what some have called the “counter-consensus” in foreign policy is simply not there. For example, despite the proliferation of peace groups in Canada in the 1980s, the peace movement has been singularly unable to convince large numbers of Canadians that a firm attachment to NATO and NORAD – the traditional pillars of Canadian security – is sufficiently wrong-headed that they should do something concrete to change our defence posture.



Instead, the peace movement has encountered the inertia of a citizenry which has traditionally demonstrated a persistent and seemingly paradoxical ambivalence on the issues of "peace," as the results of the most recent CIIPS annual public opinion survey demonstrate so nicely. On the one hand, Canadians in large numbers are more than willing to support the good works of "peace." They will dutifully register their dislike of nuclear weapons with pollsters; they will show a disinclination to spend too much on defence during peacetime; they support their government in its peacekeeping missions and other good works internationally; they even acquiesce in the channelling of state funds to groups which are self-consciously devoted to altering current government defence policy.

On the other hand, Canadians in equally large numbers are as prone to support all of the *bêtes noires* of the peace movement: nuclear weapons (as long as they aren't Canadian) and nuclear deterrence, alignment with the West in international politics, membership in a military alliance, cooperation with the United States in air defence, and military spending. Their definition of "peace," in other words, does not involve a rejection of the tools for war.

More important, and no doubt much to the chagrin of the peace movement, Canadians show a stubborn consensus on such questions. One conspicuous measure of this consensus is that pollsters who plumb the depths of Canadian opinion always find in their representative samples hugely high levels of support for the North Atlantic alliance and the aerospace defence agreement with the United States. Whether it be the United States Information Agency (USIA), Gallup, Goldfarb, or CIIPS, the result is invariably the same: indeed, the USIA poll in 1984 uncovered an almost unbelievable level of support for NATO membership – eighty-nine percent – as close to political unanimity as one is likely to get. Likewise, the annual CIIPS public opinion surveys for 1987 and 1988, both confirm that widespread consensus.

Another measure of this consensus is to be found in the voting pattern of Canadians over the last three decades. To be sure, we have little direct evidence that most Canadians persistently consign the NDP to the margins of politics *because* it advocates abandoning an aligned defence posture. On the other hand, there can be little doubt that if Canadians had wanted an alternative defence policy seriously enough, they would not have allowed the NDP, as the only party which embraces a genuine alternative, to languish in political oblivion for so long. Likewise, if the attitudes of Canadians on defence had shifted significantly, it is likely that this shift would have been reflected in the policy platforms of one, or both, of the "major" parties.

BUT IT IS NOT SIMPLY THE ABSENCE of divergent opinion that dampens debate on defence. A second reason is that there is no clash of concrete interests. It is important to recognize that what opposition there is to Canada's present security posture stems from symbolic, as opposed to concrete, interests. The difference, it can be suggested, is significant for an understanding of why there is so little conflict in Canada over defence matters, for there are very few Canadians whose real interests are directly and negatively affected by the defence policies being pursued by the government in Ottawa. For example, the interests of a member of a peace group advocating non-alignment will not be directly and concretely affected by the Canadian government's maintenance of ties with the North Atlantic alliance – protestations to

the contrary notwithstanding. This is not to deny that peace activists may have a deeply-felt symbolic interest in having their country withdraw from military alliances; but their concrete interests will not be affected by a failure to achieve that goal. Such a perspective, for example, underlay the Supreme Court's response to Operation Dismantle's suit in 1984 that cruise missile testing violated Canadians' right to life under the Charter of Rights and Freedoms. In throwing out the suit, the Court argued that testing did not pose an imminent threat to the concrete interests of Canadians.

The symbolic nature of the interests of the opponents of Canada's current defence posture may be usefully contrasted with those whose concrete interests would be affected by a change in alignment. And there can be little doubt that a Canadian withdrawal from NATO or a renegotiation of NORAD would involve some considerable concrete, predominantly economic, costs. For example, a government which implemented the kind of policy embraced by the NDP – taking over all air surveillance and interception roles for the Arctic approaches to North America – would have to cover the costs of acquiring all of the North Warning System facilities, approximately ninety percent of the capital costs of which were paid for by the United States, and which would surely not be simply donated to Canada. Similarly, all of the costs of appropriate military hardware, infrastructure, and maintenance would have to be borne by Ottawa. And while the NDP has argued that what Canada spends now on maintaining troops

in Europe would be transferred to pay for a Canadianized air defence system, the figures make little sense. Not only would they not pay for it, but the resources cannot be transferred in such a simplistic manner in the first place. (Indeed, it is ironic that the NDP, whose opposition to NATO and NORAD is in large measure fuelled by antipathy towards military spending, would end up embracing the most militaristic peacetime defence budget in Canadian history.) Of course, to this burden one has to add the costs, economic and other, which would surely be imposed on Canada by our present allies, who, not unnaturally, would not be at all well disposed to a Canadian defection from the Western defence system. In short, the concrete interests of the vast majority of Canadians would be adversely affected by a shift in defence posture.

HOWEVER FASHIONABLE IT MAY BE in some quarters to characterize the average Canadian as one gulled into support for alignment by a system dutifully acting as a cat's paw for a continental capitalist class, in fact most Canadians have made a careful calculation about the consequences of embracing an alternative defence policy. They have consistently acted as though their concrete interests would be adversely affected by such a move. Moreover, they have exhibited in their political behaviour (that is, their periodic voting) a willingness to be more active in defence of those concrete interests than those individuals whose interests in an alternative defence policy are only symbolic.

Viewed from this perspective, it is little wonder that we have no real debate on security matters. There is too much agreement on the essentials, and too few divergent concrete interests to make a difference where they have the most impact in democratic politics: in the electoral arena. Likewise, it is not clear that one should be concerned about the implications of this for the vibrancy of politics in Canada; Canadians show far too much disposition to debate vigorously policy issues that genuinely do divide them for one to be too worried about the health of democratic debate. □



Bob Fother

# BEST WEAPONS TO COMBAT A MILITARY ECONOMY

*The usefulness of investment in military production is increasingly in doubt – so what are the alternatives?*

BY YVES BÉLANGER AND PIERRE FOURNIER

IT IS DIFFICULT TO GAUGE PRECISELY the influence of the armaments industry on Canadian economic development. This is not because of a lack of information. Indeed, as far as the manufacture of arms is concerned the Canadian economy is one of the most open in the world. In 1988 the total value of arms production in Canada came to more than \$8 billion, and it is conceivable that production for export to world markets and for use at home could amount to between \$100 and \$120 billion over the next decade. This is not a sum to be sneezed at, and it is hard to imagine that such a windfall would not be of benefit to the economy.

Nonetheless, doubts are being expressed by various experts as to whether military investment is really beneficial. They argue that the cost of development is too high, the rate of productivity from the investments too low, and the spin-offs in industrial benefits increasingly marginal. The manufacture of arms is also seen as a major waste of resources. Add to this frequent and highly critical analyses of Canada's dependence on the US military-industrial complex and the unfortunate effects on regional development and industrial modernization, and the picture that emerges is much darker than one might expect.

Nevertheless, the Canadian trend towards continentalism, not only as far as the physical defence of the country is concerned but also in weapons procurement policy, seems to favour an industrial strategy geared towards the defence sector. It is likely that in the long term the Canadian government will adjust its economic policy to fit that of the United States,

where the defence sector is a key element in industrial strategy. We should be concerned about Canada's defence industrial base, not only because it has an impact on collective defence and national sovereignty – as the 1987 White Paper on Defence pointed out – but also because of its increasing influence on economic development. On this question, Canada has some important choices to make.

IT IS, THEREFORE, WORTH STUDYING in some detail the various strategies whose aim is to reduce military expenditures. Criticism of military expenditure in general, and of the development of nuclear weapons in particular, tends to gravitate towards three separate endeavours: the reduction of the national defence budgets, the creation of nuclear weapon-free zones (NWFZs) and the conversion of the armaments industry to civilian production. Although proposals concerning these separate issues usually give rise to complementary actions, proponents are sometimes at odds over the question of whether the focus of their efforts should be on the local rather than the national level.

Initially, those who promoted such actions were responding to moral and political imperatives. Recently, however, there has been more and more criticism of the sheer cost of defence to national economies. In the United States and elsewhere municipal authorities are becoming particularly severe in attacking the priority accorded defence in national budgets. For example, the United States Conference of Mayors, at its annual meeting in June 1987,

was preoccupied with cuts of more than US\$60 billion in federal funds for health, housing and education, and decided to commission a study of the social and economic effects of a reduction in the US defence budget.

The report – prepared by Employment Research Associates, independent consultants in Lansing, Michigan – was released in October 1988. It tried to estimate the effect of transferring \$30 billion a year for five years (\$150 billion from 1986 to 1990 or eleven percent of the defence budget) from defence purposes to various municipal programmes dealing with health, education, social services, employment, public transport, housing and community development.

The study came to the conclusion that this transfer would have a positive effect on the US economy. The Gross National Product would increase by \$3.5 billion per year; 197,500 new jobs would be created over the five-year period; total personal disposable income would increase by \$2.2 billion per year and revived investment in the construction industry (residential and non-residential) would amount to \$550 million per year. The additional \$30 billion which the municipalities would receive each year would enable them to hire 195,000 additional teachers; to spend an additional \$2.2 billion on infrastructure for public transport; to build 900,000 low-rental housing units; to treat 6.5 million people in community clinics; to immunize every child; and to provide an additional \$606 million for school equipment each year. All this, in the opinion of the

authors of the report, would greatly improve the quality of urban life in the United States.

In addition to emphasizing the economic advantages which would result from a such a cut in defence expenditures, this sort of approach has the additional advantage of dealing with the issue in a comprehensive way. Since defence policy is at the heart of the problem, supporters of this strategy would assert, it is the policy which must be modified. Other issues such as the need for conversion, the dangers associated with nuclear weapons, and the lack of money to meet peoples' socio-economic needs would automatically be resolved once the government changed its priorities. The defence industry would have to adapt, with or without governmental assistance.

It is far from certain, however, that the changeover from defence to civilian production could take place smoothly. Those who suggest that the transition should be the responsibility of the state overestimate the capacity of a government, whether in Canada or elsewhere, to draw up a national plan for industrial redeployment acceptable to the major participants in the economy.

DEMANDS FOR THE ESTABLISHMENT of nuclear weapon-free zones (NWFZs) and for industrial conversion are easily brought forward at the national level. In Canada, Project Ploughshares has been lobbying the federal government to enact a series of laws which would result in the whole country becoming a nuclear weapon-free zone. In the US, members of Congress have brought forward similar proposals in the hope of

inducing the federal government to play a more active role. In general, however, most initiatives in support of NWFZs and conversion have originated in factories or in regional and municipal governments. The time is not yet ripe for any major advance nationally. It is easier at present to arouse public opinion at the local level regarding the negative effects of military expenditures on jobs and social services.

At first, nuclear weapon-free zones were mainly symbolic, in that they were designed to make the public aware of the dangers of nuclear escalation and to put pressure on national governments to support disarmament. As time went on, however, municipal councils and local populations made greater efforts to set up practical obstacles to opening or developing factories making nuclear weapons or components. Certain American cities, such as Chicago and Oakland, have chosen to pass laws forbidding the production, stockpiling, development or deployment of nuclear weapons. Other cities have adopted purchasing and investment policies which exclude firms manufacturing nuclear weapons. They have also banned the transport of any nuclear weapons across city limits and laid down provisions for the eventual conversion of the firms which make such weapons. Despite many mistakes and some back-tracking, and regardless of the difficulty of putting such provisions into effect, the movement to establish NWFZs in the United States is growing rapidly. Several peace organizations have made this the central point of their platforms and are convinced that the pressure they are putting on both industry and government will eventually bear fruit.

Since 1982, about 175 Canadian municipalities, including most of the largest cities, have adopted resolutions in favour of NWFZs. As a result, almost two-thirds of the Canadian population now lives in nuclear weapon-free zones. Apart from Vancouver, however, which has taken a few timid steps, none of the municipalities concerned have introduced any detailed plans, so the

initiatives remain symbolic. Why is this the case? Part of the reason, no doubt, is that Canadian cities have much more limited powers than their American counterparts. It is also possible that the political groups in favour of disarmament are better represented at the national level in Canada and that individual Canadians feel less affected by rising military expenditures.

It is worth adding that since proposals for NWFZs focus on the abolition of nuclear weapons they are of limited use as far as general

disarmament is concerned. Since, in the strict sense of the term – and putting cruise missile tests aside – there are no nuclear weapons in Canada, the whole question of NWFZs seems somewhat abstract. Moreover, a study of the various resolutions which have been adopted throughout North America leads to the conclusion that the more regulations a municipality imposes the narrower the area to which these apply. It is also possible that setting up NWFZs distracts attention from the need to reduce the manufacture of conventional arms, and yet the latter place the heaviest strain on resources and are hardly inoffensive from a military point of view.

THE MOVEMENT IN FAVOUR OF conversion has developed around the reality that fears about full employment and economic prosperity constitute some of the main

obstacles in the way of disarmament and reduced military spending. Conversion is seen, therefore, as a way of bolstering workers' feeling of security by enabling them to participate in the plans for converting their factories, particularly those factories which are already in financial difficulty because of reduced demand or changed requirements for military goods.

Many workers are well aware that a cut in military spending would enable more money to be spent on social services but they

are nonetheless alarmed at the prospect of losing their jobs and being unable to find new ones. From the point of view of the trade unions, conversion achieves two objectives: keeping peace and maintaining full employment. The dilemma is how to reconcile cuts in the national defence budget with protecting jobs in the arms industry.

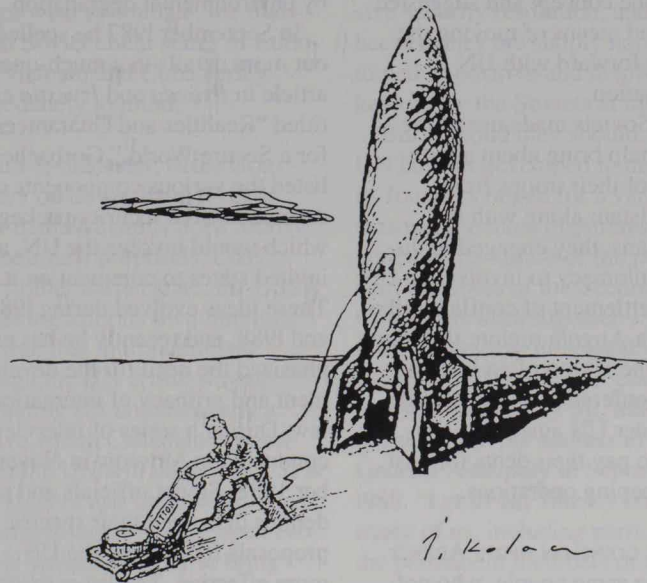
Experience in Europe demonstrates that conversion programmes are possible. On the other hand, several attempts have met with failure. Too often the firms concerned are already in economic difficulty; they have been abandoned by their owners and have little further potential. In several cases, owners have tried to unload their problems onto the state. For there to be any chance of success, conversion cannot rely on government intervention alone. It is essential to have the support of all those concerned in order to make full use of the resources of the

company. Conversion may well involve more than just a change in the type of goods being produced or in the customers who buy them. It may also require profound changes in the structure of the company and in the relationships among all those associated with it.

ONE OF THE MAIN DIFFICULTIES FOR conversion in Canada is the lack of practical experience – the whole notion engenders incredulity. It is largely to overcome this obstacle that several groups have suggested undertaking pilot projects in order to show that conversion is indeed feasible; however, dealing with individual cases has advantages and disadvantages. Limiting the procedure to a single firm greatly simplifies the problem and makes it easier to reach a consensus as to the economic principles involved. On the other hand, the infrastructure required for one successful experience involves setting up mechanisms to prevent the military production in question from being simply transferred to rival firms. This requires government assistance on a large scale and the high cost makes it unlikely that the process will spread to other firms in a given industrial sector.

One drawback to this whole approach is that it reduces issues of disarmament to purely economic questions rather than beginning with a clear political message. It is, therefore, just as difficult to formulate a strategy which copes with all the problems that arise from the arms industry as it is to get all those involved to agree on a solution. What is important, however, is to get the debate off the ground, and the best way of doing this is to put forward concrete proposals. The current discussions in Quebec, concerning Montreal's decision to ask its voters to support the establishment of a NWFZ, are relevant, as is growing interest in conversion on the part of trade unions, and will probably lead to some practical steps in the not too distant future. Such initiatives could imbue the disarmament movement with the energy it currently lacks. □

(Translation by Mary Taylor)



Jerry Kolacz

# BETTER LATE THAN NEVER, MOSCOW COURTS THE UN

*One of the reasons for the UN's new-found vigour is that the Soviets are now paying serious attention to the organization they helped to create.*

BY NANCY GORDON

IN THE PROCESS OF "NEW THINKING" about foreign policy the Soviet Union is giving more emphasis to the United Nations. The curtain on the world which is now being raised has revealed to the Soviet citizens a United Nations which is to be taken seriously, and at which they are prepared to risk being a player. The UN, unaccustomed in recent years to such approving glances from the Soviets, has shown itself willing and able to accommodate the increased responsibilities thrust upon it.

During 1988 we were witness to a number of demonstrations of this "new thinking" in New York and Geneva and the other centres where the UN gathers. There was Mikhail Gorbachev in early December, choosing the General Assembly as a forum for a major announcement of conventional force reductions. There was George Shultz, listening impassively, in the same building. There was Dan Rather and CBS news covering the event live.

In September at the opening of the Assembly, Eduard Shevardnadze, making the traditional foreign minister's speech, presented a long list of proposals both for UN action and for improvements to the UN structure. The rhetoric which had come to be associated with Soviet speeches at the UN wasn't there. One of his deputy foreign ministers, Vladimir Petrovski, spelled out in detail, for the Assembly's Special Political and Sixth Committees, Soviet views on "Comprehensive Security" and what the role of the UN should be. In Kingston, Ontario, in October, Mr. Petrovski gave the keynote address at a conference on war-

risk-reduction centres; he supported the concept and suggested ways and means of moving the process forward with UN participation.

The Soviets made use of the UN to help bring about a withdrawal of their troops from Afghanistan; along with the Americans, they engaged in discreet diplomacy to involve the UN in the settlement of conflict in the Namibia-Angola region; they supported the notion of an international conference on the Middle East under UN auspices; they began to pay their debts for past peacekeeping operations.

WHAT'S GOING ON HERE? AREN'T these the same people, who not so many years ago, paid only lip-service, if that, to the UN and other international organizations? Who objected to initiatives by the Secretary-General? Who wouldn't pay portions of their dues for undertakings they didn't support? And who, above all, were cautious about playing in any multilateral game in which they couldn't control the rules and the umpires?

Soviet reassessments of the state of the world, a process in which they have been engaged since Mr. Gorbachev took office in 1985, are based on a number of assumptions which lead naturally to an increased role for the UN. In his book, *Perestroika*, written in 1986, Gorbachev stressed the interdependent nature of the world in the 1980s, the futility of reliance on nuclear weapons for security, the recognition of a multipolar, as opposed to bipolar, balance of

power, the growing threats posed by environmental degradation.

In September 1987 he spelled out more details in a much-quoted article in *Pravda* and *Izvestia* entitled "Realities and Guarantees for a Secure World." Gorbachev listed the various components of a comprehensive security package which would involve the UN, and invited states to comment on it. These ideas evolved during 1987 and 1988, and recently he has emphasized the need for the development and primacy of international law. During a series of interviews conducted in Moscow in November 1988, Soviet officials and academics discussed their specific proposals for making the UN more effective. The list is extensive. Among the measures the Soviets have proposed are meetings of the Security Council, at the foreign minister level, for discussions of nuclear and naval disarmament, and at the head of government level, to examine all disarmament and development issues before the UN; expansion of the forty-nation Conference on Disarmament to one with universal membership, meeting year-round; a UN register of conventional arms sales and transfers; and UN mechanisms to monitor and verify arms control agreements and new technologies.

IN HIS SPEECH TO THE GENERAL Assembly in September, Mr. Shevardnadze supported and proposed measures which would give more power to the Secretary-General by increasing his access to information. Shevardnadze proposed a direct communications

link between UN headquarters, Security Council members, and the chairman of the non-aligned movement – such a link, he said, might help avert international crises and conflicts. Vladimir Petrovski, in an aide-memoire and in a speech to the Sixth Committee elaborated on these ideas: the Secretary-General, on his own initiative, should warn Security Council members of potential conflicts; UN military observers might engage in preventive diplomacy in a pro-active way; and the Security Council should have the power to authorize the sending of UN military observers to potential hot-spots. Such action would alter considerably the current practice of the UN sending peacekeepers or observers only when asked by both parties, and when a cease-fire is in effect.

During the summer of 1988 the Soviets proposed a UN Naval Force for patrol in the Gulf, a suggestion to which they returned in the fall. This thinking is in line with their support of war-risk-reduction centres within the UN secretariat which would deal with prevention of both nuclear and conventional wars. They have also made suggestions about UN peacekeeping forces, and have revived a proposal for permanent UN military observers and armed forces. They have also offered to participate in specific peacekeeping operations if the circumstances were appropriate, and if other states agreed. Such a move would be a departure from the current wisdom about peacekeeping which holds that superpowers should not be involved. Citing the expense involved in maintaining a peacekeeping force in Namibia

the Soviets have offered to contribute logistic or other support. However, they made it clear that if there were opposition to their participation, especially from the Americans, they would not press the issue.

OBSERVERS OF THE SOVIET UNION have noted that in domestic politics, the new leaders are moving towards the development of the rule of law, as opposed to rule by arbitrary decree enforced by the secret police. The process of restructuring and openness requires freedom of expression and dissent, and those freedoms require rules – the rules of civil society which govern our relationships with one another. Internationally, Soviet diplomats have stressed the same thing – they say that international law should serve as the cornerstone of their own and every other state's international relations. They have asked all states to recognize the mandatory jurisdiction of the International Court of Justice, and have offered to consider the possibility of the ICJ playing a greater role in the settlement of disputes which have political overtones – such as arms control.

The proposals on international law illustrate dramatically the changes in the Soviet approaches to the UN: Not many years ago they strongly resisted the measuring of any Soviet policy, whether foreign or domestic, by any international standards of behaviour which they associated with Western ideals and concepts. Indeed, as Edward Luck and Toby Gati of the of the US United Nations Association point out in an article in the *Washington Quarterly*, during 1988 Gorbachev called for the

harmonization of Soviet domestic law with international norms even in such traditionally sacrosanct areas as terrorism, humanitarian issues, and protection of the environment, seeing this trend as the harbinger of the new international order envisioned in his nuclear-free world of the twenty-first century.

The "new thinking" has not taken over completely, and it co-exists with some of the old

rhetorical support for perennial anti-Western resolutions. But an important element in the new policy is the recognition that the UN in the 1980s is not the confrontational arena it was in the 1970s and that Soviet support for anti-imperialist resolutions does not fill stomachs in the Third World. Indeed, leaders of many of the poorer countries have come to see cooperation with Northern governments as essential to both economic development and regional stability. And when they look for models of economic progress they do not wish to emulate, the traditional Soviet client states of Ethiopia, Vietnam and Cuba spring immediately to mind.

SOVIET SPOKESMEN, FROM Gorbachev on down, have made it clear that altruism is not a motive for their new proposals. Like every other nation state, the USSR is looking after its own interests. It is true that multilateralism through the UN is one way of containing US unilateralism, a motive which Canadian supporters of the UN will understand. It is also evident that the Soviets want to move towards a more open economic system in order to bring some vitality and growth to their declining economy; this will require cooperation with the UN and its members over trading rules and the myriad of commercial relationships which govern international economic life. But the overriding factor is that the Soviets now define their own interests

in terms of the interdependent nature of the planet, and thus wish to use the UN as an instrument of their foreign policy.

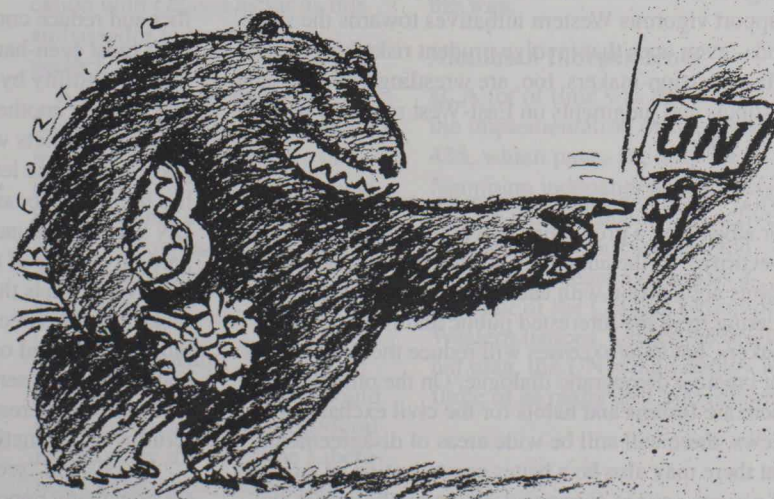
The Soviets are more willing to join in the international give and take, to risk losing face, to propose ideas that other states may not accept, and to go back to the drafting table and try again. Other governments have had some difficulty responding, partly because of suspicion about motives, partly because of the initial vagueness of some of the proposals such as the early versions of the comprehensive security resolution, and partly because they are simply not accustomed to positive and helpful behaviour by the Soviets at the UN.

But respond they should. The UN has not developed in the way its founders hoped for a variety of reasons, the most important of which is the failure of the permanent members of the Security Council to work together. For most of its forty-three year existence, the USSR did not cooperate in a serious way: as Mr. Shevardnadze said in his address to the General Assembly in September, 1988, "Let us say frankly that many of us, including particularly the permanent members of the Security Council, are to blame for the fact that at some point, certain fundamental values of our organization [the UN], embodied in its Charter, were diminished." It is ruefully ironic, that at a time when the Soviets begin to play a constructive role, the Americans are lukewarm, at best. However, mul-

tilateralism in the US reached its nadir earlier in the decade and, particularly with a new administration, opportunities for positive responses exist. President Bush was, after all, the American ambassador to the UN between 1970 and 1973, and is therefore aware of the potential as well as the limitations of the organization. The new US secretary of state, James Baker, was, as secretary of the treasury in the previous administration, involved in the multi-lateral economic system which operates under the aegis of the UN.

CANADA'S MEMBERSHIP ON THE Security Council for the next two years provides this country with a unique opportunity to contribute to the reassertion of the importance of the UN in international life: we have not been on the Council since the two-year term which ended in 1978, and this time around we are the only non-permanent member which is also a member of NATO. Successive Canadian ministers of external affairs have spoken earnestly about Canada's interest in and support of the UN. While we continue to pay our dues promptly and in full, it is necessary also for us to play a constructive part in the debates about strengthening the organization. We fought hard for a seat on the Council: now we should work just as hard at making it an important instrument of our foreign policy. Canadians have a reputation for taking an active role at the UN, and it has always been thought that a strong United Nations was in the Canadian interest. With the Soviets proposing a host of ideas, we should respond in a serious and constructive way to them, and urge our alliance partners to do likewise.

Many of the Soviet proposals have serious flaws and need debate and consideration. But what is interesting about the process is that the Soviets are taking initiatives to make the UN a more effective body. Joining a game whose outcome is in doubt is a departure for the Soviets, it may also be the mark of a country which is beginning to feel secure in its relationships with others. □



Bob Fenner

# Is PEACE STILL AT WAR WITH SECURITY?

BY BERNARD WOOD



Bernard Wood is the  
Chief Executive Officer of CIIPS

■ WAS IN AUSTRALIA LAST AUGUST WHEN MY APPOINTMENT to head CIIPS was announced by Mr. Clark. It was striking to see the quizzical reaction of a diverse sample of Australians to the Institute's double-barrelled (forgive me) mandate. After nearly five years this odd coupling has become familiar to interested Canadians, but its comfort level is still low and, for many, its plausibility still in doubt. Perceptions, of course, are realities and if enough people insist on identifying themselves as part of a "peace" community or a "security" community and insist on seeing the other as a hostile camp, then they will be at odds.

For most people – voters, citizens and taxpayers – the roots of the dispute rapidly become arcane. Ordinary people ask themselves why, if a Reagan and a Gorbachev can start finding some common ground, the two domestic constituencies concerned with the same problem are still at each other's throats.

Practically no one denies any longer the reality or the historic significance of the new moderated rhetoric, a concrete if modest disarmament agreement on Intermediate-range Nuclear Forces, and serious prospects of reductions of strategic and conventional forces. Optimism is bolstered by the recognition of the economic constraints on both East and West. But there is still a long way to go, with differing interpretations of how much real progress has been achieved and how much trust can yet be afforded.

It is precisely in these diagnoses and prescriptions that basic disagreements arise. There are people whose roles and professional responsibilities require them to approach international security issues with a predominant concern to protect against worst-case possibilities, to ensure first, and foremost that any attack against the physical security of the state and its people is deterred or repelled. Others come at the problem from the opposite end: they look in every circumstance for the best-case possibilities of defusing hostility and diminishing confrontation.

As survey after survey of public opinion testifies, most Canadians share both sets of instincts about the current state of East-West confrontation. They are still persuaded of the need for strong defences and a posture of negotiating from strength, but they are impressed, too, by the tone and content in the Gorbachev campaign to de-escalate the Cold War, and they are ready to support vigorous Western initiatives towards the same end – even ones that involve prudent risktaking. Canada's decision-makers, too, are wrestling with the same instincts and judgments on East-West relations in their own work.

WHAT ARE REASONABLE OBJECTIVES AND EXPECTATIONS for advancing a productive discussion of "peace" and "security"? If the adherents of the two main rallying points are battling with each other, both sides will get a hearing from the interested public and from decision-makers, but their excesses will reduce the possibilities for creative democratic dialogue. On the other hand, if there are forums and habits for the civil exchange of views, there will still be wide areas of disagreement, but there may also be a better crystallization of a range of serious options for consideration by the public and policy-makers. In the process, the best analysts and ad-

vocates of both communities are likely to have more impact on the ultimate policy result than they would operating from splendid isolation.

A climate of improved East-West relations and serious prospects for arms control should increase the possibilities for such a constructive dialogue – although the present changing situation also throws up destabilizing new challenges. The forums are also better developed than ever; CIIPS is one and there are others. Thoughtful people in both communities have learned about the other's thought-patterns and language, and engaged in both technical and policy discussions. In addition, both sides of the debate now see it as useful and necessary to talk about new approaches to security – "common" or "mutual" security, and wider concepts of security. These approaches may help carry us toward a broader base of shared objectives.

MUCH CREATIVE WORK REMAINS TO BE DONE TO CONFRONT the wider set of challenges to security as the end of the 20th century approaches. The deep-rooted Canadian traditions of multilateral cooperation and functional participation are pathbreaking examples of the kind of order-building and maintenance which the age of global interdependence demands. So are Canada's leading efforts to combat Third World poverty and promote the respect of human rights around the world.

Canada has direct stakes in three of the world's dynamic ocean regions and many links and responsibilities elsewhere. Our territorial and maritime surveillance and defence will remain a huge challenge, our collective defence responsibilities taxing, and a plethora of new peacekeeping, conflict resolution and institution-building demands will call on all our diplomatic and military capabilities. Without diluting the concept of security, or underrating the role of military force which will be near its core for a long time to come, the new imperative is to create less competitive security relationships and to defuse underlying causes of international hostility.

In many of these other challenges to peace and security one quickly finds that the depth of polarization and mutual mistrust among interested Canadians is at least as great as it is on East-West relations. In regional conflicts such as the Middle East, Central America or Cyprus, Canadians seeking ways to help resolve conflict and reduce confrontation discover that some of their most even-handed efforts are greeted with suspicion or hostility by those with special sympathies to one party or another.

Some conflicts will be more amenable to Canadian assistance, some less, but there are few where Canada has no interest or stake, especially when serving on the UN Security Council. In general, Canada's claim to impartiality is one of the strongest in the world. In war, however, truth is the first casualty and anyone who seeks to get between combatants can expect some blows – deserved or not. These are sobering reminders that conflict is a serious business; the motivations of all who take an interest in a conflict will come under scrutiny and sometimes under fire.

"Peace" and "security" need not be at war and there are now many opportunities for advancing both goals on converging paths. We should never expect, however, that there will not be "conflict" about conflict. □

## REPORT FROM THE SECURITY COUNCIL



*Editor's Note: With the start of Canada's two-year term on the United Nations Security Council, Peace&Security begins a new regular column dealing with UN Security Council affairs. The author of Report From the Security Council, Trevor Rowe, is based in New York and has been a regular contributor to CBC Radio on UN matters for the last seven years. Mr. Rowe has also written for The Toronto Star, La Presse, The Independent (London), the Boston Globe, and Southam News, and is a frequent contributor to the Christian Science Monitor radio service.*

### Downing of Libyan Fighters

■ After waging an all-out campaign to secure a seat on the United Nations Security Council, Canada got off to an urgent start when the world organization's supreme body met in early January to deal with the tensions sparked by the US downing of two Libyan jets. "It's started with a bang, literally," noted Yves Fortier, Canada's newly appointed ambassador, as he left the Council chamber after a round of consultations with the fourteen other members.

The Council had to weigh two versions of events and to decide whether or not the US action was justified. Libya contended that its planes were unarmed and, while on a reconnaissance mission, the victims of an unprovoked attack. The US insisted the Libyan jets had acted with hostile intent, repeatedly tailing the US fighter planes even as they took evasive

action. The Libyans maintained throughout that the US evidence about the incident had been faked.

Canada's initial reaction was one of caution. From 4 January when the council began informal consultations, to the next evening, Mr. Fortier told reporters Canada intended to weigh all the evidence before reaching a decision. He added that Canada wanted to hear all the speakers in the debate. When pressed on the issue of whether the US attack was justified, Fortier told reporters, "let us hear all the speakers ... we're in mid-stream. It's not over till it's over and the fat lady hasn't sung as far as I'm concerned." But the next day, before all the speakers had addressed the council, Secretary of State for External Affairs Joe Clark declared in Paris that Canada accepted the US version of events.

The incident, although minor, raised the possibility that perhaps the Ambassador was not being kept as well informed as he could have been. Former Ambassador Stephen Lewis complained on his departure of friction with the upper echelons of External Affairs because he was an outsider. Mr. Fortier, a successful Montreal lawyer, is also a political appointee. But afterwards, he insisted repeatedly there were no problems with his department. "Communication with Ottawa as far as this ambassador is concerned is perfect," he said in an interview.

A resolution deploring the downing of the two Libyan planes was ultimately defeated by the triple veto of the US, Britain and France. Canada was the only other country to oppose the resolution while Brazil and Finland abstained.

### PLO Recognition

■ Before the Libyan issue could be voted on, a strictly procedural initiative by the Palestine Liberation Organization intruded on the

deliberations. Under the rules, the PLO, which has observer status, was unable to address the Security Council unless sponsored by a member state. But during the debate on Libya, the PLO demanded the state-like privilege of being able to speak in the Council without having to seek a sponsor.

It also wanted to be recognized as the Permanent Representative of the Bureau of Palestine rather than the Observer of the Palestine Liberation Organization. The changes had already been accorded in the General Assembly, but the US was opposed to a similar move by the Security Council. However, because the issue was deemed a procedural one, the US was unable to use its veto and could only vote against. Canada, the United Kingdom and France abstained. The rest of the Council voted in favour.

In an explanation of vote, Ambassador Fortier said Canada was not opposed to the Bureau of Palestine addressing the UN but was of the view that past procedure should be followed. He reiterated that Canada did not recognize the Palestinian State declared in Algiers. However, the ambiguity of the abstention seemed to indicate that while Canada did not favour a procedural change that enhanced the PLO status, it would not stand in the way.

### Namibian Independence

■ A lot of time was devoted to the implementation of Resolution 435, which paves the way for Namibian independence, a question on which Canada was active during its previous stint on the Council ten years ago and as a member of the Contact Group of Western nations. Under the original plan, the UN would deploy a force of as many as 7,500 military

personnel. Known as the United Nations Transition Assistance Group (UNTAG), its purpose is to ensure the peace and create the conditions for free elections. However, the five permanent members of the council – the US, USSR, UK, France and China – all favour a reduced force. The Secretary General has suggested 4,650 military personnel, of which Canada would provide several hundred.

The reduction was vigorously opposed by the African front-line states and the South West Africa Peoples Organization (SWAPO). Canada's position was that the force be as effective as possible and while it would like to see a reduced force, with the resulting reduced costs, it would support whatever levels were deemed necessary to ensure a smooth transition to independence.

### Other Issues

■ Among other issues before the Council was the renewal of the mandate for the United Nations Interim Forces in Lebanon (UNIFIL), and in Iran and Iraq (UNIMOG). The Council also held consultations on a draft statement critical of Israeli behaviour in the Occupied Territories as well as to decide on a date for elections to fill a vacancy on the International Court of Justice.

Rarely has the council been as active on the question of peace-keeping. Diplomatic initiatives in the Western Sahara and Kampuchea could also see the use of UN troops and these issues could well come before the Council as early as this year. □

– TREVOR ROWE

## ARMS CONTROL DIGEST



### Paris Conference on Chemical Weapons

■ An international conference on the prohibition of chemical weapons (CW), attended by delegates from 149 countries including eighty foreign ministers, met in Paris from 7 to 11 January. The purpose of the conference, proposed by President Reagan last September, was to reaffirm support for the 1925 Geneva Protocol banning the use of CW, and to add impetus to the effort at the Conference on Disarmament (CD) in Geneva to negotiate a global ban on the production and stockpiling of such weapons.

The conference met amidst high tension over US charges that Libya had built a huge chemical weapons plant at Rabta, southwest of Tripoli. The meeting itself was a rocky one. Iran and Iraq accused each other of violating the Geneva Protocol; many delegates boycotted speeches by the Israeli and South African foreign ministers; various Arab states, citing Israel's reported possession of nuclear weapons, insisted on linking progress in CW control to nuclear disarmament; and India and other Third World states argued against controls on the export of materials used in CW, on the grounds that they would hinder the development of peaceful chemical industries and discriminate in favour of states already possessing CW.

Of perhaps greatest interest, Soviet Foreign Minister Shevardnadze acknowledged on 8 January that his country had been "late" in stopping its production of CW and "taking other repressive measures against them." However, he declared that the USSR would soon complete an installation for the destruction of CW and immediately begin destroying its old stocks without waiting for a

new CW convention. American and other Western officials and observers welcomed the announcement, but noted that the installation in question was a small one which would take a great many years to make a dent in the enormous Soviet CW stockpile. They also pointed out that the US had been destroying its obsolete stocks for some years, although it began in December 1987 to produce an entirely new generation of such weapons.

In his speech, Shevardnadze also pledged his country's support for investigations by the UN Secretary-General of the alleged use of CW, "no matter where," with "no one ... hav[ing] the right to refuse the holding of such investigations on his territory."

In a speech the same day, Canada's Joe Clark stated that Canada had "already advised other nations of the destruction" of its own CW stockpiles dating from the Second World War; that it did not intend ever to initiate the use of CW, even against non-Parties to the Geneva Protocol; and would not "develop, produce, acquire or stockpile such weapons, unless these weapons are used against the military forces or the civil population of Canada or its allies." As for biological and toxin weapons, Canada had never possessed them and "does not intend to develop, produce, acquire, stockpile or use such weapons at any time in the future."

A number of other positive developments took place during the conference. Ten countries – including North and South Korea, Laos, and Bangladesh – announced that they would sign the Geneva Protocol. Iraq repeated a pledge to abide by the Protocol in the future (while admitting to having used CW in its war with Iran, Iraq maintains that Iran had used them first). It also promised that it would not make its new-found CW expertise available to other states. For its part, Iran said that it

would sign a global CW ban regardless of whether Iraq did so or not.

In the end, the conference adopted by consensus a six-point "Final Declaration" pledging not to use CW and to condemn its use by others; calling for additional states to join the Geneva Protocol; stressing the need to conclude a global ban on production and stockpiling "at the earliest date"; and supporting a UN role in ensuring compliance with CW controls, including investigations by the Secretary-General of alleged violations of the 1925 Protocol.

After the conference had ended, chief US delegate, Ambassador William Burns, declared that it had "forged a powerful global consensus" and "given significant political impetus" to the CD negotiations. He conceded that Washington would have preferred an explicit endorsement of new export controls and the use of sanctions against CW users. Joe Clark described the final declaration as "a major step on the road to banning these weapons," noting that "the international community, as never before, [had] resoundingly endorsed the objective of a total chemical weapons ban." Nevertheless, many outside observers were skeptical of the claims, criticizing the conference for having failed to condemn recent CW users by name (particularly Iraq). Some also feared that the meeting may have been counterproductive, by demonstrating the political value of having or threatening to acquire CW (as reflected in Third World demands for a linkage between chemical and nuclear disarmament).

### Conventional Arms Control in Europe

■ In a speech to the UN on 7 December, Soviet President Gorbachev announced that the USSR would take a number of unilateral steps, including:

■ reducing its total armed forces by 500,000 men, including "sub-

stantial cuts ... in conventional armaments," over the next two years;

■ withdrawing 50,000 men and 5,000 tanks, including six tank divisions and "landing-assault" and "landing-crossing" units, from East Germany, Czechoslovakia, and Hungary, also by 1991. Remaining Soviet divisions in these countries would be "restructured" and "become strictly defensive";

■ reducing additional troops and armaments in the European part of the USSR, making total reductions within Europe of 10,000 tanks, 8,500 artillery systems, and 800 combat aircraft;

■ making "considerable reductions" in forces stationed in Soviet Asia; and

■ withdrawing a "large number" of Soviet troops from Mongolia.

By Western estimates, the reductions would amount to about ten percent of total Soviet military manpower; more than a quarter of its tanks in Europe, including about half of those in Eastern Europe; a quarter of its European-based artillery; and ten to thirteen percent of its European-based combat aircraft.

US Secretary of State Shultz welcomed the announced reductions as a "significant step in the right direction." However, he cautioned that even after they were completed in 1991, there still would be a "major asymmetry in important categories of force structure for the Soviet Union." Other Western officials noted the possibility that the cuts could come primarily in support troops (the Soviet armed forces include about 1.5 million men engaged in railroad work, construction, civil defence, and so on), and in older tanks and artillery pieces. This was denied by Maj. Gen. Yuri Lebedev of the Soviet General Staff during a press conference in Moscow on 22 December. He said that the tank divisions would be removed with all of their modern



equipment; the weapons dismantled, with their engines salvaged for civilian use; and foreign observers invited to watch the demobilization and destruction.

The day after Gorbachev's UN speech, the NATO foreign ministers meeting in Brussels revealed elements of a new Western proposal for reducing conventional forces in Europe. Focussing on weapons rather than manpower, these included:

- overall cuts of about fifty percent in various categories of armaments. For example, tanks would be limited to "about 40,000" in Europe as a whole. If equal levels on each side were envisaged, as suggested by various top officials, this would require cuts of at least 37,000 for the Warsaw Pact, as compared to just 2,000 for NATO. Similarly disproportionate reductions would be required in the case of artillery and armoured troop carriers, in order to achieve equality at a level slightly below what the West maintains now; and
- national sub-limits amounting to perhaps thirty percent of the total holdings in any category – for example, no more than 12,000 tanks. This would require the USSR to eliminate 15,000 tanks more than announced by Gorbachev in New York.

During December and January, Soviet allies Hungary, Poland, East Germany, Czechoslovakia, and Bulgaria all announced unilateral reductions of between ten and seventeen percent in their defence budgets, as well as cuts in manpower, tanks, and combat aircraft. East German leader Erich Honecker revealed that four of the six Soviet tank divisions to be withdrawn, as well as an air-assault brigade, would come from the front line in East Germany. Most Western military experts agreed that such withdrawals would be "militarily significant" and would greatly reduce the threat of surprise attack.

Finally, after more than two years, the Vienna review conference of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) ended on 17 January, with the signing of a Concluding Document establishing two new sets of arms control negotiations begin-

ning in Vienna in March. The first of these, the "Negotiation on Conventional Armed Forces in Europe," will involve the twenty-three members of NATO and the Warsaw Pact. Replacing the fruit-

verification, arms transfers, the nuclear freeze, outer space, and the furnishing of objective information on military matters (the latter merging a UK draft with one sponsored by the Warsaw Pact

Moscow, the USSR and West Germany signed a Treaty on the Prevention of Incidents on the High Seas. The agreement, similar to earlier ones the USSR has with the US and UK, provides for regulations governing manoeuvres by warships, the exchange of information on incidents, and regular consultations between the two navies.

- As of 19 December, under the INF Treaty, the USSR had destroyed 84 SS-20, 248 SS-12, and 28 SS-4 intermediate-range ballistic missiles (IRBMs), and 80 SS-CX-4 ground-launched cruise missiles (GLCMs). The US had destroyed 70 Pershing IA and 18 Pershing II IRBMs, and 84 GLCMs. Belgium became the first NATO country to be cleared of INF missiles with the withdrawal of 16 GLCMs on 13 December.

- On 25 January, Canadian Defence Minister Perrin Beatty announced that Canada had invited Soviet officials to visit the chemical weapons research establishment at Suffield, Alberta, and to observe the destruction of old CW stocks. He disclosed that all but a small amount of the current Canadian stockpile of sixteen tons would be destroyed over a period of three years, following environmental impact hearings. A spokesman for the Soviet Embassy in Ottawa indicated the Canadian invitation would be accepted and thought it "quite likely we will invite Canadian officials to inspect our facilities."

- In late December it was disclosed that the US would invite Israel and Egypt to separate talks in Washington on limiting the development and use of ballistic missiles in the Middle East. Proposed measures include advance notice of missile test launchings to reduce fears of surprise attack.

- During the visit of Chinese Foreign Minister Qian Qichen to Moscow in early December, Soviet Foreign Minister Shevardnadze announced that the two countries had agreed to form a "military and diplomatic experts group" to discuss methods of force reduction along their common border. □

– RON PURVER

### Early Warning

9 March: opening of Negotiations on Confidence- and Security-Building Measures and on Conventional Armed Forces in Europe, Vienna

April-May: NATO Nuclear Planning Group meeting, Brussels

1-5 May: first Preparatory Committee meeting for the 1990 Non-Proliferation Treaty Review Conference, New York

less fifteen-year-old MBFR talks, they will cover the whole of Europe, from the Atlantic to the Urals. A second forum, the "Negotiations on Confidence- and Security-Building Measures," is the successor to the Stockholm Conference successfully concluded in 1986, and will involve all thirty-five CSCE participants.

### Canada and Arms Control at the UN General Assembly

- The 43rd General Assembly of the UN on 7 December considered seventy-two draft resolutions on disarmament and security issues recommended by its First Committee. Of forty-four resolutions put to a vote, Canada voted in favour of twenty-four, against five, and abstained on fifteen. Its position differed from that of the US on no fewer than thirty of the forty-four (sixty-eight percent). Canada introduced one resolution (43/75K), calling on the CD to consider the issue of prohibiting the production of fissionable material for weapons purposes. It passed by a vote of 144 to 1 (France), with seven abstentions. Canada co-sponsored sixteen other resolutions. Its five negative votes were cast against resolutions on the security of non-nuclear states (43/68); the nuclear freeze (43/76B); prohibiting the use of nuclear weapons (43/76E); the no-first-use of nuclear weapons (43/78B); and cessation of the nuclear arms race (43/78E).

Canadian Disarmament Ambassador Douglas Roche, who chaired the First Committee, identified its most significant achievements as being: the merging of competing draft resolutions on

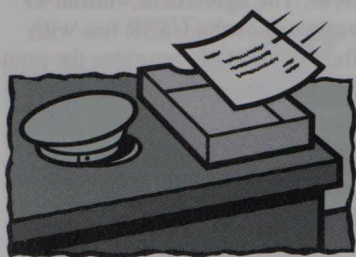
states); three consensus resolutions on CW; a resolution on arms transfers, which Roche described as a "breakthrough"; and resolutions on the dumping of industrial and nuclear wastes in Africa. The two most difficult areas, according to Roche, were outer space and the comprehensive test ban (CTB). Canada abstained on resolutions 43/63A calling for the CD to begin negotiations on a CTB Treaty, and 43/63B welcoming the proposed conversion of the Partial Test Ban Treaty (PTBT) into a comprehensive ban. France, the UK, and US voted against both resolutions, with only the USSR, among the nuclear weapon states, voting in favour. Resolution 43/64, calling on the CD to "intensify" work on the subject and for wider adherence to the PTBT, was co-sponsored by Canada and passed by 146-2-6, with the US and France opposed. Canada also voted for Resolution 43/70, on the prevention of an arms race in outer space, which passed by 154 to 1 (the United States), with no abstentions.

### Brief Notes

- On 31 December, India and Pakistan signed an agreement not to attack each other's nuclear installations, including nuclear power and research facilities and uranium enrichment plants. As part of the agreement, the two countries will notify each other annually of the exact location of such facilities.

- On 25 October, during German Chancellor Kohl's visit to

## DEFENCE NOTES



### Allied Burden Sharing

■ In December 1988 NATO's Defence Planning Committee unanimously approved a report on shared roles, risks and responsibilities in the alliance. Unlike the annual report to Congress submitted by the US secretary of defense, the NATO report took a broader approach to burden sharing, emphasizing contributions to "wider security responsibilities, interests and concerns" as well as contributions to the common defence of the NATO members.

In the context of wider security concerns, the report made reference to support for UN peacekeeping and foreign aid, as well as to "out-of-area" activities such as sending naval forces to the Persian Gulf. In peacekeeping, the contributions of Canada, Denmark, Norway and Italy were particularly noted. "Adequate funding" of UN activities was also recognized as "a further dimension of the overall effort in support of peace." When foreign aid is considered as a percentage of GNP, within the alliance Canada ranks behind Norway, the Netherlands, Denmark and Belgium.

In assessing contributions to the common defence of the NATO members, the report also departed from previous approaches by seeking to keep a balance between the traditional NATO emphasis on defence budgets and manpower, and other factors which help determine the defence burden. These include the social and economic costs borne by West Germany as a consequence of the large numbers of troops deployed there, and the damage caused by armoured exercises and low-level flying; the economic and political costs of conscription; and the problems associated with family separation

for those countries which base forces outside their national territory.

Of particular interest to Canada, the report recognized that Norway, Canada and the United States contribute to the collective effort through the surveillance and defence of their northern approaches. It was recognized that Canada is a significant contributor to the common and joint-funded activities of NATO (such as the NATO E-3A early warning aircraft and headquarters costs) from which it can expect to derive little or no direct economic benefit. The contribution of Canada, Turkey and Spain through the provision of training facilities was also noted.

### Canada's Report Card

■ On the basic indicators of money and people Canada's contribution to NATO continues to draw fire from its allies. Canada has less than one percent of its work-force employed in military activities, trailed only by Luxembourg among NATO military establishments.

Using the preferred NATO indicator of defence expenditures as a percentage of Gross Domestic Product (GDP) – defence expenditures per capita provides a more favorable indicator for Canada – Canada also trails all NATO countries except Luxembourg. In 1988, for example, the report indicates that Canada's defence expenditures were 2.08 percent of GDP, compared with 2.87 percent for Belgium, 2.98 percent for West Germany, 4.48 percent for Britain, and 6.07 percent for the United States. The 1987 NATO Ministerial Guidance policy requires members under the median spending level of around three percent to improve their performance. Canada, Denmark, Italy, Luxembourg and Spain are below

2.5 percent, and are singled out in the report.

The Canadian position is improved by reference to two other indicators: over the past ten years, Canada is one of a small NATO group which has approximated the NATO guideline to pursue real defence expenditure increases of about three percent per annum; and over the past five years Canada has spent an average of more than twenty percent of the defence budget on capital equipment. Only Britain and the United States have achieved significantly higher levels over the same period.

### Shift in Spending Priorities

■ Overshadowing the perennial issue of Canada's military contri-

bution, however, is a broader trend in military expenditures: as a percentage of GDP, the leading NATO countries, including the US, have started to spend less on defence. Britain and Germany peaked in 1984, and have dropped steadily since then. The US, under the impact of the Reagan military build-up, peaked in 1986, and has dropped since. Curiously, Canada's defence expenditures as a percentage of GDP peaked in the 1984 – the last year of the Trudeau government – and declined slowly through the first Mulroney government. Although it is likely that defence expenditures will continue to increase in real dollars while economies expand, it is evident that large

### CONVENTIONAL FORCES IN EUROPE: FACTS AND MORE FACTS

■ In November 1988 Secretary of State for External Affairs Joe Clark and then Minister of National Defence Perrin Beatty, released "a collective statistical assessment" by the member countries of NATO on the European force balance. Entitled "Conventional Forces in Europe: The Facts," the document was presented as a contribution to the initiation of new East-West talks on conventional forces in Europe. The force statistics are based on the area to be covered in the new talks – from the Atlantic to the Urals – and include Spanish and French forces not previously included in NATO force figures.

The figures released show overwhelming Warsaw Treaty Organization (WTO) superiority in key military forces, including main battle tanks, artillery, combat aircraft and military personnel. In main battle tanks, the WTO advantage was estimated to be over three-to-one (51,500 to 16,424); in artillery the advantage was also put at three-to-one (43,400 to 14,458); and in combat aircraft the WTO advantage was judged to be more than two-to-one (8,250 to 3,977). Where overall military personnel was concerned, the study estimated WTO strength at 3.1 million compared with 2.2 million for NATO.

In the accompanying comment on these figures, Clark and Beatty declared that the force imbalance "gives the East a capability for surprise attack and large-scale offensive action." Pointing to the urgent need for new negotiations on conventional forces, the study was described as a "contribution to military transparency" and an invitation to the WTO "similarly to provide figures for their forces."

The WTO countries apparently took up their invitation. On 30 January 1989 *Pravda* published, under the authority of the WTO defence ministers, a very different version of the force balance. Describing the NATO figures as "tendentious data based on a selective approach," the *Pravda* data showed the WTO a two-to-one advantage in tanks, a slight advantage in artillery, and rough parity in combat aircraft. Overall, *Pravda* gave NATO a slight advantage in the total number of military

deficits and competing claims for resources are problems common to all countries. In these circumstances, it seems likely that there will be a continuing trend in the NATO countries to allocate a proportionately smaller amount of their national wealth to military activities.

### US Nuclear Weapon Reactors

■ In the United States the plutonium and tritium used in the manufacture of nuclear warheads is produced at a large nuclear reactor complex at Savannah River in South Carolina. In the past a secondary supply was available from the Hanford reactor in Washington state. However, the Hanford "N" reactor, which is similar in design to the Chernobyl reactors, has been shut down for some time for safety reasons. In August the Savannah reactor complex was also closed for safety reasons, thus temporarily depriving the US of a

continuing supply of weapons fuel. The loss of supply is particularly important in the case of tritium, which must be periodically replaced in nuclear warheads. Reports in December suggested that the Savannah complex might remain closed until late 1989.

In October a leaked memorandum prepared for DuPont, the new operators of the Savannah complex, identified the thirty most significant accidents there for the period 1957-1988. The most serious was an incident in 1960 in which technicians accidentally allowed the reactor to increase power ten times faster than was considered safe, thus risking a runaway reaction. A similar incident in August 1988 led to the plant closing. Also in October, US Department of Energy officials testified that they had been aware for decades of significant radioactive emissions at other plants owned by the Department of

Energy in Ohio and Colorado, and used for weapon construction. The cost of the clean-up of these emissions is now estimated to be US \$1.7 billion.

For the long term, US Energy Secretary John S. Herrington has proposed building two new tritium producing reactors – one at the Savannah site, and another in Idaho – at a cost of US \$6.8 billion. In the short term, uncertainty continues as to the military consequences of the short supply of tritium. Proposals have ranged from decreasing the amount of tritium in nuclear warheads, thus shortening the time before they need to be replenished, to "cannibalizing" low priority warheads in the stockpile in order to maintain the most important ones.

The US debate is of some importance in Canada, since the absence of tritium for military purposes affects the market price – now reported to be approaching US \$30,000 per gram. Ontario Hydro has a large supply of tritium, and has requested a ruling from the Ontario government concerning international sales. Purchases from Canada, however, seem unlikely to appeal to US authorities. When asked about such a possibility, Assistant Energy Secretary Troy E. Wade is reported to have commented: "If I was Chairman of the Joint Chiefs, I do not think that I would feel terribly comfortable relying on Canada for an assured supply." (*New York Times*, 9 October 1988)

### Brief Notes

■ In his first overture to Congress on the military budget, in early February President Bush proposed to tie the Pentagon's 1990 budget to the rate of inflation, allowing a one percent increase in the following two fiscal years. If accepted, the severity of the budget restraint might force cancellation of major new weapons systems such as the B-2 "stealth" bomber or the Sea-wolf attack submarine, rather than merely imposing cutbacks on all programmes.

■ In mid-December 1988 the Soviet Minister of Defence announced a successor to Marshal Sergei Akhromeyev. In a surprise move, Colonel General Mikhail A. Moiseyev was named the new Chief of Staff. Previously commander of the Far Eastern Military District, the forty-nine year-old Moiseyev is largely unknown to Western observers. He will face the task of implementing the force withdrawals in Eastern Europe announced earlier by Gorbachev. The appointment of Moiseyev, the lowest ranking Chief of Staff since the beginning of World War II, is thought to signal the search for fresh approaches in the Soviet military leadership. Marshal Akhromeyev, who has played a prominent role in the Soviet arms negotiating team, will continue to serve as a special advisor to Gorbachev on the Soviet Defence Council.

■ In November President Bush announced the appointment of Brent Scowcroft as National Security Advisor. Mr. Scowcroft is on record as favouring a number of policies conflicting with the approach of the Reagan administration. He continues to support the development of the single-warhead Midgetman mobile missile, advocated in 1982 by a Presidential commission headed by Scowcroft, but afterwards spurned by the President and the Joint Chiefs. He has also suggested a ban on all sea-launched cruise missiles with nuclear warheads, believing that they would allow a serious Soviet threat to develop off the US coast. And he is skeptical of the near-term prospects for a comprehensive space-based missile defence, believing that Washington should restrict itself to SDI research. Unlike the position of secretary of defense, the appointment of the national security advisor does not require the approval of the US Senate. □

— DAVID COX

personnel, and concluded that the figures indicated "a rough parity which does not give either side the possibility to count on a decisive military advantage."

The considerable discrepancies in the figures are explained in large part by different counting rules. In tanks, for example, NATO excludes a large number – over 14,000 according to the WTO figures – because they do not qualify as "main battle tanks." In artillery, NATO counts only gun barrels more than 100 millimetres in diameter, thus excluding, according to the WTO, more than 42,000 artillery pieces. The WTO also claims that naval aircraft based on carriers and naval personnel should be included – a position which NATO has consistently rejected. Neither side sought to quantify two factors which are generally conceded to be critical to the force balance – the quality of equipment, and the morale and training of soldiers.

Preliminary response by NATO spokesmen to the WTO figures stressed the WTO departure from military secrecy rather than the debate about counting rules. However, ten days after the release of the NATO document, the NATO fear that the WTO has a capability for surprise attack was challenged from a more unexpected quarter. Early in December the US House Armed Services Committee released a report entitled *The Soviet Readiness for War*. After examining the "in-place forces" (forces ready to fight without mobilization) of NATO and the WTO, the Committee concluded that "the Warsaw Pact advantage in in-place forces does not appear large enough to give a Soviet political or military leader confidence in the capability of Warsaw Pact forces to conduct a surprise attack against NATO." The Committee concluded that the greatest danger to NATO lay in a fully mobilized attack, which would require up to three months of preparations by WTO forces. In turn, this emphasizes the need for Western governments to inform their publics of mobilization efforts, since an adequate response would require full public support. The Committee also underlined the importance of arms control measures designed to slow the momentum of mobilization.

## TESTING THE ADVANCED CRUISE MISSILE

*"Defence Notes" background on the decision of the government to permit testing on Canadian territory of the newest American air-launched cruise missile.*

### How does the new Advanced Cruise Missile (ACM) compare to the older air-launched cruise missile (ALCM)?

■ The ALCM was first deployed on B-52 bombers in 1981. Built by Boeing, it flies at subsonic speeds, and has a range of about 2,500 kilometres. Its effectiveness derives from its ability to fly at very low altitudes while providing a very small target to defending radars. The US Air Force planned to build about 4,000 ALCMs, but in 1983 curtailed production at around 1,500 after deciding to shift resources to the ACM then under production.

In 1983, General Dynamics was awarded the contract for the ACM which will be deployed, in the first instance, on B-52 and B-1B bombers. In contrast to the ALCM, the new missile is designed to incorporate critical new technologies, especially:

■ a "regenerative" engine designed for greater fuel efficiency, thereby increasing the range of the missile and possibly decreasing the size;

■ advanced composite materials, such as those used on parts of the space shuttle, designed to resist high temperatures and further reduce the ability of radars to detect and track the missile;

■ new guidance systems which will increase the accuracy of the missile while detecting and evading defences.

In sum, the ACM is designed to fly higher than the ALCM, to allow the bomber from which it is launched to stand-off further from air defence interceptors, to penetrate deeper into the Soviet Union, and to hit targets with greater accuracy. The Canadian government has stated that the ACM will use the same nuclear warhead as the ALCM. Cruise missiles tested in Canada are not armed.

### What is the Canada-US Testing and Evaluation Programme?

■ On 10 February 1983 the Canadian and US governments ex-

changed notes confirming the Canada-US Testing and Evaluation Programme (CANUSTEP) agreement – frequently referred to as the "umbrella agreement." The thrust of the Agreement was to provide a framework within which specific weapons systems might be tested in Canada. An accompanying statement noted: "Systems to be tested under the agreement could include artillery equipment, helicopters, surveillance and identification systems, advanced non-nuclear munitions, and the guidance system for unarmed cruise missiles." Article 8 of the Agreement states that: "In no case shall nuclear, biological or chemical warfare materials be brought into Canada under this agreement. Cruise missiles shall be unarmed."

Although public attention has focussed almost entirely on the testing of cruise missiles, other systems have been tested under the umbrella agreement. According to DND, in 1988 these included night attack equipment for the USAF at CFB Cold Lake, sonobuoys off the Canadian West Coast, and vertical take-off-and-landing aircraft. The complete list of all tests under the agreement is not currently available, because the list is formulated by the Pentagon and subject to US security regulations. Article 17 of CANUSTEP requires "consultation and coordination" between the two parties prior to the release of information to the public.

The CANUSTEP Agreement allows the US to take the initiative in proposing weapons systems to be tested. The Agreement states that the proposals are for consideration by the Minister of National Defence or his representative, but it is evident that Canadian practice has been for the requests to be considered and approved by Cabinet. Canada may refuse any request, and both sides have the right to cancel, postpone or suspend tests. Agreement between DND and the Pentagon on the de-

tails of any specific proposal to test – a "project arrangement" – is required before actual tests can be carried out.

The Agreement states (article 14) that the Department of National Defence may review the data "expected to be acquired" from the tests and "may request" that data actually acquired be provided by the United States. Article 16 notes that tests involving US classified information will be carried out under US security control. It is apparent, therefore, that the Agreement does not obligate the US to provide such information. (This last provision may be of particular significance in testing the Advanced Cruise Missile – a "black," or completely secret, programme in the Pentagon budget.)

### Why does the US want to test cruise missiles in Canada?

■ Shortly after the umbrella agreement was signed in 1983, a project agreement to test the air-launched cruise missile was negotiated. The purpose of the test programme was to allow testing of the ALCM over Canadian terrain similar to that which the missile would encounter in the Soviet Union. Specifically, by launching the ALCM near the Mackenzie Delta it was possible to create a route of realistic length. The smooth terrain and ice conditions provide valuable tests for the guidance system and the radar altimeter.

To date the test programme of the Advanced Cruise Missile has been marked by failure. As a consequence it is now two years behind scheduled deployment with the prospect of further delays. In October 1988 the US Congress withheld production funding for the ACM, requiring as a precondition for future funding six successful tests before 31 March 1989. A third successful test was announced in February 1988. There have been no public announcements of successful tests since that date.

The project agreement permits up to seven tests per year. How-

ever, only about twelve tests have actually taken place to date. The ACM tests will be included in the annual quota.

### What was the public response to the 1983 decision to test?

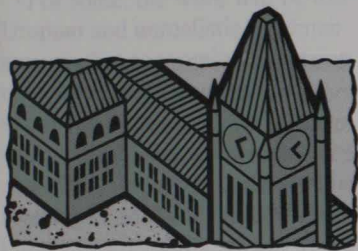
■ The 1983 agreement was signed at the height of the public debate throughout Western Europe and Canada about the NATO decision to deploy intermediate-range nuclear forces (the ground-launched cruise missile and Pershing II ballistic missile) in Europe. In explaining its decision to test the ALCM, the Trudeau government placed great emphasis on the alleged link to NATO deployments in Europe even though the ALCM was part of the US strategic deterrent, under the control of the Strategic Air Command, and not subject to NATO discussions or approval.

In May 1983, then Prime Minister Trudeau wrote an open letter to the Canadian people in which he noted that "this whole question continues to weigh heavily on the consciences of those in government and the general public." Trudeau emphasized the Soviet nuclear build-up which particularly threatened Western Europe, and, "not without anguish," asserted the need for "solidarity with the other Western democracies, in a world which has turned a deaf ear to our suggested strategy of suffocation."

Since 1983 questions posed by various polling organizations suggest that Canadians remain divided on the merits of cooperation in the testing of cruise missiles. In May 1985 a Gallup poll found 45 percent in favour and 45 percent opposed. In March 1988 another Gallup poll found 54 percent opposed to testing and 38 percent in favour. Both the Liberal and New Democratic Parties have declared that they would end the cruise testing agreement.

– DAVID COX

## REPORT FROM THE HILL



The 34th Parliament, elected on 21 November 1988, was called briefly into session to pass the required legislation to establish the Canada-United States Free Trade Agreement by 1 January 1989. It then recessed until the spring, to return either in March or April.

### Policy toward the PLO

Canada was among the many nations which asked the United States to reconsider its late November decision to deny Palestine Liberation Organization (PLO) leader Yasser Arafat the visa he needed to speak to the United Nations in New York. In the end, Arafat was obliged to address the UN in Geneva on 13 December. External Affairs Minister Joe Clark welcomed Arafat's move toward explicit recognition of the right of Israel to exist, the rejection of terrorism, and the call for an international conference on peace in the Middle East.

The next day Clark also applauded the opening of talks between the US and the PLO as "an important step ... toward establishing the dialogue necessary for the successful resolution of the Middle East dispute." Since then, despite entreaties from PLO representatives, Canada has made no move to upgrade its own contacts with the organization.

### South Africa

Joe Clark's critical remarks about the treason conviction of four anti-apartheid activists by South African courts, in which he claimed the South African government was using the legal system to harass and suppress legitimate opposition to apartheid, drew a strong response from South African Foreign Minister Roelof Botha. On 15 December Botha called the Canadian government

"arrogant and meddlesome" and instructed its ambassador to lodge a strong protest with Canada.

The next month two visiting black South African leaders, whose travel had been subsidized by the Canadian government, re-proved Canada for the "disappointing and failed expectations" created by Prime Minister Mulroney's 1985 promise to act decisively against the South African government.

The release of a Statistics Canada report in the last week of January evoked more criticism. Despite the government's initiation of voluntary restrictions on trade in 1985, the report showed imports from South Africa in 1988 increasing by 68 percent over 1987, while exports increased by 44 percent. In reaction, Joe Clark indicated on 30 January that the government would consider alternatives such as mandatory restrictions, if the voluntary sanctions were not working. At a meeting in Zimbabwe from 6 to 8 February, chaired by Mr. Clark, of the eight-member Commonwealth committee of foreign ministers on South Africa, both the increase in trade and the \$600 million loan from the Bank of Nova Scotia to Minorco, a Luxembourg-based company controlled by major South African interests, came under close scrutiny.

### Chemical weapons

On the eve of an international conference on chemical weapons, Canada joined France and Egypt on 6 January in supporting US contentions that Libya is capable of manufacturing poison gas at a factory southwest of Tripoli. On 8 January Joe Clark addressed the 140-country Paris conference intended to reinforce efforts to halt the spread of chemical weapons, by appealing to all countries to "get rid of them everywhere and forever." He reaffirmed Canada's policy since 1970 of no production, stockpiling or use of chemical arms.

Two weeks later on 25 January, then Defence Minister Perrin Beatty accepted all sixteen recommendations of a report he had commissioned last August on research, development and training in chemical and biological weapons defence within Canada. The report, by CIIPS Board of Directors Chairman William Barton, largely supported DND's current programme, but called for stricter controls on testing; greater openness about activities at the defence research establishment at Suffield, Alberta; and an automatic annual review "to confirm that stocks of all toxic agents are being kept to the minimum level necessary for the efficient conduct of the research and development programme."

### Cabinet Changes

On 30 January Prime Minister Mulroney named his new cabinet, retaining Joe Clark as secretary of state for external affairs, and Monique Landry as minister for external relations with responsibility for CIDA. New appointments included that of former Ambassador to France Lucien Bouchard as minister of the environment and Bill McKnight as minister of national defence with cabinet newcomer Mary Collins from British Columbia as associate minister.

McKnight, 48, a wheat farmer and the first Saskatchewanian ever named to the defence portfolio, has been minister of labour (1984-86) and minister of Indian and northern affairs (1988-89). First elected to Parliament in 1979, he is regarded as a close associate of Deputy Prime Minister Don Mazankowski. In his new position, he will serve as vice-chairman of the ten-member Cabinet Committee on Foreign and Defence Policy (chaired by Joe Clark) and also joins the nineteen-member Priorities and Planning Committee (regarded as a kind of "inner cabinet") and the newly-created Expenditure Review Committee of Cabinet, which is chaired by the prime minister with a mandate "to

ensure that the Government's expenditures continue to be directed to its highest priorities, and that expenditure control continues to contribute to deficit reduction."

### Opposition Critics

Liberal Leader John Turner released a list of shadow cabinet roles for his caucus on 4 February. Veteran Quebec MP and former Cabinet Minister André Ouellet was retained as external affairs critic and Labrador MP William Rompkey was named defence critic while Hamilton MP Sheila Copps became the new environment critic.

The NDP list announced in mid-January retained Winnipeg MP Bill Blaikie as external affairs critic and Derek Blackburn as defence critic, with James Fulton as environment critic.

### Short Notes from the Hill

In December 1988 the Development Assistance Committee of the Organization for Economic Cooperation and Development noted "with appreciation" the aid policy report adopted by Canada in March 1988. It welcomed Canada's emphasis on cooperation with voluntary aid agencies outside government. Canada's aid disbursements rose to US \$1.89 billion in 1987 from \$1.7 billion in 1986, overtaking the amount of aid given by Britain. Canada's aid levels are above average, though falling slightly as a proportion of GNP to 0.47 percent in 1987.

The first meeting of the reshuffled inner cabinet on 31 January agreed to give the United States permission to test its latest generation of cruise missiles in northern Canada. The new missile, designated AGM-129A, incorporates "stealth" technology which makes it harder to spot with radar or infrared sensors.

(For more on the decision to permit testing see page 16 of this issue of Peace & Security.) □

— GREGORY WIRICK

## REVIEWS



### United Nations, Divided World: The UN's Roles in International Relations

Adam Roberts and Benedict  
Kingsbury (editors)

Oxford: Clarendon Press, 1988, 287  
pgs., \$82.50 cloth

■ This is an important book – written by a distinguished group of UN officials, including Secretary General Javier Pérez de Cuéllar, national delegates to the UN, scholars like the eminent British historian Sir Michael Howard – which analyses the dilemmas and demands facing the United Nations. The work is broader in scope than most comparable studies on the UN and, in addition to chapters on the UN's primary function in the field of international peace and security, it covers other important activities like economic development, international law and human rights. Despite the complexity of the subject, the themes are presented with admirable clarity and should thus appeal to an audience wider than the restricted circle of UN specialists.

Most contributors maintain a position of muted optimism which recognizes both the limitations and the services of the organization, while avoiding a utopian stand or seeking recourse in utter cynicism, as can so often be observed in the treatment of the subject. The general tone is set by Sir Michael Howard who reminds us that the UN has failed in its primary task to create a new world order where members derive their strength from the collective strength of the whole. Instead it reflects the disorders and rivalries of the world, "and does what it can to mitigate them." The question – what can be done by the UN, given the political realities, and what might be done more ef-

fectively – forms the essence of most chapters and is capably summarized in the form of a ten-point programme in Evan Luard's concluding chapter. If there are any reservations, it is that the proposals all stress good will and common sense in an organization not always noted for dispassionate discourse.

The reflective chapter by Secretary-General Pérez de Cuéllar, and the accompanying analysis of case studies by Thomas Franck, will be of particular interest to the student of international conflict. Both chapters discuss the Secretary-General's formal responsibility for international peace and security as established by the UN Charter, and contrast this with the private diplomacy that has emerged in practice which entails discreet inquiries, good offices and mediation efforts. As Pérez de Cuéllar notes, the UN Secretary-General served as the sole channel of communication between all parties involved in the wars in Afghanistan, the Gulf and southern Lebanon, and the tense situation in Cyprus. Under these circumstances, he was often forced to improvise and sometimes to suggest means which diverged from those initially envisaged by the Security Council. Even with such liberties, it is the Security Council, as he insists, which has the responsibility and the Secretary-General who exercises a supportive role. If one takes the case of the 1988 Iran-Iraq ceasefire agreement, which occurred after the publication of the book, the relationship may well be reserved, for here was an instance where the leadership was clearly provided by the Secretary-General, with the Security Council lending support.

The Secretary-General also justifies his reluctance to invoke Article 99 for fear that bringing an issue to the formal attention of the Security Council might escalate an international conflict. Evan

Luard and Sir Anthony Parsons argue the contrary point: by taking bolder action and invoking Article 99, the Secretary-General would enhance his authority and force the Council to take a more active stand. The argument is of particular interest, given that it is made by former senior officials of the British government which, like all other Permanent Members of the Council, has been reluctant to enhance the authority of the Secretary-General.

In contrast to the well-tempered optimism of most contributors, Maurice Bertrand strikes a distinctly more pessimistic note. He questions the ability of the UN to achieve any meaningful internal reform. In his view, the principal failure of the UN, and its growing marginalization, stems from its inability to develop a political framework capable of providing a global response to the problems of increased international interdependence. There is partial evidence of such frameworks emerging elsewhere, as for example the Economic Summit and the European Economic Community, but these developments have bypassed the UN. As a remedy, Bertrand suggests the creation of a UN Economic Security Council, which would duplicate in the economic sphere the formal authority and effective decision-making structure of the Security Council. It promises to be more successful than the latter because the economic sphere offers a greater potential for consensus.

– Harald von Riekhoff

Mr. von Riekhoff is a professor of  
political science at Carleton University

### The Demilitarized Society: Disarmament and Conversion

Seymour Melman

Montreal: Harvest House, 1988,  
120 pgs., \$9.95 paper

■ Columbia University professor and economist Seymour Melman argues that the United States economy is heavily militarized and

dominated by the arms procurement and defence contract bureaucrats of the Pentagon. The concentration of economic power and decision-making in the hands of the Pentagon, which began in the Kennedy administration, has resulted in unproductive state capitalism, the militarization of society and economic malaise and decline for the US.

Melman claims that the United States is already a second-rate industrial country because production has declined and incomes are no longer rising. He calls this situation "industrial depletion" and claims it is a direct consequence of the diversion of half the US industrial economy to military purposes. The production of guns, fighter planes and missiles makes no contribution to either ordinary consumption or to the means of economic production. At the same time that the US economy has been diverted to military production, the physical infrastructure has fallen into disrepair. Roads, railways and bridges are not being fixed; school, medical, public housing and other needs are not being met. "If the processes of depletion continue," writes Melman, "the United States could become a third-rate nation characterized by the pervasive inability to find and organize the resources necessary to restore economic competence."

The solution is economic conversion, says Melman. Conversion of military industries to civilian output would generate enough product and wealth to rebuild the entire physical infrastructure of the United States, he claims. In this 120-page essay, Melman sketches out the steps that could be taken to achieve this goal, and summarizes some of the political and economic obstacles that have so far prevented any serious effort in this direction.

What is lacking in polished writing is made up for in enthusiasm. Much of the value of this

book is the question and answer format through which Melman tries to answer opponents and skeptics.

For some, the work will be too Utopian and unrealistic. Melman expects that economic conversion can, at the same time, not only solve the problems of the US economy and the militarization of American society but can also create economic decentralization – the democratic control of economic planning and worker control of industry. The author also envisages the worker pension investment funds resulting from economic conversion, challenging the capital dominance of US corporations.

Although the book is entirely focussed on the US economy it will be of special interest to some Canadian readers. In Chapter three, Melman raises important questions about the peace movement, its goals and strategies. This decade has produced a peace movement that is in Melman's words a "political supermarket." Peace organizations have a long list of short-term objectives: the promotion of arms control measures or the banning of individual weapons. The Canadian peace movement's campaigns share these characteristics – Refuse the Cruise, Stop Star Wars, Make Canada a Nuclear Weapon-Free Zone. Melman argues that such actions do not affect, and cannot change, the "warfare state." Single-issue and single-weapon campaigns can at best only result in incremental changes to the tactical plans of those who create and supply the war-making capabilities of the state. The peace movement, Melman says, must recognize the economic imperatives of the militarized society and advocate complete and general disarmament and economic conversion.

This book will also be of interest to Canadians curious about Free Trade and the future of the North American economy. The Canadian government has taken a number of initiatives in recent years to promote and enlarge the

North American defence industrial base. Both inside and outside the terms of the Free Trade Agreement, Canada is likely to increase its military industrial production in cooperation with the United States.

Although Canada is not a militarized society and is unlikely to become one in the near future, Melman reminds us that we are keeping close company with one. He makes a good argument that the US economy must, and can, undergo radical transformation if it is to survive as a modern and prosperous nation. – *Steve Lee*

*Mr. Lee is a research associate at the Institute*

### **The Social Impact of the Chernobyl Disaster**

David R. Marples

*Edmonton: The University of Alberta Press, 1988, 313 pgs., \$29.95 cloth, \$18.95 paper*

■ With this book, David Marples, a professor of Slavic and East European studies and research associate with the Canadian Institute for Ukrainian Studies at the University of Alberta, has produced his second in-depth look at the nuclear power plant disaster which took place at Chernobyl on 26 April 1986. While Marples' first book examined the immediate effects of the disaster, his second attempts to assess the longer-term and wider impact the accident had on the people of the Chernobyl region and on the Soviet Union in general. The author is largely successful. It is readily apparent that the book has been extremely well researched and documented, and most of the sources listed are Soviet.

Following an introductory chapter by Victor Snell, of Atomic Energy of Canada, outlining the causes of the accident, the book examines the health, environmental, economic, and political repercussions. In these pages the author describes the disaster as possibly the "pioneer of glasnost under General Secretary Mikhail Gorbachev and then subsequently its first casualty." Criticism is directed throughout the book toward the manner in which information on the accident was kept from the Soviet public, and particularly

from those directly affected by the disaster. For example, no announcements about the accident, and the potential dangers that accompanied it, were made until thirty-six hours after the mishap had occurred. At that point, a thirty kilometre radius "special zone" was created around the reactor and the evacuation of 162,000 people began. This last is a conservative estimate: Marples says as many as 500,000 were evacuated. Marples demonstrates that the overriding attitude of officials at the time of the accident and in its aftermath was that nothing particularly unusual had happened. Concerns over the effects of the accident have been dismissed by scientists and officials as scaremongering. They claim that this has raised the level of radiophobia, or "abnormal doubts" about the harmful effects of the accident. Nevertheless, the Soviet Union, the author states, remains a "fanatically pro-nuclear power" nation. The book is informative and provides many insights, especially on conditions within the special zone. At times, however, the reader is bogged down by the number of officials and organizations involved in the accident and its clean-up, their relationship to each other, and the geographical context in which events took place. Appropriate use of lists, organizational charts and maps would have been a welcome addition to the book. The Soviets have concluded that the Chernobyl disaster was the result of human error – that technology cannot be held responsible. The author notes that reverence for the machine is ingrained in the Soviet psyche, unlike in the West where it is assumed that machines can and will go wrong. This assertion seems entirely misplaced given the number of examples in the West and other regions of the world where belief in the inherent good and infallibility of technology has led to tragic results. Chernobyl and its aftermath provide a clear illustration that the dangers that result from this belief have no boundaries. – *Michael Holmes*

*Mr. Holmes is a research assistant at the Institute*

### **BRIEFLY NOTED**

#### **New Weapon Technologies and the ABM Treaty**

Herbert Lin

*London: Pergamon-Brassey's, 1988, 92 pgs., US \$12.95 paper*

■ If you spend more than a little time with people knowledgeable about the Anti-ballistic Missile Treaty and its implications it is not long before they start talking about lasers in terms of watts/steradian and quoting bits of obscure treaty language like "in an ABM mode" and "based on other physical principles." They are not being deliberately cryptic; much of the future of the arms control process, as we have come to know it over the last three years, depends on the outcome of negotiations between the US and USSR over just such details.

This little book by physicist Herbert Lin is a guide through the technical labyrinth. It contains clear definitions of scientific terms, an overview of the problems and controversies created for the existing Treaty by the advance of technology, and a set of alternative political and technical solutions to the apparent superpower impasse.

#### **Canada, NATO and the Bomb: The Western Alliance in Crisis**

Tom Keating and Larry Pratt

*Edmonton, Alberta: Hurtig, 1988, 246 pgs., \$14.95 paper*

■ Pratt and Keating discuss the role of the North Atlantic alliance and Canada's place in it. The authors conclude that leaving NATO would not be in Canada's interest and make a case for increased Canadian contribution to the alliance – which they see as vital in "making it possible to pursue a mutually advantageous relationship with the Soviet Union." They also believe the proposal to purchase nuclear-powered submarines to be strategically unsound and state that a mixed fleet of surface ships and diesel subs would make a "more cost effective contribution to collective defence."

(This book was produced with the financial assistance of CIIPS.) □

Reviews of French language publications can be found in *Paix et Sécurité* "Livres" section.

## LETTERS TO THE EDITOR



### Low-level flying good for caribou?

■ We would like to respond to several points made by Jocelyn Coulon ("This Labrador Business," *Peace&Security*, Autumn 1988); points that are either misleading or erroneous, and which are the standard lines given by the military in any discussion of the [low-level air training] issue. The military is very fond of citing the growth of the George River Caribou herd as proof low-level flying is compatible with caribou, if not good for them. The interesting thing is that the military continues to use the old estimates of the herd size despite concern on the part of some biologists for the past year that the size may be considerably less than the 600,000 cited in Coulon's article. The military knows about the discrepancy but cites the larger figure because it is to its advantage to cloud the issue. We realize that there were problems with the census that revealed a smaller herd; however, the constant use of the larger number is misleading. A census taken in fall 1988, should give a more accurate figure.

Furthermore, the emphasis on the number of the George River caribou herd is misleading. For the past three years, individual caribou from the George River herd have been monitored by satellite. The movements of these collared animals show that the herd appears to avoid the low-level flying zones during the time training is conducted. Scientists don't know why. The ironic aspect of all this is that the George River herd is not subject to a great deal of low-level flying. So for the military to hold this herd up as an example of the caribou's compati-

bility with low-level flying is again misleading. However, any change in migratory routes greatly affects our people's access to caribou during the hunting season, and the caribou is central to our culture and way-of-life.

It is also interesting that the military does not mention the Red Wine herd – the woodland caribou herd situated between the two flying zones and most frequently overflowed. This herd has a very low reproductive rate and has been hovering between 800 to 1,000 animals for years. It has been studied for the past three years to ascertain the effects of low-level flying. The results of this study are not in; it had to be extended for an additional year due to the lack of cooperation by pilots in the first year. The military also does not advertise that as of 1 February 1989, they will be introducing high-level combat training over this herd, thus introducing large numbers of sonic booms to the area. We also fear that the military will gradually lower the present height restrictions for supersonic flight in those zones – prime land-use areas for our people.

The second major issue is that the military likes to suggest that the Innu are divided on the issue of militarization. This is false. In May 1985, a meeting was held at Northwest Point in Labrador, where the Innu of communities in Quebec and Labrador declared: "We, the Innu people of Nitessinan, from St. Augustin, La Romaine, Natasliquan, Mingan, Davis Inlet and Sheshatshiu unanimously oppose the use of our territory by the military and we will use any peaceful means at our disposal to put an end to the flights and their abuse to our people and our land." On three different occasions during our recent protest against the military occupation of our land, representatives from the

Innu communities of Quebec travelled to Goose Bay to sit in our tents of protest at the end of the runway.

The military also frequently talks about its cooperation with the hunting camps, by ceasing or diminishing flights "in an area as soon as natives are observed." We have documented three occasions when we did give the coordinates of camps to the military, but this did not keep the military from overflying the camps. Furthermore, the coordinates of all our camps are readily available from the company that transports us to the camps. For the military, this information is just a phone call away. This proves that the prime areas for low-level flying, (the river valleys and lake areas), are also the prime hunting areas of our people.

Avoidance of the camps is not the only issue. To have the jets avoid the camps does not lessen the negative impact on the wildlife, on which we depend. Furthermore, regular notification to the military of the location of the camps might legitimize Canada's theft of our land. We have never signed a treaty with Canada. The land is legally ours. The military should be seeking permission from us for any flights over our land. Yet we are not consulted on any flight paths or any escalation of military activities on our land. The military is intent on having its own way.

Daniel Ashini,  
Chief – Sheshatshiu Band  
Council, Labrador

### "Two-track" article on the wrong track

■ In "Dilemma for the Canadian Peace Movement," (*Peace&Security*, Spring 1988), Tony Rogers, in discussing the original political issue of cruise missile testing in Canada, refers to "the NATO two-track decision to deploy ground-launched cruise missiles and Pershing II missiles in Europe..."

In fact, the "two-track" decision in 1979, in which the Allies made a collective commitment of a strategic response to the Soviet deployment of SS-20 missiles, was an agreement to deploy *and* negotiate a joint end to both NATO and Warsaw Pact deployments.

The high point of this period of negotiation was the 1981 "zero option" disarmament proposal by US President Reagan, that was ultimately adopted on the basis of "mutual benefit," in 1987, at the culmination of the INF talks. The low point was the one-sided mass protest against the NATO response to a clear Soviet strategic challenge, in which the Soviets were able to pass off mobile, multi-warhead, accurate, long-range missiles as merely the technical product of a "modernization" policy.

R.G. Fulton, Vancouver

### Military mind at work

■ I mean no personal disrespect to its author, but the piece "What to do About the Submarines," (by Sharon Hobson, *Peace&Security* Winter 1988–1989) looked like a "plant" from the Department of National Defence: "why we have to go ahead with this purchase even though we now know it's a bad deal." The single item in the article which most strongly suggested this was the repetition of the sum "\$8 billion." Nobody outside DND thinks that Canada is going to get a fleet of nuclear-powered submarines for that price. The theme, insistently repeated, that the country must carry on with plans once made, also suggested to me the operation of the military mind – evinced, for example, in the descent into war in 1914 described by Barbara Tuchman in *The Guns of August*.  
A. Frank Thompson, Kitchener □



*Canadian Institute for  
International Peace and Security*

360 Albert Street  
Suite 900  
Ottawa, Ontario  
K1R 7X7

between industrialized and developing countries. During that period he also held a number of special appointments. In 1985 and 1986 he was the Personal Representative of the Prime Minister to leaders of Commonwealth states and in 1980 to 1982 he was a member of the UN Secretary-General's expert group on the relationship between disarmament and development. **William Barton**, Chairman of the Board of Directors, hosted a reception for Mr. Wood at the Institute in January.

■ **Johanne Di Donato**, joined the staff of the Institute in December as a research assistant, following studies at Concordia University, Leningrad State University and the Paterson School at Carleton University. **Gabrielle Mathieu**, is the new media relations officer. She studied at Laval University, the University of Ottawa, the University of Paris, and worked for several years as a journalist with Radio-Canada.

■ **John Toogood** spoke on superpower intervention to a conference of high school students organized by the international relations club at Martingrove High School in Toronto.

■ **Nancy Gordon** and **Brad Feasey** gave workshops at a conference in Brandon organized by the Marquis Project. The meetings brought together teachers, parents and school administrators from

security. The main conferences were held in Victoria, Vancouver and Whitehorse.

■ **Roger Hill** was a discussant for two papers on Verification and

aging Regional Conflict. Regimes and Third-Party Mediators" was held in February in Ottawa. Organized by **Fen Hampson** of the Institute and **Brian Mandell** of Carleton University, the workshop

brought together specialists in area studies and in conflict resolution. Papers were given by **Liisa North**, on Central America; **Ashok Kapur** on Indo-Pakistan conflicts; **Robert Matthews** on Zimbabwe; **Christopher Brown** on Southern Africa; **Douglas Anglin** on sanctions; **Gérard Hervouet** on Indochina; and **Keith Krause** on arms transfers. **Ron Fisher** and **Loraleigh Keashly** along with the two organizers gave papers on theories of regimes and the social psychology of third-party mediation. With the resolution of some of the more intractable regional conflicts, the establishment and maintenance of new regimes are of prime importance: the necessity for institutionalization of such arrangements makes the results of the workshops relevant to the ongoing policy debate.

■ In mid-December the Institute sponsored and hosted another seminar in its regional conflict series, this time on the Middle East. Participants included academics and others with experience in the region. The workshop focussed on: the current situation in the area; policies of the US and USSR; the role of the United Nations; and Canadian policies in the area.

■ Cyprus is the site of another regional conflict the Institute is studying. Two workshops have taken place, and another is planned for the spring. A larger seminar will conclude the study which is being organized by CIIPS Research Associate **Norma Salem**.

■ **Malcolm Dando**, a professor at Bradford University in the United Kingdom gave a lecture at the Institute in February on the latest developments in alternative defence strategies in Europe. **Russell Trood** of the Asian and International Studies Division of Griffith University in Queensland, Australia led a discussion on recent trends in Australian defence policy. □

**New Publications from the Institute**

**ANNUAL GUIDE**

**A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1987-1988**, 327 pages.

**OCCASIONAL PAPERS**

**6. The Return of Vietnam to the International System**, by Gérard Hervouet, December 1988.

**BACKGROUND PAPERS**

**23. Peacekeeping and Peacemaking in Cyprus**, by Robert Mitchell, October 1988.

**24. Cruise Missiles and Strategic Arms Control**, by Jane Boulden, January 1989.

**25. Non-offensive Defence: The Way to Achieve Common Security in Europe**, by Robert Neild, January 1989.

**POINTS OF VIEW**

**6. New Dimensions in Canadian-Soviet Arctic Relations**, by John Hannigan, October 1988.

**7. Of Fire-Proof Houses: Canada's Security**, by Geoffrey Pearson, October 1988.

**WORKING PAPERS**

**13. Regions of Peace - Oases of Hope**, by Arnold Simoni, October 1988.

**14. Security, Arms Control and Defence: Public Attitudes in Canada**, The 1988 CIIPS Public Opinion Survey, by Michael Driedger and Don Munton, December 1988.

**15. Conventional Arms Control in Europe: Western Opening Positions**, by John Toogood, December 1988.

**16. Superpower Rivalry in the Indian Ocean**, by Paul George, February 1989.

**FACTSHEETS**

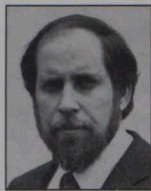
**4. Peacekeeping**, October 1988.

**5. Nuclear Weapon Free Zones**, January 1989.

**ANNUAL REVIEW**

**Review of Peace and Security Issues in 1988 and the Canadian Response**, by Geoffrey Pearson, December 1988.

## LETTER FROM SOVIET UZBEKISTAN BY STEPHEN HANDELMAN



**A young man in trousers and open-necked shirt walks across the sunny courtyard of a sixteenth-century Muslim seminary.**

Stopping just beyond the volleyball net and the hanging lines of student laundry, he positions himself in the direction of Mecca, raises his hands, palms facing inwards, and begins to chant the afternoon prayer. Standing in the shade are two young Soviet Red Army officers, looking on with friendly curiosity.

A few years ago, such a scene would have been hard to imagine in the Soviet Union. The peaceful tableau in the *Mir-Arab medresse* (school) of Bukhara in Soviet Uzbekistan, with the Red Army men present as mere tourists, ought to be the perfect symbol of the new liberal age of Gorbachev. All the same, the scene contains other, darker, implications.

If Communist power and Islam have reached a kind of truce after some seventy years of open hostility, it is not out of any particular humanitarian impulse. By displaying greater tolerance for Muslim sensitivities, Moscow is playing practical politics. At current birth rates in Central Asia, by the year 2000 one in every three Soviet citizens will be of Muslim origin. Ethnic assertiveness and the revival of religious fervour already represent a potential for trouble that would make the current unrest in the Baltics and Caucasus look tame. It is reasonable to assume that one factor in Gorbachev's refusal to grant many of the most radical demands of Estonians, Armenians and their comrades-in-spirit is the explosive effect such a decision would have on the peoples and nationalities in the most unasimilated part of the Soviet empire.

Even a brief journey across the flat, arid plain that stretches from the Aral Sea to the mountains of Afghanistan turns up horrified comments from the local officials about what would happen if things

were allowed to get as far as they have in Tallinn and Yerevan. Not surprisingly, political leaders in this part of the country were among the most vociferous opponents of Baltic nationalism when new amendments to the Soviet constitution were debated last November.

"We just don't need that sort of thing here," Alla Lavrushko, third secretary in charge of ideology at the Samarkand communist party

### **The ancient cities of Bukhara and Samarkand still operate according to political imperatives much older than those brought by the Soviet revolution.**

headquarters, told me one afternoon during what became a tense encounter at her office. Lavrushko was referring to popular fronts, unofficial groups and the panoply of new political structures which have been allowed to flourish in other parts of the country. Lavrushko, an ambitious young woman assigned here three years ago from Moscow, was evidently responding to signals very different from the ones most Western observers have been getting from the Kremlin. While the Gorbachev reform group outlines far-reaching plans for democratic elections this spring, Moscow's representatives in Central Asia know their job is to prevent democracy from getting out of hand.

After agreeing to meet with a few Western journalists, she appeared to regret it five minutes into the conversation. Our first question cut short what was about to be a long paean to the region's cultural and economic achievements. "How have you begun preparing for the new election

law?" We asked. "Will there be several candidates nominated?"

"Why do you ask that?" she responded suspiciously.

"Because that's what Mr. Gorbachev said was going to happen."

"Why should there be two candidates for the same post – the best person will always be chosen anyway," came the snappish reply.

"Okay, what about popular fronts?"

"What about them?"

"We've heard one has been formed here – are you supporting it, as party officials are doing in Estonia?"

"You have been misinformed," said Lavrushko.

It seemed futile to go on. Lavrushko is not to be blamed for her testiness. In this part of the world, idealistic notions of greater democracy have to be balanced with local realities, and Moscow is very far away.

The ancient cities of Bukhara and Samarkand still operate according to political imperatives much older than those brought by the Soviet revolution. In a region whose leaders until recently ran fiefdoms oiled by family ties and widespread bribery, the heritage of Alexander the Great and Tamburlaine seems more relevant than that of Lenin. In the *chai-khanas* (tea houses) of Bukhara local merchants and political bosses, wreathed in the smoke from shashlik broiling on open stoves, intrigue and gossip as they have for centuries. The ferocious-looking men with drooping moustaches who stalk the streets in quilted coats could have come straight out of the Bible. It is no surprise to learn that ethnic consciousness is alive and growing.

Local newspapers have started to publish complaints about early Bolshevik and Stalinist policies

which disrupted tribal and clan ties in the region. Under *glasnost*, long-buried language and territorial problems have emerged as a source of ethnic friction. Tadjhiks recall that they were forced to change their alphabet from Arabic to Latin script and then to Cyrillic. "Now some of our young people cannot read the inscriptions on their grandparents' graves," wrote one young student.

Another factor in the discontent is Moscow's recent attempt to clean up political corruption in Central Asia. Some of the most important figures in Uzbekistan are now facing charges in connection with an eight billion dollar scandal involving the falsification of cotton production figures. The sensational coverage of the affair in the Moscow press has angered Uzbeks and Tadjhiks alike. They detect in the tones of official self-righteousness a hint of racism and paternalism.

Which brings us back to religion. One recent article by a communist party member noted with alarm the rise of Islamic fundamentalism. Young men were refusing to take the oath of military service, and babies were being given the name of "Ayatollah," he claimed.

At the *Mir-Arab medresse*, the Soviet Union's only Muslim school, hundreds of applications for the eighty available spots are arriving monthly. Abdurachim Tadjekmatov, the school's deputy director, offers one reason for the Islamic revival that is sure to disturb loyal *apparatchiks* like Alla Lavrushko. "There's no doubt that more young people are turning back to religion because they just don't believe in the communist party," he said. "They feel betrayed by our leaders." Indeed, the afternoon prayers in Bukhara contain an ominous message for Moscow itself. □

*Stephen Handelman is Moscow bureau chief for The Toronto Star.*